

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
STATUT INTERNATIONAL
DE LA CORÉE

Antérieurement au 29 Août 1910

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 19 Janvier 1911, à 1 heure 1/2.

PAR

RENÉ TERRIOU

Président : M. PILLET, professeur
Suffragants { *MM. RENAULT, professeur*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé

PARIS (5°)
V. GIARD & E. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 12

1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
STATUT INTERNATIONAL
DE LA CORÉE

Antérieurement au 29 Août 1910

THÈSE POUR LE DOCTORAT

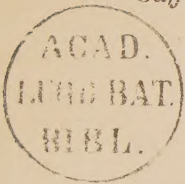
Présentée et soutenue le Jeudi 19 Janvier 1911, à 1 heure 1/2.

PAR

RENÉ TERRIOU

Président : M. PILLET, professeur

Suffragants { *MM. RENAULT, professeur*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé



PARIS (5.)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 12

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE
STATUT INTERNATIONAL DE LA CORÉE

Antérieurement au 29 août 1910

PREMIÈRE PARTIE
ÉVOLUTION HISTORIQUE DE LA CORÉE

CHAPITRE PREMIER

LA CORÉE AVANT LA GUERRE SINO-JAPONAISE

Jusqu'à la fin du second tiers du siècle dernier, la Corée est demeurée un pays à peu près impénétrable.

Peu soucieux d'entretenir des relations avec les autres puissances, « le royaume ermite » s'était, de tout temps, confiné en un farouche isolement. Ce n'est pourtant pas à dire qu'à l'instar des peuples heureux, ses habitants n'aient pas d'histoire.

Avant le début de l'ère chrétienne, la péninsule coréenne se trouvait partagée en plusieurs royaumes indépendants dont les principaux étaient ceux de Siraki, de Koma, de Koudara et de Mimana. En

l'an 32 avant Jésus-Christ, le souverain de ce dernier, se croyant menacé par le roi de Siraki, implora l'aide des habitants de l'île nipponne de Kiou-Siou. Une petite armée traversa le détroit et défit les troupes de Siraki. Incontinent, les vainqueurs s'établirent dans le Mimana qu'ils tinrent bientôt sous leur domination.

Les trois autres États avaient gardé leur souveraineté. Leur conquête fut entreprise en l'an 200 après Jésus-Christ, par une régente nipponne connue sous le nom de Dzingnego-Kogo. Le Siraki fut contraint de faire sa soumission. Les deux derniers traitèrent et promirent un tribut. Le Japon devint ainsi maître des destinées de la péninsule. Sa force étant très redoutée, il ne se fit pas faute d'intervenir dans les différends qui mettaient aux prises les États coréens ; il alla souvent jusqu'à distribuer les couronnes au gré de ses fantaisies.

Au vi^e et au vii^e siècles, le Siraki, devenu puissant, conquît les trois royaumes voisins. Il fut aidé dans cette entreprise par une armée chinoise dont l'intervention lui fut d'un secours précieux. Mais la dynastie conquérante ne profita guère de ce nouvel état de choses : en 911, un des généraux se révolta contre son souverain et se fit proclamer roi. A partir de ce moment les communications officielles avec le Japon se firent rares.

Par contre les habitants du sud de la péninsule

resserrèrent leurs relations commerciales avec ceux de l'île de Kiou-Siou, en concluant un traité avec ces derniers. Ces relations, qui, dès le début, avaient pris une grande régularité, se trouvaient des plus étendues, lorsque se produisit, en 1592, l'expédition de Taïko. Cette expédition ne fut qu'une suite de succès pour l'armée japonaise qui conquiert presque toute la péninsule, enleva d'assaut la capitale et contraignit le roi à s'enfuir. Une forte armée chinoise, appelée à la rescousse, se fit battre et dut regagner le Céleste-Empire, à marches forcées. La guerre prit fin sur un traité de paix entre le Japon et la Chine.

Au siècle suivant, par un singulier retour de fortune, celle-ci remplaça son antagoniste, qui ne conserva qu'un établissement à Fousan. A la suite des invasions de 1626 et de 1627, le pays du Matin calme devint, en effet, un État vassal de la Chine, sans que celle-ci s'immiscât, au moins ouvertement, dans ses affaires ; le gouvernement de Pékin percevait (peut-être était-ce pour lui le côté le plus intéressant de l'aventure) un fort tribut annuel qu'apportait une ambassade solennelle.

Ces événements avaient fait naître au cœur des Coréens la haine des étrangers, fussent-ils de race jaune, et les avaient poussés à se tenir rigoureusement isolés des autres peuples. Tout étranger que la tempête jetait sur les côtes était mis à mort, sans autre forme de procès. Un bâtiment hollandais, *Le*

Sparwetir ou *Épervier* ayant fait naufrage, en 1653, dans la mer Jaune, l'équipage fut fait prisonnier. Un certain nombre de matelots furent décapités ; d'autres, que l'on avait réduits en esclavage, réussirent à s'échapper en 1666, non sans avoir rencontré dans le pays un de leurs compatriotes, dernier survivant d'un groupe de marins de l'*Ouderkeress* qui, en 1627, avaient subi le même sort (1).

Cette xénophobie outrancière ne reçut aucune atteinte jusqu'à la fin du xviii^e siècle.

C'est à cette époque seulement que, par suite de l'extension prise par les entreprises d'évangélisation, des missionnaires réussirent, non sans de grandes difficultés et au péril de leur vie, à pénétrer dans le pays du Matin calme.

L'introduction officielle du christianisme en Corée date de la venue sur le territoire de la péninsule d'un missionnaire chinois, le Père Tsicou, qui partit de Pékin en 1794 et fut mis à mort, le 31 mai 1801, après un fructueux apostolat. Comme il importait de poursuivre l'œuvre entreprise, le Saint-Siège offrit, en 1827, au Séminaire des Missions étrangères de se charger d'un vicariat apostolique dans la péninsule coréenne. L'offre ayant été agréée avec empressement, le premier vicaire apostolique, nommé en 1831, fut Mgr Brugnière,

1. Cf. à ce sujet, André Fauvel. « En Corée. » (*Le Correspondant*, 25 février 1904).

ancien missionnaire au Siam, évêque de Capse. Il mourut en cours de route, le 30 octobre 1835, à Sivang, en Tartarie. Son successeur, Mgr Imbert, fut décapité à Saï-Nam, le 21 septembre 1839. Mais ce supplice, loin d'arrêter le zèle évangélisateur des missionnaires catholiques, ne fit que le stimuler. Forts des paroles du Maître, bravant les persécutions, les propagandistes de l'idée chrétienne affluèrent plus nombreux que jamais.

Deux nouvelles exécutions avaient eu lieu cette même année, celles de MM. Honoré Chastan et Philibert Mauban. Le vicariat de Mgr Ferréol, qui dura jusqu'en 1853, fut marqué par la mise à mort de nombreux prêtres indigènes. Le martyrologe s'allongeait sans provoquer la moindre défaillance dans les rangs des missionnaires.

François Berneux, évêque de Capse, remplaça, en 1854, Mgr Ferréol. Quelques soulèvements sans gravité n'avaient fait qu'inquiéter la mission, lorsque, le 8 mai 1866, Mgr Berneux fut, à la suite d'un simulacre de procès, agrémenté de tortures, décapité à Saï-Nam, avec ses collaborateurs : MM. de Bretenières et Beaulieu. Le 11, MM. Pourthie et Petit-nicolas subirent le même sort ; ils avaient été appréhendés le jour même de l'exécution de Mgr Berneux. Jetés en prison, traduits en justice, ils furent, eux aussi, soumis à d'atroces tortures. Enfin, le 30, MM. Aumaitre, Huin et le coadjuteur, furent mis à

mort. Échappèrent seuls au supplice MM. Ridel, Féron et Calais (1).

La catastrophe était d'autant plus imprévue que, s'il faut en croire les termes d'une lettre, adressée en juillet 1864, par M. Berthemy, ministre de France à Pékin, à M. Drouyn de Lhuis, alors ministre des Affaires étrangères, le gouvernement coréen, craignant d'attirer sur lui l'attention de la France, fermait les yeux sur les progrès de la propagande catholique. A cette feinte tolérance, Mgr Berneux ne s'était, il est vrai, laissé prendre qu'à demi. Maintes fois, il avait fait faire des démarches auprès de M. Berthemy pour le déterminer à entrer en relations avec le pouvoir royal, dans le but d'assurer officiellement aux indigènes le libre exercice du culte catholique. Aucune suite n'avait été donnée à ces ouvertures.

Comme de tels agissements ne pouvaient rester impunis, le gouvernement impérial français prépara une expédition. Celle-ci eut lieu sous la forme d'une démonstration navale. La Corée étant alors considérée comme un État vassal de la Chine, c'est à la cour de Pékin que l'on s'était tout d'abord adressé pour obtenir une réparation. Peu soucieux de s'exposer à supporter les conséquences de l'incident, le

1. Cf. Michel Cordier. *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, t. I, p. 266 et sq.

gouvernement chinois transmet une réponse assez évasive qui consistait à affirmer que la Corée ne se trouvant pas sous sa dépendance, il ne pouvait être rendu responsable des méfaits commis dans ce pays. C'était esquiver adroitement des représailles. Mais cette attitude du Céleste Empire était trop commandée par les besoins du moment pour qu'il fût possible d'y voir autre chose qu'une manœuvre destinée à parer à une éventualité fâcheuse ; on voulut cependant bien y croire, et la division d'Extrême-Orient, sous les ordres du contre-amiral Roze, débarqua, à proximité de l'estuaire du fleuve de Séoul, plusieurs compagnies de marins. Ceux-ci s'emparèrent de Kang-Hoa (18 octobre 1866) et détruisirent les poudrières que cette ville possédait. Puis, ils se retirèrent, sans que leur intervention eût produit d'autre effet que d'accroître l'insolence des Coréens, qui, malgré les pertes subies, s'efforcèrent de représenter le retrait des troupes françaises, comme une victoire à l'actif des indigènes.

C'est dire le sort qui devrait être fait, deux ans après, à l'expédition Oppert-Jenkins. Dans le courant de l'année 1868, M. Ernest Oppert, ayant affrété un vapeur, quitta le port de Chang-Haï pour Nagasaki, d'où il cingla vers le golfe du Prince-Jérôme, en compagnie de l'abbé Féron et d'un Américain, M. Jenkins. Débarqués sur le littoral coréen, ils furent accueillis sans urbanité et appréhendés. Le mission-

naire fut transféré à Pondichéry et Jenkins déféré au tribunal consulaire américain de Chang-Haï. L'acte d'accusation mentionne que « le prisonnier, de concert avec d'autres individus, non-justiciables du consulat américain, s'était engagé, sur le steamer *China*, dans une expédition scandaleuse et illégale en Corée, avec le but d'exhumer, à son seul profit, le corps d'un souverain de Corée, pour le mauvais exemple des autres et contre la paix et la dignité du peuple des États-Unis ». Le but de l'expédition n'aurait donc été, en dernière analyse, le tombeau visé renfermant, disait-on, des trésors, qu'une tentative de cambriolage. Les juges du tribunal américain se montrèrent sceptiques. Jenkins fut acquitté. Quant à l'abbé Féron, sitôt parvenu à Pondichéry, il fut embarqué pour la France. Une lettre du comte Lallemant, successeur de M. Berthemy à Pékin, nous révèle que « l'abbé Féron croyait que l'enlèvement du corps d'un des derniers princes de la famille royale de Corée, enseveli à peu de distance de la mer, enlèvement, selon lui, aisé, serait un bon moyen d'amener les Coréens à composition, et à accorder aux missions religieuses ainsi qu'au commerce l'accès de leur pays ». — « Je pensais, ajoute-t-il, que l'auteur de cette confidence n'était pas sain d'esprit et que ses supérieurs s'opposeraient à l'exécution de son dessein, s'il s'offrait jamais une occasion de le tenter. Mais, il a agi à l'insu de ses supérieurs et s'est dérobé à l'action

qu'ils n'auraient pas manqué d'exercer sur lui (1). »

La Corée continuait, on le voit, à rester fermée aux étrangers, et ses habitants, fidèles à leurs traditions, faisaient aux marins, que la tempête jetait sur leur littoral, un accueil dépourvu d'affabilité.

Le 24 juin 1866, le navire américain, *Surprise*, s'était échoué sur la côte ; le capitaine et l'équipage purent regagner Nieou-Tchouang. En revanche, un autre vaisseau, *Le General-Sherman*, qui avait quitté Tien-Tsia le 29 juillet 1866, à destination de la Corée, disparut, et son équipage fut, sans doute, massacré. Le *Wachusset*, envoyé à sa recherche, ne put rien découvrir. Ce n'est qu'au mois de mai 1867, que le commandant du *Schenandoah* apprit, au cours d'une croisière, que l'équipage du *General-Sherman* avait été massacré à Ping-Yang. A la suite de cette révélation et au vu d'un rapport adressé en octobre 1868, par le consul américain de Chang-Haï, au cabinet de Washington, les États-Unis prirent la résolution d'ouvrir, par force, l'empire du Matin calme au commerce unioniste. Le ministre accrédité à Pékin, M. Low, reçut mission de se rendre à Séoul, avec le contre-amiral Rodgers, commodore de l'escadre asiatique, pour négocier. Entre temps, l'envoyé allemand à Tokio, M. von Brandt se rendait à Fousan, à bord d'un navire de guerre, dans le but de se

1. Cf. Michel Cordier. Op. précité, t. I, p. 391 et sq.

mettre en rapport avec le gouvernement coréen : on l'éconduisit. Pour ne pas demeurer en reste, la Russie envoya une canonnière qui prit son mouillage à l'embouchure du fleuve de Séoul et débarqua quelques marins. Après une escarmouche, où l'avantage resta aux indigènes, ceux-ci durent se retirer.

Enfin, le 16 mai 1871, l'escadre américaine quitta Nagasaki. Le 30, elle jetait l'ancre entre les îles Boisée et Guerrière. Trois fonctionnaires coréens vinrent s'enquérir auprès de M. Low du but de l'envoi de la flotte, puis lui remirent une note qui se terminait ainsi : « Les habitants de ce pays et le pays lui-même sont, depuis quatre mille ans, satisfaits de la civilisation dont ils jouissent et n'en désirent pas d'autre. Nous n'importunons aucune nation. Pourquoi celles-ci viendraient-elles nous importuner. Notre pays est situé en Extrême-Orient, le vôtre aux confins de l'Occident. Pour quel motif avez-vous donc traversé tant de mers ? Est-ce pour vous enquérir des faits concernant votre bâtiment détruit ? Son équipage avait commis des actes de piraterie et des assassinats. Il a été mis à mort. Voulez-vous notre sol ? C'est impossible. Voulez-vous commercer avec nous ? C'est impossible. » Il leur fut répondu que la mission était essentiellement pacifique, que l'on désirait l'envoi d'un plénipotentiaire coréen et que l'on allait remonter la rivière pour procéder à des travaux d'hydrographie. Le lendemain, plusieurs cha-

loupes à vapeur remontèrent la rivière. Elles furent accueillies à coups de canon. Dix jours plus tard, elles revinrent, escortant des embarcations qui portaient un millier de soldats. Malgré le feu de l'île de Kang-Hoa, ceux-ci débarquèrent, prirent d'assaut cinq forts et s'emparèrent de nombreuses pièces d'artillerie.

Cette algarade rendait impossible la conclusion du traité que l'on avait espéré ; l'amiral Rodgers quitta son mouillage le 3 juillet et arriva le 5 à Tche-Fou. Son départ, comme jadis celui de l'amiral Roze, fut considéré par les Coréens comme une reculade. Un instant, on songea à une action commune de la France et des États-Unis. Mais la France commençait à peine à se remettre des désastres de la guerre franco-allemande. Aussi, M. Jules Favre, ministre des Affaires étrangères, télégraphia-t-il, le 18 juillet 1871, à notre chargé d'affaires à Pékin : « Le gouvernement de la République française entend que nous restions dans la plus stricte neutralité. Notre amiral devra se borner à observer ; il s'abstiendra d'agir. » Une fois de plus, les prétentions coréennes triomphaient. La muraille d'isolement, à peine ébranlée, défiait les efforts des puissances occidentales. Il appartenait au Japon d'y ouvrir la première brèche. Nous allons voir comment il y parvint.

Vers le début de l'année 1875, un vaisseau de guerre nippon, *Le Unyokan*, avait été l'objet d'at-

taques, de la part des habitants d'une île de la côte méridionale. Le conflit, qui avait failli éclater entre la Chine et le Japon à propos de massacres qui avaient eu Formose pour théâtre, venait d'être solutionné par une convention du 31 octobre 1874. Lorsque M. Mari, ministre du Japon à Pékin, fut assuré de la neutralité du Céleste-Empire dont on redoutait un retour offensif, une escadre reçut l'ordre de faire une démonstration pacifique sur le littoral coréen ; elle jeta l'ancre devant Fousan le 15 janvier 1876. Le 26 février, par un revirement inattendu, le gouvernement de Séoul désigna deux plénipotentiaires, qui signèrent à Kang-Hoa, avec les envoyés japonais, un traité en douze articles, extrêmement important. L'indépendance de l'empire du Matin calme s'y trouve, pour la première fois, affirmée : « La Corée étant un État indépendant, dit l'article premier, jouit des mêmes droits souverains que le Japon (1) ».

Il n'y eut là, à vrai dire, qu'une proclamation sans lendemain, car la suzeraineté de la Chine, si elle fut alors déclarée inexistante, n'en persista pas moins officieusement (2). Le traité ouvrait au commerce japonais, en plus de celui de Fousan, les deux ports de Tchémoulpo, à l'embouchure de la rivière Salée

1. Voir le texte de ce traité, dans : De Martens. *Nouveau recueil général de traités*, 2^e série, t. III, p. 511.

2. L'empire du Matin calme continua, jusqu'en 1895, à se considérer comme vassal du Céleste-Empire, ainsi qu'à lui payer le tribut annuel.

et de Gensan, dans la baie de Broughton. L'ouverture n'en devint effective qu'en 1880 pour le second, en 1883 pour le premier, à la suite de deux nouveaux arrangements en date de 1879 et de 1882. Il offrait, enfin, cette particularité que le Japon y stipulait pour ses nationaux le privilège d'exterritorialité, et cela, à une époque où les Européens jouissaient des mêmes immunités sur son propre territoire (1).

Désormais, ce fut à la cour de Séoul une lutte d'influence entre le Japon et la Chine, vers laquelle le roi de Corée ne cessait de se tourner pour demander conseil. Les Coréens se trouvaient, d'ailleurs, d'avis opposé sur la ligne de conduite que les derniers événements allaient les contraindre à suivre, en les obligeant d'abandonner leur isolement séculaire. Il apparaît, en tout cas, qu'une certaine tolérance fut adoptée à l'endroit des missionnaires. En janvier 1878, Mgr Ridet, appréhendé, en exécution des anciens édits royaux, eut la vie sauve, grâce à l'intervention de la reine, et fut reconduit en Chine : au mois de mai 1879, l'abbé Deguette, des Missions étrangères, arrêté et conduit à Séoul, fut relâché sur la demande de notre ministre à Pékin, M. Patenotre. On fit même transmettre une relation détaillée de l'incident à notre ministre des Affaires étrangères,

1. On convint que des consulats établis dans les ports seraient ouverts pour assurer la protection des trafiquants nippons (art. 8)

avec prière de la communiquer au Saint-Siège, pour que des conseils de prudence soient adressés aux missionnaires catholiques.

Cette arrière-pensée de nouer des relations avec la cour pontificale était un indice grave de l'évolution qui s'opérait dans les esprits des dirigeants coréens. Le Japon était dans la place ; il fallait le surveiller. Aussi n'est-on que peu surpris de lire dans une lettre adressée par le vice-roi, Li-Hung-Tchang à un haut fonctionnaire coréen, les conseils suivants : « Dans les conjonctures actuelles, il convient de neutraliser l'action du venin par le venin, et, s'il s'agit d'ennemis, de pouvoir les opposer les uns aux autres. Il importe de profiter de toute occasion qui se présentera de vous lier successivement par des traités, avec tous les États occidentaux ; vous vous servirez d'eux, pour contenir le Japon. »

L'avis fut entendu. On se décida à ouvrir les ports aux étrangers, afin de rester maître des conditions dans lesquelles ils seraient ouverts. Les visées du Japon constituaient un sujet de graves inquiétudes pour tous ceux, et à leur tête se trouvaient Li-Hung-Tchang, qui voyaient avec regret la Corée s'ouvrir à une pénétration nipponne. Le gouvernement coréen crût donc opportun d'entrer en rapport avec les puissances occidentales.

Il signa successivement des conventions avec les États-Unis (5 mai 1882), l'Allemagne (26 novembre

1883), l'Angleterre (26 novembre 1883), l'Italie (26 juin 1884), la France (4 juin 1886), la Russie (8 août 1888), l'Autriche-Hongrie (23 juin 1892). De son côté, le Japon obtint en 1877, 1878, 1879, 1881, 1882, 1884 des arrangements nouveaux qui, sous couleur de lui apporter les modifications exigées par les circonstances, introduisirent dans la première convention des clauses favorables à ses projets d'expansion.

Tous ces traités sont rédigés sur un modèle uniforme et on y retrouve la plupart des dispositions renfermées dans la convention du 27 février 1876. L'article premier du traité coréo-américain renferme, cependant, une particularité notable. Dans une note adressée, à l'instigation de la Chine, au Président de la République des États-Unis, le roi de Corée avait fait connaître que son pays, bien qu'État tributaire du Céleste-Empire, jouissait d'une indépendance complète en ce qui concernait l'administration intérieure et les rapports extérieurs. On crut alors à propos d'introduire dans le traité la disposition suivante : « La Corée est placée sous la dépendance du Céleste-Empire ; mais elle sera, à l'avenir, indépendante pour ce qui concerne sa politique intérieure et extérieure. Le Président de la République des États-Unis n'interviendra pas à propos de la dépendance, dans laquelle restera la Corée vis-à-vis de la Chine. » En fait, jusqu'au traité de Shimonoseki, cette indépen-

dance ne fut qu'une apparence, bien qu'une note semblable à la première eût été adressée à tous les États, avec lesquels on poussait le royaume du Matin calme à entrer en rapports.

L'ancienne xénophobie persistait chez un grand nombre de sujets coréens. En 1882, une émeute éclata à Séoul ; le bruit avait couru que le ministre japonais se proposait, avec l'aide de portefaix, de s'emparer de la capitale, de détrôner le roi et d'épouser la reine. Le dimanche, 23 juillet, des résidents japonais furent attaqués ; quelques-uns furent massacrés ; d'autres réussirent à s'échapper avec leur ministre, M. Hanabousa. Le gouvernement du mikado demanda réparation de l'injure faite à son représentant et appuya sa réclamation par un envoi de 1.500 hommes. Des complications étaient à redouter, en raison de la possibilité d'une intervention de la Chine en faveur de sa vassale. Elle n'eut heureusement pas lieu ; après de longs pourparlers, M. Hanabousa, qui avait été chargé de conduire les négociations, obtint pleine satisfaction. Il fut entendu que le gouvernement coréen punirait les principaux auteurs de l'attaque armée dirigée contre la législation du Japon et exprimerait officiellement son profond regret de tout ce qui s'était passé ; que des précautions seraient prises pour prévenir le retour de faits semblables ; que des indemnités seraient versées au Trésor nippon ainsi qu'aux parents des victimes de l'insurrec-

tion ; que deux ou trois nouveaux ports seraient ouverts sur la côte occidentale ; enfin que la juridiction des consuls japonais sur leurs nationaux serait étendue au delà des ports, dans un rayon d'environ 5 lieues (1). M. Hanabousa parti, un prince du sang, qui avait pris une part très active à l'émeute, fut arrêté et interné dans une forteresse chinoise. Ce n'est qu'en 1885 qu'il obtint l'autorisation de rentrer dans son pays.

A dater de cette époque des troupes chinoises et japonaises tinrent garnison à Séoul. Cette promiscuité pouvait amener des rixes, susceptibles de dégénérer en coups de force. C'est ce qui arriva deux ans après la première échauffourée. Le 4 décembre 1884, le directeur général des postes de Corée offrait un banquet en son hôtel. Parmi les invités, figuraient nombre de fonctionnaires indigènes et de consuls. Un incendie, allumé sans doute par des conspirateurs, éclata vers la fin du repas, dans une maison voisine. Le gouverneur de la ville qui s'était précipité hors de la salle, pour donner des ordres, fut assailli à coups de sabre et grièvement blessé. Une poignée de meneurs, conduits par Kim-Ok-Kyoum, ancien ministre de Corée à Tokio, se rendirent au palais et effrayèrent le roi qui dut s'enfuir sous l'escorte de soldats japonais. Pen-

1. Cf. Michel Cordier. Op. précité, t. II, p. 588 et sq.

dant ce temps sept ministres ou fonctionnaires étaient massacrés et un nouveau gouvernement proclamé. Le commandant de la garnison chinoise arrivant au palais et se trouvant en présence de soldats nippons fit ouvrir le feu sur eux. Une bagarre s'ensuivit ; la populace s'en mêla, incendia la légation japonaise et contraignit les sujets du mikado à gagner, en toute hâte, Tchemoulpo, avec leur ministre. Ils trouvèrent là un navire portant leur pavillon. Le Chitose-Maru, sur lequel ils embarquèrent environ 250 malades ou blessés.

Dès Tokio, la nouvelle provoqua une indignation exaspérée. Plusieurs navires de guerre appareillèrent immédiatement pour la Corée. Occupée au Tonkin, la Chine n'intervint pas.

Une fois de plus, l'ordre fut rétabli tant bien que mal et un traité signé à Séoul, le 9 janvier 1885.

Comme en 1882, on stipula que le gouvernement coréen ferait des excuses, verserait une indemnité, traduirait les émeutiers en justice. On ajouta que la légation japonaise serait reconstruite aux frais du Trésor coréen et qu'une caserne, destinée à recevoir un détachement, serait bâtie sur un terrain adjacent à la légation.

Ce traité eut pour conséquence la conclusion, en avril 1885, d'une convention sino-japonaise, dans le but de fixer les relations de ces deux puissances, avec la Corée. Pas un instant la Chine n'avait,

en effet, cessé d'exercer sur sa voisine, bien que celle-ci se fut proclamée indépendante, une suzeraineté qui, pour rester parfois occulte, n'en était pas moins réelle. Tandis que le Japon, fier de ses transformations économiques ne cherchait qu'une occasion favorable, pour marquer d'une façon stable son emprise sur la péninsule coréenne. Cette rivalité d'influence s'accroissant chaque jour davantage, il devenait de bonne politique d'y mettre un terme, au moins en apparence. Aussi dès que fut signé l'accord du 9 janvier 1885, les deux puissances désignèrent des plénipotentiaires, chargés de régler leurs attributions et leur situation respectives.

De ces pourparlers naquit la convention de Tientsin (avril 1885). Il y est décidé (article premier) que la Chine retirerait ce qu'elle avait de troupes en Corée et que le Japon agirait de la même façon. Un délai de quatre mois serait accordé pour ce retrait.

Les deux puissances s'engagent, aux termes de l'article second, à conseiller au roi de Corée, « d'une part, de faire instruire des troupes pour suffire à sa protection personnelle, ainsi qu'au maintien de l'ordre ; d'autre part, d'engager un ou plusieurs officiers de nationalité étrangère à qui il confiera l'instruction de ces troupes ». Ces officiers ne sauraient être des sujets de l'un ou de l'autre empire.

Au cas où des troubles graves se produiraient, dit l'article 3, si la Chine ou le Japon manifestent l'inten-

tion d'envoyer des troupes, cet envoi devra être précédé d'un échange d'avis. Les troubles réprimés, le retrait des détachements s'effectuera immédiatement (1).

A la suite de cette convention on prétendit que la Corée, inquiète pour sa sécurité, s'était jetée dans les bras de la Russie. Ce bruit qui s'appuyait sur un prétendu accord intervenu avec Saint-Pétersbourg pour l'envoi d'instructeurs russes ne correspondait en rien à la réalité. C'est encore à l'empereur de Chine que s'adressait le prince régnant pour diriger sa politique extérieure. Nous en trouvons la preuve dans un rapport présenté le 23 septembre 1887 par le roi de Corée au chef du Céleste-Empire, rapport contenant une demande d'autorisation pour l'envoi d'agents diplomatiques à l'étranger : « D'après les règlements en usage, y lisons-nous, lorsqu'il s'agit de questions concernant l'envoi du tribut ou nos rapports politiques, nous adressons une dépêche au ministère des Rites pour qu'il transmette au trône l'objet de notre communication. S'il s'agit de commerce ou de relations extérieures, nous recourons à l'entremise du prince et des ministres composant le Tsoung-li-Yamen, ou du commissaire impérial des ports du nord. Nous n'oserions nous adresser directement à Votre Majesté que pour des affaires

1. Cf. Michel Cordier. Op. précité, t. III, p. 221.

de la plus grande importance. Il s'agit, cette fois, d'un décret impérial transmis par télégraphe ; votre serviteur, après en avoir pris connaissance à genoux, a été ému et terrifié plus qu'il ne lui serait possible de le dire ; aussi ose-t-il ne pas reculer devant la considération de son importunité bavarde pour exposer audacieusement le fonds de son cœur. Réduit à ce moyen, votre serviteur attend vos ordres. Il espère que Votre Majesté daignera donner son consentement à ce respectueux rapport, par lequel il la consulte sur l'envoi de nos représentants prêts à partir pour les pays occidentaux (1). »

Réponse fut faite que les agents coréens arrivant dans un pays étranger devraient se faire présenter au chef de l'État par le ministre chinois, qu'ils auraient dans toutes les cérémonies à prendre rang après les représentants de la Chine, et dans les questions importantes à solliciter confidentiellement leurs instructions.

En 1890, lorsque mourut la reine Dowager, le roi de Corée envoya une mission spéciale à Pékin, pour informer l'empereur du deuil qui frappait la famille royale et le prier de ne pas lui adresser d'ambassade de condoléance, à cause des frais qu'il aurait à supporter du fait d'une telle visite. Il définissait, dans les termes suivants les rapports entre les deux

1. Michel Cordier. Op. précité, t. III, p. 223 et sq.

États : « Notre pays est un petit royaume et un État vassal de la Chine, auquel l'empereur a manifesté sa bienveillance de temps immémorial. Puisque Sa Majesté a été assez bonne pour répandre ses faveurs sur nous, nous lui faisons connaître tout ce que nous désirons. Et tout ce que nous souhaitons, nous avons confiance qu'elle pourra nous l'accorder, comme à un enfant confiant dans la tendresse et la sollicitude de ses parents (1). »

Il apparaît donc certain que la Chine ne négligeait aucune occasion d'intervenir dans les affaires de sa voisine. Sans doute, forte de l'ancien état de choses, n'agissait-il pas brutalement. Mais depuis que son indépendance avait été consacrée par un texte formel, la Corée s'était trouvée prise entre deux puissances rivales, poursuivant, chacune de son côté et dans la mesure de ses moyens, des desseins inconciliables. Provoquer un retour définitif et complet à la suzeraineté d'antan, d'un côté, assurer le respect dû à une situation reconnue et à des intérêts primordiaux, de l'autre, tels étaient les buts poursuivis, buts pour la réalisation desquels l'intransigeance des parties en litige allait amener un conflit. Ce conflit était-il désiré, attendu, recherché d'un côté au moins comme l'unique moyen de mettre fin au *condominium* de 1885. Cela a été soutenu : « La guerre

1. Michel Cordier. Op. précité, t. III, p. 223 et sq.

présente, peut-on lire dans une chronique publiée par la *Revue générale de droit international public* (1), nous apparaît comme la résultante voulue d'une suite déjà longue de procédés où la force des armes et l'action de la diplomatie ont été employées tour à tour par le gouvernement japonais pour arriver à une fin évidemment conçue dès le début, quoiqu'elle n'ait pas encore été franchement révélée. Sans remonter jusqu'aux origines médiatees du conflit, le début de l'action actuelle peut être reporté au commencement de juin 1894, époque à laquelle le gouvernement japonais envoya en Corée une première expédition, qui, à l'abri de divers subterfuges, réussit à débarquer, sans exciter d'inquiétudes, sur le sol coréen et en profita pour s'assurer immédiatement de la capitale et de la personne du roi. On pouvait expliquer jusqu'à un certain point cette initiative par la présence dans la presqu'île de troupes chinoises qui y avaient été appelées par le roi pour lui prêter leur secours dans sa lutte contre ses sujets rebelles. Il parut bientôt que l'expédition avait un autre but, car à peine les troupes japonaises étaient-elles maîtresses de Séoul que le ministre japonais, M. Otori, pressait le souverain de définir ses relations avec la Chine (note du 28 juin), puis (note du 3 juillet) d'opérer dans l'administration et la législa-

1. Année 1894, p. 459.

tion du pays des réformes radicales. Des procédés aussi sommaires ne pouvaient être acceptés par la Chine dont ils tendaient directement à ruiner les droits traditionnels de suzeraineté sur le pays. La Chine assistée des représentants des puissances étrangères fit sommation au gouvernement japonais d'avoir à retirer ses troupes ; c'est à la suite de cette sommation demeurée infructueuse que se produisirent les hostilités. Telles étaient les circonstances dans lesquelles s'est produit le conflit, il paraît certain qu'il avait été de longue main préparé par le Japon ; et à défaut d'autres preuves, la rapidité des premières mesures prises, la perfection poussée jusqu'au moindre détail de leur exécution constitueraient déjà une grave présomption en ce sens. »

C'est donc au Japon que paraît à première vue incomber la responsabilité de la lutte. Mais on ne saurait oublier que la Chine ne cessa de tenir pour lettre morte la déclaration renfermée dans l'article premier du traité de Kang-Hoa et d'exercer sur sa voisine une suzeraineté de fait très marquée, bien propre à éveiller les susceptibilités nipponnes. Que les souverains coréens ne se soient pas élevés contre l'exercice de cette suzeraineté, cela n'est pas un argument décisif en faveur de la légitimité de cette action. Il leur aurait été, par ailleurs, difficile d'agir autrement.

Cosignataire d'un traité avec l'empire du *Matin*

calme, le Japon estima que ce traité lui donnait le droit d'amener la Chine à agir vis-à-vis de ce pays avec tous les égards dus à un État indépendant, qu'il était de son intérêt d'empêcher toute intervention étrangère dans la politique intérieure de la Corée ; enfin, qu'il serait nuisible à la tranquillité générale en Extrême-Orient de laisser, à raison de l'intervention de la Chine, la Corée sans responsabilité directe, en cas de violation de son ordre public. On a objecté que la guerre n'était pas nécessaire pour parvenir à ce résultat, même pas utile, par conséquent injuste. Ce sont là de pures considérations de fait qui ne sauraient prévaloir à l'encontre de la nécessité pour les États de faire d'une stricte observance des conventions librement débattues et connues d'eux pour telles la base de leurs relations. En continuant à étendre sur la Corée une tutelle qui, après 1876, aurait dû cesser, la Chine irrita l'empire du Soleil-Levant, qui, bien qu'animé d'intentions pacifiques, se vit peu à peu contraint pour défendre sa situation à user de moyens énergiques. Telle fut l'origine de la guerre sino-japonaise.

CHAPITRE II

LA GUERRE SINO-JAPONAISE. — LE TRAITÉ DE SHIMONOSCKI. — SES CONSÉQUENCES

Au cours des premiers mois de l'année 1894, une rébellion éclatait dans la province coréenne de Tjyenna-To, dont le chef-lieu ne tardait pas à tomber entre les mains des insurgés, les Tong-haks. Le parti du gouvernement de Séoul qui aspirait à placer la péninsule sous le protectorat de la Chine jugea l'occasion propice pour réaliser ses visées. Il demanda* des renforts au Cèleste-Empire qui s'empressa d'accéder à cette requête, avec l'arrière-pensée, les séditeux une fois mis à la raison, d'exploiter à son profit le prestige qu'il ne manquerait pas de retirer d'une intervention libératrice. Le 4 juin partit de Weï-haï-Weï un petit corps de 3.000 soldats, qui débarquèrent le 8 et prirent position à A-San, au sud de Tchemoulpo. Avis de cet envoi avait été, au préalable, conformément au traité de Tien-Tsin, adressé au gouvernement de Tokio.

C'était plus qu'il n'en fallait pour émouvoir le

Japon qui estima peu conforme à son intérêt de laisser la Chine exercer ainsi son influence en Corée. Aussi, M. Otori, son ministre à Séoul, reçut-il l'ordre de regagner immédiatement son poste, et de faire comprendre aux ministres coréens qu'il y avait eue de leur part quelque inadvertance à solliciter des renforts de la Chine, sans avoir préalablement pressenti le Japon. A l'appui de ces représentations on envoya à Tchémoulpo une brigade mixte commandée par le général Oshima.

La rébellion fut écrasée dans les premiers jours de juillet ; mais le 28 juin, M. Otori, reçu en audience par le roi de Corée, lui avait remis une note demandant qu'à l'avenir son pays se conduisit en pays indépendant et non en pays vassal de la Chine, auquel cas le Japon lui assurerait son appui matériel et moral. C'était presque un ultimatum. Le roi sollicita une semaine pour donner une réponse qui n'arriva pas. Des détachements nippons vinrent alors renforcer la garde de la légation de Séoul. Aucun ministre étranger ne protesta ; par contre, le gouvernement de Pékin se crut autorisé à exiger du Japon le rappel de ses troupes. Persuadés que l'on ne pourrait obtenir une paix durable et que, par ailleurs, il serait extrêmement difficile de mettre un terme aux dissensions dont souffrait la Corée, tant que la Chine n'aurait pas renoncé, définitivement, à placer sa voisine sous son protectorat, les ministres du mikado

firent la sourde oreille. Ce qu'il y avait de mieux à faire, pensèrent-ils, était de profiter des préparatifs accomplis pour arriver à une solution sans équivoque : ou reconnaître les prétentions de la Chine ou l'obliger à les abandonner. C'est ce dernier résultat que, à Tokio, l'on entendait obtenir. Aussi, se refusant à l'évacuation, proposa-t-on au Céleste-Empire de procéder d'un commun accord à une réformation complète de l'administration intérieure coréenne. La Chine ne voulut pas prendre la proposition en considération ; comme prétexte, elle invoqua son désir de laisser aux seuls Coréens, en tant que le besoin s'en ferait sentir, l'initiative des améliorations à apporter dans l'administration intérieure de leur pays. En présence de ce refus, le Japon fit de nouveau savoir au gouvernement de Pékin qu'il considérait la réalisation, par un concours amical des deux empires, de l'ensemble des réformes projetées, comme l'unique moyen de maintenir la paix générale. Il ajouta que si sa proposition tendant à cette fin était définitivement écartée, il était décidé à agir seul, laissant à la Chine l'entière responsabilité des événements qui pourraient se produire. C'est ainsi qu'eut lieu, vers le milieu de juillet, la rupture des relations diplomatiques. La seconde moitié du mois devait être remplie par des actes de violence extrêmement graves qu'expliquent, sans les justifier, les agissements bel-
liques de la Chine.

Le 23 juillet les Japonais attaquèrent, à Séoul, le palais royal, déposèrent le monarque qu'ils retinrent prisonnier à leur légation, avec la reine et le prince héritier, puis lui nommèrent un successeur qu'ils contraignirent, le 27, à déclarer la guerre à la Chine. Ce coup d'État accompli, ils proclamèrent l'état de siège; et comme ils s'étaient fait octroyer la tâche d'expulser les forces chinoises, ils dirigèrent des troupes vers le sud de la péninsule pour livrer bataille à leurs adversaires concentrés à A-San. A la date du 24, notre ministre à Tokio, M. Harmand, avait été chargé, par le département des Affaires étrangères, de faire savoir au gouvernement japonais tout le prix que nous attachions à ce qu'un conflit fût évité. L'incident du *Kowshing*, survenant à ce moment, n'était pas de nature à amener une détente.

Le *Kowshing* était un vapeur battant pavillon anglais et appartenant à l'Indo China Steam Navigation. Affrété par les autorités chinoises pour transporter à A-San une partie d'un nouveau corps expéditionnaire destiné à renforcer l'envoi du 4 juin, en vue d'un conflit imminent, il avait quitté Ta-Kou le 23 juillet. Le 25, au matin, il se trouvait au large du golfe du Prince-Jérôme, lorsqu'il fut arrêté par un navire de guerre japonais, *Le Naniwa-Kan*, dont le commandant lui intima l'ordre de le suivre, après avoir fait visiter les papiers de bord par un parlementaire. Les Chinois refusèrent d'obéir; mal leur en

prit, car le *Naniwa-Kan*, arborant le pavillon rouge au grand mât, déchargea sur le *Kowshing* une bordée de ses six canons. Le capitaine et son second sautèrent par-dessus bord et furent recueillis par les Japonais ; une torpille acheva l'œuvre des canons. La canonnière française, *Le Lion*, qui se rendait de Tchemoulpo à Séoul, sauva une quarantaine de naufragés. Le plus fort contingent trouva asile à bord du cuirassé allemand, *L'Iltis*. Deux autres navires, le *Feiching* et *L'Irène*, partis de Port-Arthur et de Weï-haï-Weï vers le 20 juillet et, chargés eux aussi de transporter des troupes à A-San, accomplirent heureusement leur mission.

L'incident eut un retentissement considérable. On cria à une violation du droit des gens, l'état de guerre n'ayant pas encore été proclamé. A cela, un juriste anglais, M. Westlake, répondit, par deux lettres adressées au *Times* que la seule expédition de renforts en Corée était un acte essentiellement hostile, connu pour tel par ceux qui l'avaient entrepris et produisant *ipso facto* l'état de guerre (1). Sans doute, ajoutait-il, le vapeur naviguait sous pavillon britannique. Mais sa nationalité n'était-elle pas affectée par suite de cette circonstance qu'il effectuait pour la Chine un transport de troupes. Dès l'instant où l'état de guerre peut exister (ce que l'on admettait alors) sans déclaration formelle, la confiscation du *Kowshing*,

1. Cf. *Revue générale de droit international public*, 1895, p. 118 et sq.

comme navire neutre, transportant des troupes pour le compte d'un belligérant, aurait été parfaitement légitime. Sa destruction ne fit que précipiter un choc voulu, prémédité de part et d'autre, bien qu'en réponse à la démarche de M. Harmand, le Japon eût, le 27, protesté de ses intentions pacifiques et rejeté sur la Chine toute la responsabilité des difficultés de l'heure présente.

Un dernier effort conciliateur fut tenté. Ce même jour, 27 juillet, M. Harmand et le ministre russe firent à Tokio, chacun de leur côté, une démarche en vue d'obtenir le retrait des soldats japonais de Séoul et de Tchemoulpo. Moins de quarante-huit heures après, le major général Oshima attaquait à Sei-Kouan près de A-San la division chinoise commandée par le général Ming, et lui infligeait une grave défaite. Pendant ce temps, le Japon répondait avec quelque ironie aux représentants des deux puissances qu'il ne déclinait pas leur offre de médiation, mais qu'il voulait, avant toute autre chose, l'évacuation par les Chinois de Ping-Yang, chef de la route mandarine de Séoul vers la Mandchourie. C'était un refus déguisé de s'arrêter dans la voie des hostilités. Le corps diplomatique avait, cependant reçu, le 29 juillet, une longue note où le gouvernement du mikado insinuait, sans y insister autrement, qu'une intervention lui serait agréable.

Enfin, le 31, une dépêche officielle du gouvernement japonais annonçait l'existence de l'état de

guerre et, le 1^{er} août, une proclamation simultanée des deux empires mettait fin à la situation fausse qui durait depuis deux semaines. Il va sans dire que chacun des deux antagonistes rejetait sur son rival la responsabilité du conflit : « Le Japon a violé les traités et le droit des gens ; semblable à un oiseau qui guette sa proie, il a agi par ruse. C'est lui qui a ouvert les hostilités ; l'opinion publique est manifeste à cet égard », déclare le décret impérial chinois (1) ; à quoi l'édit impérial japonais réplique : « Si l'on examine mûrement les actes de la Chine et que l'on sonde ses projets, on ne peut pas ne pas dire qu'elle a dès le commencement sacrifié la paix à la poursuite de ses ambitions mauvaises (2). » En présence des deux adversaires, les puissances européennes résolurent de garder la plus stricte neutralité ; successivement l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne, la Hollande, le Portugal firent leur déclaration de neutralité.

Nous avons vu que les Japonais avaient profité de leur coup de force à Séoul pour détrôner le roi et contraindre le successeur qu'ils lui avaient donné à déclarer la guerre à la Chine. Ils ne s'en tinrent pas là. Le 26 août, la *Gazette officielle du Japon* publiait un accord signé à Séoul entre les deux gouvernements et destiné à assurer la coordination de leurs

1-2. Cf. Cordier. Op. précité, t. III, p. 239 et sq.

opérations. « Cette convention, dit l'article premier, a pour objet l'expulsion des troupes chinoises du territoire coréen, l'établissement de l'indépendance et de l'autonomie de la Corée sur une base plus solide, et l'avancement des intérêts mutuels des deux pays, Japon et Corée. » — « Le Japon, ajoute l'article 2, entreprendra contre la Chine les opérations offensives et défensives qui pourront être nécessaires ; la Corée, de son côté, fournira toutes les facilités qu'elle pourra pour les mouvements des troupes japonaises et le commissariat », et ce pendant toute la durée de la lutte.

Cette convention se trouvait évidemment dénuée de toute valeur ; il demeure hors de conteste que la violence exercée sur l'un des cocontractants rend nul l'accord intervenu. Quant au rôle que joua alors la population, on ne peut rien en dire de certain ; dans chaque camp, on se targua de son concours ; mais même en admettant qu'elle eût réservé ses sympathies aux Chinois, il aurait fallu, pour la qualifier de belligérante, justifier qu'elle avait pris en corps et au moyen de ses forces organisées, une part à la lutte. Aucun fait n'appuie cette hypothèse. L'attitude de la Corée fut, du reste, jusqu'à l'issue de la guerre, purement passif. Elle ne fut point partie au conflit. Telle était même la force des traditions que, au mois de septembre, lorsqu'arriva l'anniversaire de l'impératrice douairière de Chine, une ambassade

coréenne se rendit chez ses soi-disant ennemis et parvint à Tien-Tsin, sans trop d'avatars.

C'est à trente mille environ, que l'on estimait, au commencement de septembre, le nombre des soldats japonais se trouvant en Corée. Les uns avaient été débarqués à Tchemoulpo, les autres à Fousan ou à Gensan. La première rencontre devait se produire dans le nord de la Corée, à Ping-Yang, sur la route qui conduit de Séoul à Yi-Tchéou, dans le voisinage de la frontière mandchourienne. Pendant que la concentration chinoise s'effectuait à Yi-Tchéou, où arrivaient successivement de Moukden la brigade Tso-Pao-Kouei, de Tien-Tsin la division Ching, du Tché-li la division Soung-King, les Nippons, commandés par le lieutenant général Nodzu, sous la haute direction du maréchal Yamagata, s'avançaient en trois colonnes convergeant sur Ping-Yang. Le 13 août, l'avant-garde des Célestes prenait position à Tchoung-Hoa, au sud de Ping-Yang. Peu après, se joignaient à elle, venant d'A-San les troupes des généraux Yé et Nié. Le premier, nommé par décret impérial chef suprême des armées chinoises, prenait, dès son arrivée, son commandement, puis envoyait une forte reconnaissance faire une démonstration à Houang-Tchéou. Attaquée par les Japonais qui avançaient à toute allure, la colonne dut battre en retraite vers le nord; elle se trouva ainsi acculée devant les murs de Ping-Yang, dans lesquels Yé s'était enfermé.

Un conseil de guerre fut tenu le 14 septembre ; Yé, qui n'avait pas songé à faire occuper les hauteurs entourant la ville, était d'avis de se retirer sur Yi-Tchéou. Ses collègues firent adopter la résolution de se défendre jusqu'à la mort. On décida alors de prendre l'offensive par les portes du sud et de l'ouest. Yé commanderait l'arrière-garde et la division Ching serait tenue en réserve pour appuyer l'attaque en cas de nécessité. Houang-Tchéou avait été occupé le 10 septembre par les Japonais. A l'aube du 15 Ping-Yang était investi par le major général Oshima. Plusieurs sorties conduites par Tso et Ma avaient contraint les assaillants à reculer, lorsque l'arrivée de Nodzu et du gros de l'artillerie provoqua une panique. Yé s'était empressé de se retirer sur Yi-Tchéou. Le lendemain Tso et Ma eurent à soutenir une nouvelle attaque. Tso fut tué ; Ma fut battu en retraite. Les Chinois avaient perdu environ 6.000 hommes et les Japonais 500. Les vainqueurs pénétrèrent dans Ping-Yang le 16 septembre, au matin.

L'avant-veille, six transports chinois, portant 4.000 hommes, avaient quitté Takou, escortés de croiseurs et de torpilleurs. D'autres bâtiments rallièrent le convoi en haute mer. L'escadre parvint, dans la matinée du 17, à l'embouchure du Yalou, fleuve frontière de Mandchourie et de Corée. De suite on commença le débarquement des troupes. Elles devaient

renforcer celles qui se trouvaient déjà à Yi-Tchéou. Vers midi, apparut une flotte japonaise qui ouvrit le feu sur les navires de guerre chinois.

Le combat dura jusqu'à 5 heures. Deux croiseurs furent coulés ; d'autres s'échouèrent à moitié brûlés ; un cuirassé réussit à fuir. Du côté nippon, le vaisseau-amiral fut fortement endommagé et deux vieux croiseurs reçurent des avaries. Le débarquement des troupes put être effectué.

Encouragé par ses succès, le commandant de la première armée japonaise résolut de pousser une vigoureuse offensive au delà de Ping-Yang. Le 25 octobre, après avoir traversé le Yalou, il attaque les postes chinois qui reculent jusqu'à Kieou-lien-Tching. Le lendemain, ils abandonnaient la place, entraînant avec eux toute leur artillerie. Mais, lancés à leur poursuite, les Japonais les atteignent à Seu-men-Tcheng, leur infligent une nouvelle défaite, les rejettent sur Liao-Yang et occupent Haï-Tcheng.

Pendant que se déroulaient ces événements, une seconde armée japonaise, commandée par Oyama, débarquait le 24 octobre, au nord-est de Port-Arthur et s'emparait de Ta-lien-Wan le 6 novembre.

Attaqué à la fois du côté de la mer et du côté du continent, Port-Arthur tombait, à son tour, le 21 novembre entre les mains des Nippons. C'était pour ceux-ci un très beau succès ; il fut terni par un

acte d'atroce barbarie: 2.000 Chinois, faits prisonniers, furent passés par les armes.

A la nouvelle de l'occupation de Ta-lien-Wan, Soung avait préparé un retour offensif sur Kin-Tchéou; défait, il se retira sur Kaï-Tchéou; il s'y trouvait encore le 15 décembre, lorsqu'il apprit le désastre de Seu-Men-Tcheng et la prise de Haï-Tcheng. Sa retraite vers le nord était coupée et il courait le risque d'être pris entre les deux armées japonaises, car immédiatement après la reddition de Port-Arthur, Oyama s'était mis en marche sur le nord, pour donner la main à Nodzu. Il réussit, tant bien que mal, à rallier Nieou-Tchuang.

Il semble qu'après cette série de triomphes, le Japon, tenant son antagoniste à sa merci, aurait pu imposer définitivement ses volontés. Il n'en fut rien. Désireux de porter à la Chine un coup suprême, le gouvernement du mikado mobilisa un troisième corps d'armée d'environ 30.000 hommes, commandés par le général Kuroda, qui, le 20 janvier 1895, débarqua dans la baie Young-Tching, au sud du cap Chan-Toung. Bientôt, toutes ces forces nouvelles donnaient l'assaut aux forts qui, du côté de l'ouest, protégeaient Weï-haï-Weï. Elles furent d'abord repoussées; mais, le 30, une nouvelle tentative faisait tomber en leur pouvoir deux forts, dont les canons furent tournés sur la flotte chinoise ainsi que sur l'île de Lin-Kong-Tao, où s'étaient réfugiés les Célestes.

Dans la nuit du 4 au 5 février, trois navires sont coulés ; le 9, l'artillerie japonaise couvre l'île d'obus. La situation devenait intenable ; les munitions étaient épuisées. Le drapeau blanc fut arboré et Weï-haï-Weï remis, le 12, au pouvoir de Kuroda.

Les hostilités continuaient en Mandchourie où une trentaine de mille de combattants chinois se trouvaient encore groupés sous le commandement de Soung. Nous avons vu que ce dernier avait échoué dans une précédente tentative. Après avoir essayé, sans succès, le 16 février, de reprendre Haï-Tcheng, il se décida à prémunir contre une attaque probable la concession étrangère de Nieou-Tchouang. La rigueur du climat avait contraint Nodzu à donner quelque repos à ses troupes. Le 28 février, la principale division du premier corps d'armée japonais attaque et disperse les Célestes sur la route de Liao-Yang à Nieou-Tchouang. Le 4 mars, Liao-Yang capitule ; maîtres de Haï-Tcheng et des places environnantes, les Nippons se jettent alors sur Nieou-Tchouang, dont ils s'emparent après un combat acharné, recommencé au coin de chaque rue. Oyama, qui s'est avancé à marches forcées, rejoint Nodzu ; un dernier corps à corps s'engage. Il tourne, comme toujours, à l'avantage des Japonais qui, dès lors, voient s'ouvrir toute grande devant eux la route de Chan haï Kouan et, par suite, de Pékin. Un quatrième corps d'armée, levé à Hiroshima, devait, en juin, s'emparer du chef-

lieu de l'île de Formose, anéantissant les dernières espérances chinoises (1).

Force était de songer à la paix ; dès le mois de novembre 1894, il était d'ailleurs apparu clairement aux esprits, que n'aveuglait pas l'orgueil, que la partie était perdue pour la Chine. Aucune illusion ne demeurerait alors possible sur le résultat final du conflit. En octobre, le *Temps* avait annoncé que l'Angleterre s'employait à organiser une médiation destinée à amener la suspension des hostilités. Mais la situation des grandes puissances européennes était fort délicate ; la plupart d'entre elles possédaient en Extrême-Orient des intérêts trop multiples pour que leur intervention ne parût pas suspecte et ne risquât pas de compromettre la cause de la paix, au lieu de la servir. Aussi le projet britannique ne reçut-il aucune suite.

Il en allait tout autrement pour les États-Unis d'Amérique, et le gouvernement de Washington n'hésita pas, dès les premiers jours de novembre, à faire parvenir aux deux parties des offres de médiation, offres solennellement rappelées dans le message du Président Cleveland. Les ministres japonais ne crurent pas pouvoir accéder à la proposition. Très nettement, ils manifestèrent leur volonté de n'entrer en pourparlers qu'au vu d'une demande expresse émanant du gouvernement chinois.

1. Cf. Cadier. *Op. précité*, t. III, p. 238 et sq.

A cette condition, quelque dure qu'elle lui apparût, la Chine dut consentir à se soumettre. A la fin du mois, elle envoya un agent à la cour du mikado, avec mission de s'informer des prétentions japonaises. Le personnage choisi fut un étranger M. Deltring, sous-directeur des douanes chinoises. Il était accrédité auprès du comte Ito par une lettre du vice-roi Li-Hung-Tchang, qui le présentait comme instruit de toutes les circonstances du conflit et qualifié pour préparer un accommodement entre les deux couronnes. On ne tarda pas à apprendre que sa mission avait été infructueuse et que le comte Ito avait refusé de le recevoir. Les causes de cet échec constituèrent, tout d'abord, une énigme. Une lettre du correspondant du *Times* à Tien-Tsin, en date du 21 décembre 1894, les révéla. M. Deltring se trouvait, avons-nous dit, porteur de lettres de créance émanées de Li-Hung-Tchang. Or ces lettres, si elles expliquaient qu'il agissait par commission directe de l'empereur, ne contenaient l'indication ou la reproduction d'aucune pièce officielle justifiant de l'existence de la commission. Personne ne pouvait donc faire un reproche au gouvernement japonais d'avoir éconduit un envoyé dont les pouvoirs n'étaient pas en règle ; pour une négociation de cette importance, la simple initiative d'un vice-roi ne saurait suffire. Et puis, le procédé employé respirait une étrange odeur d'artifice ; n'est-il pas loisible de supposer que le détour ne ten-

daît à rien moins qu'à laisser au gouvernement de Pékin une porte de sortie, le désaveu d'un plénipotentiaire agissant en dehors de la participation officielle de son souverain (1).

Des rumeurs pacifiques continuant à circuler (deux dépêches de Yokohama faisaient connaître vers le milieu de décembre que si la guerre prenait alors fin, le Japon se contenterait d'une indemnité et de la cession des territoires occupés) on recourut à une nouvelle tentative. Deux plénipotentiaires, désignés par le gouvernement chinois, partirent pour Tokio le 26 janvier 1895. La semaine suivante, les ministres de France, de Russie et d'Angleterre, accrédités auprès du mikado, recevaient, de leurs gouvernements, la mission de faire, séparément, une démarche en vue de hâter la conclusion de la paix. Réponse leur fut faite que le Japon était disposé à négocier. Il ne restait dès lors qu'à nommer les plénipotentiaires ; le 1^{er} février, le choix du mikado se porta sur le comte Ito, président du conseil, et le vicomte Mutsu, ministre des Affaires étrangères. La première conférence eut lieu le lendemain.

Mais de nouvelles difficultés surgirent dès le début de l'entrevue ; les pouvoirs des délégués chinois lurent trouvés insuffisants parce que conçus en termes extrêmement imprécis et ne contenant

1. *Revue générale de droit international public*, 1895, p. 447 et sq.

pas d'indications suffisantes quant à la ligne de conduite à adopter. C'était pour la cause de la paix un second échec, dont la responsabilité ne saurait, par ailleurs, incomber au gouvernement japonais. La duplicité de son adversaire n'était-elle pas proverbiale et n'avait-on pas vu, en 1859, les délégués nommés par l'Angleterre, les États-Unis, la France et la Russie se heurter à des difficultés analogues suscitées par la rédaction des pleins pouvoirs présentés par les envoyés chinois. Bref, les plénipotentiaires célestes durent se retirer.

Les négociations ne devaient cependant pas tarder à reprendre leur cours ; à la fin du mois de janvier 1895, déférant aux instances de la cour de Chine, le gouvernement des États-Unis d'Amérique avait autorisé un de ses sujets, M. Foster, conseiller de la légation chinoise à Washington, à se joindre aux plénipotentiaires du Céleste-Empire. Il avait au préalable pris la précaution de faire déclarer par M. Bull, son envoyé à Tokio, que M. Foster « en prenant part aux négociations agissait à titre purement privé et en dehors de toute qualité officielle » (1). Il entendait ainsi, suivant une tradition déjà ancienne, décliner toute responsabilité dès l'instant où l'affaire concernait des territoires autres que ceux du continent américain.

1. *Journal des Débats*, 21 janvier 1895.

D'autre part, des bruits d'intervention européenne commençaient à courir. Ce n'était un mystère pour personne que la Russie prenait quelque intérêt aux succès nippons et n'attendait pour intervenir que l'occasion propice. Voyant la partie perdue (Weï-haï-Weï était alors sur le point de succomber) le « Fils du ciel » accrédita, le 12 février, le vieux vice-roi, Li-Hung-Tchang. Celui-ci accepta la mission de mener à bien les négociations et, muni des pleins pouvoirs qu'exigeait une dépêche transmise le 17 de Tokio à Pékin, il quitta cette ville, le 15 mars, pour se rendre à Shimonoski.

La dépêche que nous venons de mentionner portait que les envoyés chinois devraient être « munis de pleins pouvoirs sur la base d'une cession de territoire, comme conséquence de la guerre et d'un arrangement en vue de conclure des traités définitifs pour la conduite des relations futures ». C'était une indication très nette des prétentions japonaises. Il fallait les accepter ; car, à ce moment il ne tenait qu'au vainqueur de conduire ses soldats jusqu'à cette capitale du Céleste-Empire, où il lui aurait suffi de paraître pour renverser une dynastie et, peut-être, remanier à son gré la carte du continent asiatique. La tentation était éblouissante. Le mikado sut la repousser. Son ennemi, à bout de forces, se trouvait incapable d'opposer une résistance efficace ; le but que sa politique s'était proposé se trouvait atteint.

La guerre, accident inévitable dans le développement des sociétés, ne doit pas, pense-t-on, durer un jour de plus que ne l'exige l'objet en vue duquel elle a été faite. C'est le principe que fit alors prévaloir une volonté éclairée.

Les plénipotentiaires se réunirent le 20 mars et procédèrent à la vérification de leurs pouvoirs. Immédiatement après, Li proposa la conclusion d'un armistice, pour arrêter pendant un certain temps les hostilités sur terre et sur mer. Le comte Ito promit une réponse pour l'entrevue suivante. Le lendemain, il déclara que son souverain mettait comme conditions à la conclusion de cet armistice « l'occupation par les troupes japonaises de Takou, Tien-Tsen et Chan-haï-Kouan, ainsi que des forts et fortifications de ces villes ; la reddition par les troupes chinoises des armes et des munitions de guerre de ces villes ; le contrôle par les autorités militaires japonaises du chemin de fer reliant Tien-Tsin et Chan-haï-Kouan ; le paiement par la Chine d'une contribution de guerre en rapport avec la durée de l'armistice ». En vain, Li fit-il observer que les Nippons n'avaient en ore atteint aucune de ces trois places ; le comte Ito répliqua que, dans tout armistice, chacun des adversaires doit obtenir un avantage. La Chine obtenant la cessation des hostilités, pourquoi le Japon ne réclamait-il pas des garanties ?

Le 24, troisième conférence. La question de l'armis-

tice y fit, derechef, les frais de la conversation. Après avoir déclaré qu'il ne pouvait souscrire aux conditions formulées par le comte Ito, Li se déclarait prêt à continuer les négociations, lorsque sa sincérité lui parut mise en doute. Cela donna lieu à un incident qui occupa toute la séance. Celle-ci terminée, Li regagnait sa résidence lorsqu'il fut assailli par un jeune Japonais qui lui tira un coup de revolver dans la figure. Le mikado, averti, s'empressa d'envoyer ses meilleurs praticiens au chevet du blessé. Il fit plus. La *Gazette officielle* avait publié, au lendemain de l'attentat, un message, contresigné par tous les membres du cabinet, déplorant le crime et rappelant aux officiers de la couronne les principes du droit des gens relatifs au respect dû aux envoyés des puissances étrangères. Le 29 mars, il accorda pour trois semaines un armistice sans conditions.

Cet armistice, il est vrai, n'était pas général. Il ne s'étendait qu'aux provinces de Petchili, de Moukden et de Chan-Tong, à l'exclusion de Formose. Au moins écartait-il l'éventualité d'une tentative sur Pékin. Il devait, en outre, cesser, si les négociations en vue de la paix venaient à être rompues. Cette dernière hypothèse ne se réalisa pas. La blessure du plénipotentiaire chinois se cicatrisa assez vite et le vieux vice-roi, auquel on adjoignit son fils, put reprendre bientôt les pourparlers.

Avant de sortir de la troisième conférence, Li

avait demandé un memorandum des conditions de paix proposées par le Japon ; au lendemain de l'armistice, il renouvela sa demande. C'est ainsi que le comte Ito fut amené à lui transmettre, le 1^{er} avril, un projet de traité en onze articles. L'article 4 fixait l'indemnité de guerre à 300 millions de taels ; l'article 6 prévoyait l'ouverture au commerce, au séjour et à l'industrie des Japonais d'un certain nombre de ports, de même que la concession de plusieurs lignes de navigation ; on joignait à cela l'occupation temporaire de Wei-haï-Wei et de Feng-Tien.

La semaine suivante, Li transmit une réponse qui n'était guère qu'un exposé détaillé des difficultés antérieures de la Chine. Le 9, il soumettait un contre-projet. Le Japon obtiendrait deux districts dans le sud de la province de Feng-Tien, les Pescadores, mais non Formose. L'indemnité serait de 100 millions de taels.

Les plénipotentiaires nippons acceptèrent de la ramener à 200 millions, et d'abandonner leur demande concernant l'ouverture au commerce de Siang-Tan et Fou-Tchéou ; mais ils se refusèrent à aller plus loin dans la voie des concessions. Li protesta. Le comte Ito répondit, le 13, que les exigences du Japon étaient définitives et que désormais il ne pourrait recevoir qu'une réponse catégorique.

Une cinquième et dernière conférence eut lieu le 15 avril. Les représentants du mikado persistant

dans leur attitude, la seule ressource de Li était de signer le texte proposé. Il le fit, le surlendemain, à Shimonoski (1).

Le traité comprend onze articles. Le premier marque le triomphe définitif des aspirations nipponnes concernant la Corée. « La Chine », déclare-t-il, « reconnaît d'une façon irrévocable l'indépendance de la Corée et supprime désormais tout tribut et toute marque de vassalité de la part de celle-ci. » Nous avons noté qu'en dépit de la déclaration renfermée dans le traité de 1876, le Céleste-Empire n'avait pas cessé de percevoir sur sa voisine le tribut annuel.

L'article suivant, relatif aux cessions de territoire, mentionne que le Japon reçoit à titre perpétuel, dans la péninsule de Liao-Toung, la partie sud de la province de Feng-Tien, de l'estuaire du Yalou à l'embouchure de l'An-Ping, ainsi que les îles dépendants de ladite province, plus Formose et les Pescadores.

Vient ensuite l'engagement par la Chine de payer une indemnité de 200 millions de taels, en six annuités.

Les habitants des territoires cédés auront, conformément à la pratique usitée en pareil cas, la faculté de conserver leur nationalité, à charge par eux de changer de domicile et de vendre les immeubles leur

1. Voir le texte du traité aux documents, annexes.

appartenant, sis dans les provinces abandonnés. Des traités de commerce et de navigation analogues à ceux intervenus entre la Chine et plusieurs États européens (convention anglo-chinoise du 24 juillet 1886, traité portugais du 1^{er} décembre 1887) seront conclus aussitôt après l'échange des ratifications. Jusque-là, les Japonais jouiront sur toute l'étendue de l'empire chinois des avantages de toute nature attribués aux ressortissants de la nation la plus favorisée. En plus des ports déjà rendus accessibles au trafic étranger, seront désormais ouverts au commerce, au séjour, à l'industrie des Nippons, ceux de Cha-Chi, Tchoung-King, Fou-Tchéou. Un consulat japonais sera établi dans chacun d'eux. Enfin, en garantie de l'exécution de ces clauses, Weï-haï-Weï restera occupé jusqu'au moment du second versement de l'indemnité et de la ratification des traités mentionnés plus haut.

C'était là des conditions magnifiques. Le 20 avril, le mikado ratifiait le traité. Les représentants de l'empereur de Chine durent, à leur tour, le ratifier le 8 mai, non sans avoir vainement tenté de remettre aux plénipotentiaires japonais, venus à Tche-Fou, pour l'échange des signatures, une protestation de la population de Formose.

Le Japon triomphait sur tous les points. Mais il était aisé de prévoir que des questions aussi graves que celles que la guerre avait soulevées, ne se résou-

draient point sans une intervention de certaines puissances européennes. Certes, la reconnaissance définitive de l'indépendance de la Corée constituait une satisfaction accordée à la Russie qui aurait pu prendre ombrage d'ambitions trop tôt dévoilées. N'était-elle pas, elle aussi, une voisine redoutable avec l'ambition de laquelle il allait falloir bientôt compter ? Si puissant qu'il apparût, après ses victoires, le Japon ne risquait-il pas d'avoir fait, sans s'en apercevoir, le jeu d'un autre ? On ne tarda pas à s'apercevoir que la lutte, dont la suprématie en Corée était l'enjeu, subsistait, les adversaires seuls se trouvant changés, plus ardente et plus âpre que jamais.

Dès le 10 avril, une semaine avant la conclusion du traité de Shimonoski, la France entrait en communication avec la Russie au sujet de la Mandchourie ; des protestations nombreuses s'étaient en effet élevées dans les milieux officiels russes auxquels il apparaissait que le fait par le Japon de prendre pied sur le continent asiatique contenait une menace grave pour la sécurité des possessions moscovites en Extrême-Orient, et même pour l'intégrité territoriale de l'empire chinois.

Il n'était pas indifférent, on le conçoit, au gouvernement pétersbourgeois d'avoir comme voisin de ses possessions asiatiques un peuple apathique, comme les Célestes, qui ne possédaient ni le courage ni les

moyens de s'opposer à sa politique d'agrandissements territoriaux, ou un peuple belliqueux, comme les Nippons, dont les récents succès avaient exalté l'ambition. « Vladivostok, tête de ligne du Transsibérien, ne réalisait pas le débouché sur la mer que la Russie aurait souhaité ; obstrué par les glaces pendant plusieurs mois de l'année, il ne constituait qu'une porte entr'ouverte sur l'Océan. C'est un port libre de glaces en tous temps qu'il fallait à la Russie pour assurer d'une façon permanente ses communications par mer. La configuration de la presqu'île coréenne, séparée de la Chine par une chaîne de montagnes très élevée, empêchait de songer à trouver ce port en Corée ; c'était donc vers le sud, à travers la Mandchourie que se tournaient les ambitions de la puissance moscovite et l'occupation par le Japon de la presqu'île de Liao-Toung l'obligeait à renoncer à tout espoir de ce côté (1). » Bref, bien que la puissance moscovite fût alors incontestablement supérieure à celle du Japon, les ministres du tsar pouvaient craindre que les Nippons ne connussent la tentation d'user, le cas échéant, contre un nouvel antagoniste, des facilités que leur procurerait la proximité de leur base d'opérations.

Après de multiples échanges de vue entre les chancelleries européennes, le principe d'une intervention

1. F. Rey, *La Guerre russo-japonaise au point de vue du droit international*, p. 12.

fut agréé par la France, l'Allemagne et l'Espagne. Seule, l'Angleterre déclara qu'elle n'avait d'objections à élever à l'encontre de l'état de choses, consacré par le traité. On passa outre aux récriminations des journaux officieux, qui soutenaient, d'accord avec le *Foreign Office*, qu'une intervention européenne n'était pas conforme aux principes du droit des gens, et, le 20 avril, la Russie prit l'initiative d'une démarche amicale auprès du cabinet de Tokio.

Cette action commune était-elle illégitime ? Nous ne le croyons pas. Elle peut sembler contraire au principe dit de l'indépendance respective des États. Mais cette indépendance n'est pas, ne peut pas être quelque chose d'absolu, d'illimité. Une nation, si forte soit-elle, ne saurait avoir la prétention de faire abstraction des autres. « Il n'est pas vrai, a écrit M. Pillet, que l'État puisse diriger à son gré sa politique extérieure, ou cela n'est vrai que tout autant que la direction donnée à cette politique extérieure ne lèse pas les droits des nations étrangères. » Dans la communauté internationale, de même que dans toute société, il est, pensons-nous, nécessaire que chaque membre, individu ou État ne perde jamais de vue, en déployant son activité, que l'exercice de ses droits connaît une limite : l'intérêt général ou le fait qu'il n'est pas seul et qu'une politique trop particulariste deviendrait vite une cause de difficultés. « La civilisation et l'indépendance »,

ajoute M. Pillet, « sont deux facteurs qui demeurent nécessairement en raison inverse l'un de l'autre. Cela se vérifie soit dans la condition de l'individu, soit dans celle de l'État. Sommes-nous libres comme individus ? Nous le sommes de moins en moins. A mesure que par l'effet d'une expérience plus longue, nos facultés s'aiguisent et tendent à des objets nouveaux, naissent aussi des besoins nouveaux, qui, nous faisant rechercher avec plus d'ardeur le concours de nos semblables nous rendent plus souvent et plus profondément sujets à leurs lois... Il n'en est pas autrement des États dans leurs relations mutuelles. Un État ne pourrait se dire vraiment indépendant qu'autant qu'il s'abstiendrait par lui-même et par ses sujets de tous rapports avec les autres États. Il serait alors maître de faire ce que bon lui semblerait ; encore faut-il observer que les nations voisines pourraient l'obliger à respecter chez ses sujets les droits primordiaux de l'humanité. Un peuple qui prendrait une telle résolution consommerait véritablement son suicide. Privé des moyens de conservation et de développement qu'il aurait empruntés à l'étranger, il ne tarderait pas à tomber dans un état d'inégalité, prodrome certain de sa ruine complète. Il en est ainsi et les peuples ne peuvent

1. A. Pillet, *Recherches sur les droits fondamentaux des États, dans l'ordre des rapports internationaux et sur la solution des conflits qu'ils font naître*, p. 30 et sq.

avancer dans la voie du progrès qu'à charge de s'emprunter les uns aux autres les forces qui leur sont nécessaires, donc aussi à supporter les lois de ce commerce international qui leur est indispensable (1). » Lorsqu'il se produit sur un point de l'univers un conflit de quelque importance, menaçant pour un ordre de choses établi, n'est-il pas naturel, a-t-on dit aussi, que les nations dont les intérêts politiques ou commerciaux reposent sur cet ordre, s'efforcent de prévenir les conséquences de cette révolution ?

En l'occurrence les cabinets de Saint-Pétersbourg, de Paris et de Madrid estimèrent que la possession par les Japonais de la péninsule de Liao-Toung, constituerait une menace constante pour la capitale du Céleste-Empire, rendrait illusoire l'indépendance de la Corée et serait, par là même, un obstacle perpétuel à toute pacification durable. Toutefois, il demeurerait désirable de donner un caractère amical à la démarche qu'allaient tenter auprès du gouvernement du mikado les diplomates accrédités à Tokio ; d'autant que le but poursuivi n'était en aucune façon de dépouiller le Japon du fruit de ses succès, mais de s'élever contre une stipulation jugée inopportune. Quoique fort délicate, l'entreprise pouvait donc réussir.

Le 23 avril, MM. Harmand, Nitrovo et von Gutschmid, après avoir rédigé une note, se présentèrent ensemble au ministère des Affaires étrangères et

entrèrent séparément chez le secrétaire d'État; la réception fut empreinte de la plus parfaite correction. Le 28, à la suite d'une seconde démarche, réponse fut faite que, saisi d'une question qui mettait en jeu l'honneur et peut-être le sort de l'empire du Soleil-Levant, le gouvernement japonais espérait que les trois gouvernements européens voudraient bien lui laisser le temps de la réflexion ; on protestait, du reste, que le délai demandé ne préjugait en rien de la réponse.

Le lendemain, les trois membres, nantis de nouvelles instructions, renouvelèrent leur visite et exprimèrent le désir qu'une décision ferme fût portée à leur connaissance avant le 8 mai. La situation était à ce moment des plus critiques, car les puissances intervenantes paraissaient déterminées à appuyer leurs représentations de moyens très peu pacifiques. Le contre-amiral de Beaumont, commandant en chef de l'escadre française d'Extrême-Orient, venait de recevoir de Paris l'ordre de concentrer sa flotte et de se concerter avec ses collègues russe et allemand.

Devant l'imminence d'un nouveau conflit, le Japon céda, et il n'est que juste de remarquer que l'Angleterre, qui s'était refusée à provoquer une modification au traité de Shimonoseki, conseilla à celui que l'on prétendait être son allié le parti de la résignation. Le 2 mai, l'ambassadeur nippon à Paris remettait à notre département des Affaires étrangères un

memorandum contenant la réponse de son gouvernement à la démarche de M. Harmand. Le Japon faisait valoir qu'il y aurait intérêt à ce que le traité de Shimonoski fût ratifié tel qu'il avait été signé, sauf au mikado à renoncer par un acte supplémentaire à la possession définitive de la province de Feng-Tien, dont il garderait toutefois Port-Arthur. Le trésor nippon recevrait une compensation pécuniaire pour le territoire abandonné qui demeurerait cependant occupé jusqu'à un commencement d'exécution du traité. Quant à la demande de la Chine tendant à une prolongation du délai de ratification, les ministres du Mikado la jugeaient inadmissible.

Deux jours après, les trois gouvernements déclaraient, d'un commun accord, la réponse inacceptable, toute l'importance du Liao-Toung dépendant de la possession de Port-Arthur.

Sur la foi de conseils donnés par la Grande-Bretagne, dont une personnalité notoire, Lord Kimberley, avait affirmé qu'il n'existait aucun pacte entre son pays et l'empire nippon, ce dernier se résigna. Le 5 mai, M. Soné, ambassadeur du Japon à Paris, déclara que son gouvernement, suivant les conseils amicaux donnés par trois puissances européennes, renonçait à prendre possession de la péninsule de Liao-Toung. Nous avons vu que les ratifications du traité de Shimonoski furent échangées le 8 à Tché-Fou et que les plénipotentiaires chinois tentèrent vai-

nement d'une protestation contre la convention.

C'est par un décret, en date du 13 mai, que le mikado manda à son peuple qu'un traité de paix ayant été conclu, il avait cru de bonne politique de céder à des remontrances européennes et d'accorder à plusieurs puissances, dans l'intérêt de la paix, ce qui avait été refusé à la Chine.

« Nous ne voyons pas, disait-il, qu'une décision magnanime, prise en considération de la situation générale des choses, puisse nuire à la gloire ou à la dignité de l'Empire. » Il n'y avait là qu'un détour habile. En affirmant solennellement que l'on ne cédait que pour éviter un nouveau conflit, on donnait la pilule à la population nipponne. La vérité est qu'il était à peu près impossible au Japon d'agir autrement : la guerre, quoique heureuse, l'avait beaucoup appauvri ; presque toute l'armée se trouvait en Chine ; la flotte était épuisée, les arsenaux vides ; l'Angleterre laissait faire. La partie n'était pas égale ; si le motif officiel de l'acceptation fut le souci de collaborer à la pacification de l'Extrême-Orient, le motif réel ne fut que l'appréhension d'une déroute.

Restait à fixer la durée d'occupation de la péninsule par les forces japonaises, ainsi que le montant de l'indemnité compensatrice. On convint que ces questions seraient débattues amicalement et réglées par un protocole signé à Tokio. Le traité de Shimonoseki n'en fut pas moins publié en même temps que

le décret impérial contenant le principe de l'acceptation d'une renonciation.

Le 25 mai, les trois puissances, auxquelles s'était jointe l'Espagne, convinrent que les pourparlers porteraient sur l'évacuation du Liao-Toung, et l'indemnité que nécessiterait la rétrocession. Il fut également entendu que ces différents points feraient l'objet de notes séparées, que l'on demanderait au Japon de ne jamais se défaire des Pescadores en faveur d'une puissance tierce, enfin que les représentants des États en présence conduiraient les négociations dans un esprit de bienveillance et de conciliation réciproques. Cela n'empêcha par plusieurs journaux anglais d'affirmer l'imminence, à Formose, d'une intervention française basée sur ce que l'on voyait, chez nous, d'un œil peu favorable la clause du traité de Shimonoseki qui attribuait cette île au Japon. Le gouvernement français s'émut de ces assertions ; le 28 mai, il fit savoir au cabinet de Tokio qu'il n'avait aucune intention de s'immiscer dans les affaires de Formose, à moins qu'une autre puissance n'y intervint. Le 30, eut lieu la première entrevue des ministres européens avec le vicomte Mutsu.

Une importante question devait être soulevée au cours de la seconde réunion. Au nom de son gouvernement, l'agent espagnol proposa à ses collègues de demander au gouvernement nippon de déclarer que « l'annexion de Formose et des îles adjacentes

excluait de sa part toute réclamation et prétention sur les îles situées dans l'Océan Pacifique, au sud et au sud-est de Formose, à partir du parallèle qui passe par l'axe du canal de Bashi ». Ces îles n'étaient autres que les Philippines.

La France et la Russie acceptèrent d'appuyer cette demande, en laissant toutefois au ministre d'Espagne à Tokio le soin de la présenter à qui de droit. Le 23 juin, le vicomte Mutsu annonçait que son souverain ne faisait pas d'objection à la déclaration sollicitée, pourvu, cependant, qu'il y eût réciprocité.

Le 7 août, le ministre d'Espagne signait, avec le représentant du mikado, un protocole aux termes duquel le parallèle passant par le milieu du canal de Bashi servirait désormais de limite entre les possessions nipponnes et espagnoles. On adressa un remerciement à la France, pour l'empressement avec lequel elle s'était entremise, en vue de faire aboutir les négociations.

Le 19 juillet, le Japon proposait de fixer à 50 millions de taels le montant de l'indemnité compensatrice ; ajoutant qu'après le versement intégral de cette somme et le paiement de la première des six annuités prévues au traité de Shimonoski, il procéderait à une évacuation partielle, suivie d'une évacuation totale lors du deuxième versement et de l'échange des ratifications du traité de commerce et de navigation. Ces propositions furent très vivement

déballuées. Le 3 septembre, l'entente se fit entre les puissances ; le gouvernement du mikado demandait 50 millions de taels ; on trouva la note un peu élevée et on décida de ramener l'indemnité à 30 millions. L'évacuation ne serait subordonnée qu'au paiement intégral de ladite indemnité. Pas de discussion relativement à l'exécution d'une ou de plusieurs autres clauses du traité de Shimonoski. Si les Japonais désiraient y apporter quelque modification, ils n'auraient qu'à négocier directement avec la Chine.

Ces résolutions une fois adoptées, un memorandum fut remis le 11 septembre au ministre des Affaires étrangères. Celui-ci déclara qu'il était de son devoir de consulter ses collègues avant de transmettre une réponse.

Assuré des bons offices de la France et de la Russie pour l'indemnité compensatrice, le gouvernement japonais se décida à accéder aux desiderata des puissances. En conséquence, au cours d'une réunion qui eut lieu le 7 octobre, le vicomte Mutsu fit connaître aux plénipotentiaires que son souverain acceptait de réduire l'indemnité à 30 millions de taels, comme aussi de ne pas faire de la ratification d'un traité de commerce et de navigation avec la Chine la condition d'évacuation de la péninsule de Liao-Toung. Cette évacuation aurait lieu dans un délai de trois mois à compter du versement intégral de l'indemnité convenue.

Quelque temps après la Chine acceptait les conditions de rétrocession, et Li-Hung-Tchang était désigné comme plénipotentiaire chargé de régler avec le ministre du Japon à Pékin les détails de l'évacuation. L'échange des notes résumant les négociations eut lieu le 19 octobre ; la note japonaise se bornait à reproduire les termes de la déclaration du 7. La convention nouvelle, intitulée : « Convention entre la Chine et le Japon pour la rétrocession du Liao-Toung » fut signée à Pékin, le 8 novembre 1895, par Li-Hung-Tchang et M. Hayashi. Son article 6 portait que les ratifications seraient échangées dans les vingt et un jours. Cette formalité eut lieu le dernier jour du délai.

Le Japon allait désormais se trouver débarrassé de sa rivale. Le traité de Tien-Tsin anéanti, la victoire nipponne fut consolidée par une ordonnance qu'avait promulguée le gouvernement coréen, le 17 décembre 1894 (1). Sous couleur de réglementer le séjour des commerçants chinois, dont le nombre s'accroissait d'année en année, cette ordonnance ne tendait qu'à délivrer de concurrents redoutables les industriels ou les marchands japonais. Un grand nombre de Célestes avaient quitté la Corée au début de la guerre ; le traité de paix conclu, n'allaient-ils pas à nouveau

1. *Report of the year 1894, on the trade of Corea*, n° 1582, juillet 1895, p. 6 et 7.

s'abattre sur le royaume. Pour témoigner de son zèle à servir les intérêts de son protecteur, le gouvernement coréen prit, à la date que nous avons indiquée, une série de mesures rigoureuses. Il décida que les sujets chinois ne pourraient résider ou exercer leurs professions que dans les villes de Séoul, Tchemoulpo, Fousan ou Gensan, et ce, à charge par eux de faire connaître leurs noms aux autorités locales. Le changement de résidence soumis à de minutieuses formalités, l'interdiction d'importer ou de vendre des armes ou des munitions, l'obligation imposée aux arrivants de se faire enregistrer dans les quarante-huit heures du débarquement, la soumission à la loi et aux juridictions territoriales des sujets chinois résidant en Corée, telle est la nomenclature des principales dispositions de l'ordonnance. C'était pour le Céleste-Empire l'éviction définitive et, pour le Japon, le début d'une ère de pénétration pacifique intensive, en attendant mieux.

CHAPITRE III

LES COMPÉTITIONS RUSSO-JAPONAISES EN CORÉE LA GUERRE. — LE PROTECTORAT

Les puissances européennes avaient rendu un notable service à la Chine, en amenant le Japon à rétrocéder à son antagoniste la péninsule du Liao-Toung. Elles l'avaient mise, par contre, dans un grand embarras ; car, en s'ajoutant à l'indemnité de guerre, l'indemnité compensatrice, quoique réduite, au cours des pourparlers, que nous avons mentionnés, constituait pour le Trésor chinois une charge fort lourde. Il ne paraît pas douteux que le Céleste-Empire n'aurait pu tenir ses engagements, s'il n'avait trouvé dans les sphères officielles russes, secondées par certains milieux financiers, un appui pécuniaire aussi important que peu désintéressé.

A la date des 24 juin-6 juillet 1895, un accord intervint entre M. Witte, ministre des Finances de Russie, et un syndicat, où figuraient MM. Hottinguer et C^{ie}, la Banque de Paris et du Pays-Bas, le Crédit Lyonnais, la Société Générale, le Comptoir d'Escompte

plus cinq établissements de crédit de moindre importance. Le but poursuivi par les parties était de prendre ferme du gouvernement chinois un emprunt de 4 o/o or, d'un montant nominal de 400 millions de francs, aux conditions et sur la base d'un contrat à intervenir entre le syndicat et l'ambassadeur de Chine à Saint-Petersbourg. Les opérations du syndicat furent, après entente, dirigées par un comité de gestion comprenant, outre MM. Hottinguer, les présidents des conseils d'administration du Crédit Lyonnais et de la Banque de Paris. Le syndicat escompta au gouvernement chinois les titres représentatifs des 400 millions et l'émission eut lieu en juillet. Remboursable au pair, en trente-six ans, à partir de 1896, par voie de tirages au sort annuels, l'emprunt fut stipulé non-convertible pendant une période de quinze années. Le nombre des obligations offertes au public était de huit cent mille ; il en fut souscrit près de douze millions, on sut réduire et l'attribution, réduction faite des unités réservées aux établissements émetteurs, fut de 4,28 o/o. La plus grande partie des fonds fut envoyée aux banques anglo-chinoises, pour le compte du gouvernement chinois qui put ainsi se libérer vis-à-vis du Japon(1).

Cet appui se trouva renforcé à la fin de la même

1. Voir le texte de ce contrat dans Cordier. Op. précité. T. III, p. 307 et sq.

année, par la fondation, sous l'inspiration du tsar Nicolas II, d'une banque russo-chinoise, destinée à favoriser les relations financières, industrielles et commerciales, entre les deux pays. Le capital primitivement fixé à six millions de roubles or, soit 24 millions de francs, a été portée en 1897 à 11.250.000 roubles. Deux de nos plus importantes sociétés de crédit, le Comptoir d'Escompte et le Crédit Lyonnais, figurent au nombre des fondateurs parmi lesquels domine cependant l'élément slave.

Est-il besoin d'affirmer que toute cette générosité ne devait pas se dépenser en pure perte ? La Russie visait alors à s'installer sur le continent asiatique, dans le but de contre-balancer en Corée l'influence nipponne. Aussi, après avoir obtenu, en 1896, l'autorisation de faire passer le chemin de fer trans-sibérien à travers le territoire mandchourien, l'exploitation des mines situées dans la province de Kirin, la liberté de circulation pour les officiers, commerçants ou fonctionnaires moscovites, enfin l'occupation du port de Kiao-Tchéou, se fit-elle céder à bail Port-Arthur et Ta-hen-Wan, par un accord conclu à Pékin le 27 mars 1898. Quelques jours auparavant, Kiao-Tchéou avait été abandonné à l'Allemagne.

De son côté, le Japon tentait les plus grands efforts pour étendre son hégémonie sur la péninsule coréenne.

Au lendemain du traité de Shimonoseki, en vue de montrer aux puissances européennes qu'il répudiait toute ambition dangereuse pour l'indépendance de sa voisine, il avait adressé aux représentants des États continentaux la note suivante : « Le Japon espère que le gouvernement coréen, ayant entrepris une œuvre de réformes, pourra réussir à maintenir l'ordre et à protéger les étrangers. Le Japon n'ayant pas d'autre but ne désire pas prolonger le séjour de ses troupes en Corée ; il serait extrêmement satisfait d'être relevé d'une telle obligation. Dans nos rapports avec la Corée, notre politique est celle de la non-intervention. Nous partagerons volontiers, avec les autres puissances, cette ligne de conduite. » En fait, il n'en fut rien. Le gouvernement du mikado eut tôt fait de montrer que s'il n'en coûte guère de promettre, il n'en coûte pas davantage de ne point tenir. Il n'y eut rien de changé en Corée. Après le joug chinois, le joug japonais. Tout se borna à une substitution.

Par malheur, on ne tarda guère à voir, comme dans la fable, survenir un nouveau larron : Bien avant que le Japon entretint avec la Corée des relations régulières, il s'était formé un courant d'émigration de Coréens dans les possessions russes ; chaque année un grand nombre de familles venaient s'établir en Mandchourie, où elles trouvaient une organisation intérieure leur offrant, pour leurs biens, des

garanties de sécurité qu'elles auraient vainement cherchées dans leur patrie. Cet exode appelait une réglementation ; un traité de commerce conclu en 1884 paraissant insuffisant, une convention du 20 août 1888 précisa les relations commerciales des deux États et mentionna l'engagement pris, par le gouvernement du tsar, d'interdire l'accès de son sol à tout sujet coréen qui franchirait la frontière, sans être muni d'un passeport délivré par les autorités de son pays.

Entre temps, un incident notable avait surgi. Lors de l'expédition française au Tonkin, l'Angleterre, sous prétexte d'entraver des visées russes ayant Port-Lazareff pour objectif (le tsar n'avait-il pas songé à rechercher sur les côtes de Corée un port qui lui semblait indispensable comme base navale pour sa flotte d'Extrême-Orient), fit occuper Port-Hamilton. La Russie protesta et menaça de s'établir à Port-Lazareff. Des négociations s'ouvrirent ; la Grande-Bretagne abandonna Port-Hamilton en février 1887, après une occupation de vingt-deux mois. Elle obtint, en échange, de Saint-Pétersbourg, la promesse que l'on s'abstiendrait de toute occupation de territoire coréen tant que la situation de l'empire du Matin calme se maintiendrait telle qu'elle existait alors. Cette promesse n'empêcha pas la Russie de tenter, au début de 1894, de négocier avec le Japon un partage

de la Corée. La guerre empêcha les pourparlers d'aboutir.

Le conflit terminé, le gouvernement du tsar, parut vouloir s'en tenir à une politique d'observation, discrètement mitigée par l'intention de profiter des circonstances pour acquérir une situation économique prépondérante. Il fut aidé dans cette entreprise par la maladresse d'un ministre japonais à Séoul, le vicomte Mioura, qui ne sut pas continuer l'œuvre de son prédécesseur et voulut faire triompher, par tous les moyens, des projets dont la réussite exigeait des ménagements infinis.

Sur l'initiative du précédent ministre nippon, M. Inouhé, le gouvernement coréen avait tenté de réorganiser la justice et les finances; des mesures prises contre la corruption des fonctionnaires, un prince du sang dont les intrigues étaient tour à tour dirigées contre tous les partis, écarté de la cour, une constitution fut promulguée et le roi jura de la respecter. Ces réformes étaient d'une incontestable utilité; on eut le tort d'en atténuer l'effet en procédant à des innovations hâtives qui indisposèrent la population. C'est ainsi que la noblesse fut supprimée, les lois sur le mariage et l'adoption transformées, enfin, que l'on enjoignit aux indigènes de couper leurs nattes et de porter des vêtements de couleur foncée. Au demeurant, M. Inouhé se trouva bientôt dégoûté autant par l'ignorance et l'esprit de coterie

des Coréens que par l'attitude de ses compatriotes. Il s'en expliqua très nettement, citant de nombreux exemples de malhonnêteté commerciale, de violence ou d'indiscipline à l'égard des autorités ; puis il remit la gestion au vicomte Mioura.

Celui-ci n'éprouva aucune hésitation sur les moyens à employer pour faire de la Corée un État vassal du gouvernement de Tokio. Le roi Li-Shi était un monarque faible, pris entre deux partis, dont le plus fort, celui de la noblesse, dirigé par la reine, manifestait à l'encontre des Nippons une violente animosité. Le 8 octobre 1895, une troupe d'aventuriers conduits par un conseiller japonais et soutenus par des soldats, força l'entrée du palais, y fit entrer triomphalement le prince du sang jadis banni, massacra toutes les femmes du harem, de peur de laisser échapper la reine, puis brûla les corps arrosés de pétrole.

Quelques heures après, les émeutiers, dans le but de donner le change, arrachaient au roi un édit de dégradation de la reine et faisaient condamner à mort, comme coupables du meurtre, trois indigènes innocents.

La rumeur publique accusait de complicité le vicomte Mioura. Rappelé, remplacé par M. Komoura, il fut traduit devant une cour extraordinaire siégeant à Hirosima et... acquitté. Mais, le roi croyant sa vie menacée (le premier ministre et sept fonctionnaires

avaient été assassinés le 11 février 1896), se réfugia le lendemain à la légation de Russie, gardée par 200 marins. C'est de là qu'il publia une série d'édits, rapportant toutes les réformes antérieures et rendant au peuple ses anciens usages. Les meneurs furent appréhendés, jugés et exécutés. On revisa le procès fait aux prétendus assassins de la reine. Enfin, une cour mixte, composée de juges indigènes et de juges européens, rendit au mois d'avril, sur le rapport du consul américain, un arrêt déclarant le vicomte Mioura coupable d'avoir fomenté l'émeute.

Les visées du Japon n'allaient-elles pas, du fait de ce malencontreux épilogue, recevoir une dangereuse atteinte ? On le redouta fort, et le cabinet de Tokio, qui ne voyait pas sans quelque inquiétude le roi de Corée se placer sous la sauvegarde d'une puissance rivale, chercha un terrain d'entente. Dès la première semaine de mai, les représentants de la Russie et du Japon, accrédités à Séoul, signèrent un memorandum aux termes duquel ils s'engageaient à conseiller au roi de réoccuper son palais dès qu'il n'y aurait plus de doute pour sa sécurité. On convint ensuite que la ligne télégraphique reliant Fousan à Séoul serait gardée par des postes japonais, que les concessions nipponnes de Séoul, Gensan, Fousan seraient protégées par des troupes dont l'effectif ne saurait excéder 800 hommes, que la Russie pourrait, de son côté, placer auprès de ses légations des soldats en nombre

égal; enfin que tous ces détachements seraient retirés, sitôt l'ordre rétabli (1).

Ces mesures, toutes provisoires, furent complétées par un protocole que signèrent à Moscou, les 28 mai-9 juin 1896, le prince Lobanoff et le maréchal Yamagata. Ce protocole établissait sur la Corée un *condominium* russo-japonais, qui constituait, *mutatis mutandis*, une réédition de l'accord de Tien-Tsin. Un communiqué officiel du gouvernement pétersbourgeois manda que les deux arrangements avaient été conclus en suite du désir d'écarter tout malentendu par rapport aux affaires coréennes. « Ils ne portent atteinte en aucune manière, y lisons-nous, au principe fondamental de l'indépendance de la Corée, formulé dans l'article premier du traité de Shimonoski. Le gouvernement coréen conserve sa pleine liberté d'action dans toutes les questions de politique intérieure et extérieure. La Russie et le Japon reconnaissent seulement dans les arrangements conclus entre eux qu'ils sont prêts mutuellement à fournir leur concours au gouvernement coréen, en vue d'assurer, d'une manière stable, l'ordre temporairement troublé par suite des secousses causées par le conflit sino-japonais. »

C'était un nouvel accaparement dont l'empire du

1. Voir le texte de ce mémorandum dans l'ouvrage de M. F. Rey. *La guerre russo-japonaise au point de vue du droit international*, p. 118.

Matin calme faisait les frais, en attendant que son sol devint le champ clos d'une rencontre; car dès ce moment, il était aisé de prévoir que si l'aventure débutait par une scène de vaudeville, un dénouement dramatique ne surprendrait personne. Mentionnons donc que le nouvel acte fixait trois points. On engagerait le gouvernement coréen à rétablir l'équilibre dans ses finances au moyen d'économies et de réformes; si des emprunts devenaient nécessaires, la Russie et le Japon se mettraient d'accord pour fournir un large appui financier (art. premier). Les gouvernements russe et japonais essaieraient d'abandonner à la Corée, autant que le permettraient la situation financière et économique de ce pays, la création et l'entretien d'une police suffisante pour maintenir l'ordre (art. 2). En vue de faciliter les communications avec la Corée, le gouvernement japonais continuerait à assurer la surveillance des lignes télégraphiques se trouvant actuellement en son pouvoir. Il serait réservé à la Russie d'établir une ligne télégraphique de Séoul à la frontière. Ces lignes pourraient être rachetées par le gouvernement coréen, lorsqu'il en aurait les moyens (art. 3) (1).

Memorandum et protocole furent communiqués, sous forme de note, au ministre coréen des Affaires étrangères. Avec infiniment d'à-propos, celui-ci répon-

I. Voir le texte aux documents. Annexes.

dit que son gouvernement appréciait hautement l'attention dont il était l'objet, mais que, n'ayant pas été partie à ces accords, sa liberté d'action, en tant qu'État indépendant ne pouvait être restreinte par leurs stipulations.

La Russie se hâta de tirer parti de la situation qu'elle s'était attribuée, en fournissant à sa protégée un concours des plus actifs. En août 1897, des officiers russes reçurent mission d'instruire les troupes coréennes ; en novembre, on accepta à Séoul les services d'un conseiller financier, M. Kyul Alexcieff, auquel on attribua une autorité presque absolue dans son département ; un mois après, se fondait une Banque russo-coréenne. Au début de l'année, pour calmer les murmures du peuple, qui s'inquiétait de voir son souverain prolonger son séjour dans la demeure d'un étranger, le roi s'était transporté, avec sa cour, dans un nouveau palais.

Cette politique d'influence ou d'intrusion pacifique n'allait cependant pas sans soulever des difficultés.

Après la guerre sino-japonaise, les douanes coréennes, séparées des douanes chinoises, avaient conservé pour directeur un Anglais, M. Mac Leavy Brown, qui, présidant aux destinées de l'administration la plus productive du pays, avait été nommé conseiller financier, au printemps de 1896. Chargé, peu après, du contrôle des recettes et des dépenses générales, il avait, très adroitement, rétabli l'équi-

libre dans les finances et écarté la banqueroute. Il n'y avait pas place, à la fois, pour l'Anglais et pour le Russe. Un journal, *L'Indépendant*, organe du Club de l'Indépendance, fondé en 1893 par un Coréen, qui, compromis en 1884, réfugié aux États-Unis, puis, rentré en 1895, avait été alors nommé conseiller privé, protesta en termes très vifs contre la nomination, prétendue illégale, de M. AlexciEFF; une flotte anglaise parut à Tchémoulpo. Sur ces entrefaites, la Russie s'étant avisée de demander des concessions de terrains à Fousan, ce fut un brouhaha de récriminations, à la suite duquel les ministres coréens donnèrent leur démission. L'envoyé moscovite, M. de Speyer, n'eut d'autre ressource que de déclarer que son gouvernement désirait vivre en bons termes avec la Corée et ne songeait, en aucune façon, à imposer les services de ses sujets. La fureur populaire ne se tint pas pour satisfaite; au cours d'un meeting organisé le 10 mars 1898, par le Club de l'Indépendance, on adopta une motion déclarant que le roi devait accepter, avec la démission du conseiller et des instructeurs, la suppression de la Banque russo-coréenne.

A Saint-Pétersbourg, on rappela immédiatement tous les fonctionnaires envoyés en Corée.

Il est probable que la Russie, qui négociait alors la cession à bail de Port-Arthur et se tenait de ce côté pour assurée du succès, renonça sans trop de

regrets à des avantages qui soulevaient de telles protestations. Le recul fut, du reste, moins réel qu'il ne l'avait paru. La convention Nishi-Rosen, signée à Tokio, les 13-25 avril 1898 et qui complétait la convention Lobanoff-Yamagata, acheva de préciser les rapports en Corée des deux puissances signataires (1).

Par cet acte, le Japon et la Russie, après avoir reconnu, une fois de plus, l'entière indépendance du pays du Matin calme, s'engageaient à s'abstenir de toute ingérence dans ses affaires intérieures. Plus d'envoi d'instructeurs militaires ou de conseillers financiers, sans accord préalable. Toutefois, reconnaissant les intérêts spéciaux dont excipait le Japon, à raison de l'extension prise par les entreprises commerciales et industrielles de ses nationaux, à raison aussi du nombre considérable des résidents nippons en Corée, la Russie promettait de ne pas entraver le développement des relations commerciales entre les deux pays.

Cet abandon par le cabinet de Saint-Pétersbourg d'une situation privilégiée peut sembler assez étrange. Un communiqué inséré le 11 mai dans le *Messenger officiel de l'Empire*, avec le texte du nouvel arrangement, s'efforça de l'expliquer, en arguant de ce fait que, grâce à l'assistance à elle témoignée, en temps

1. Voir le texte aux documents. Annexes.

utile, par la Russie, la Corée « était entrée dans une voie où elle pouvait se suffire sous le rapport administratif ». Mais rien n'était plus inexact et le communiqué le reconnaissait si bien que, quelques lignes après la déclaration que nous venons de relater, il énonçait les dispositions arrêtées pour le cas où la Corée solliciterait encore l'assistance de ses tuteurs. La vérité est que la politique moscovite sur le continent asiatique s'était sensiblement modifiée depuis la cession à bail de Port-Arthur, arrachée à la Chine en mars 1898. Maîtresse d'un point stratégique très important, la Russie estimait qu'il lui était loisible de payer de quelques concessions l'acceptation par le Japon d'un fait accompli. Or, ce n'était pas chose facile que d'obtenir cette adhésion. Les Nippons n'avaient point oublié à qui ils devaient d'avoir été contraints, en 1895, de rétrocéder la péninsule du Liao-Toung à un adversaire terrassé. De l'atteinte portée à leur amour-propre national, ils souffraient encore cruellement. On pensa que la nouvelle liberté d'action à eux concédée aurait pour effet de cicatriser la blessure, d'atténuer les ressentiments.

Et puis, la Russie demeurait très absorbée par ses projets en Mandchourie, où elle s'efforçait de mettre en échec les aspirations de plusieurs puissances européennes désireuses de voir maintenir là-bas le principe de la porte ouverte. Aussi le communiqué prenait-il fin sur ces paroles : « A la suite de la conclusion de

cet arrangement, la Russie se trouve à même de diriger tous ses soins et tous ses efforts vers l'accomplissement de la tâche historique et essentiellement pacifique qui lui incombe sur les bords du Grand Océan ». Livrée à elle-même, la Corée retomba dans l'anarchie ; les intrigues de palais, l'insécurité dans les provinces, les exactions des gouverneurs réapparaurent avec autant d'intensité qu'avant la guerre sino-japonaise. Le roi Li-Shi mit à profit sa liberté pour placer ses territoires, au moins de nom, sur le même pied que la Chine et le Japon ; après s'être proclamé empereur en 1899, il promulgua une constitution qui concentrait tous les pouvoirs entre ses mains. En même temps, il affecta de rompre avec le passé, en substituant au nom ancien de son pays, Chosen, celui de Daï-Han qui avait appartenu au fondateur de la dynastie, et en renonçant à l'ère et au calendrier chinois.

La réforme était minime ; mais les Japonais résolurent de profiter, sans plus tarder, des avantages d'ordre économique, qu'ils tenaient de la dernière convention.

Celle-ci avait largement ouvert la péninsule coréenne à leurs entreprises. Le gouvernement du mikado n'eut rien de plus pressé que d'y favoriser l'établissement de ses sujets afin d'obtenir une situation prépondérante due à l'importance de leurs intérêts matériels. Il devait, en 1902, supprimer l'obli-

gation du passeport pour les émigrants désireux de se rendre en Chine ou en Corée. De ce fait, le nombre des résidents nippons, dans les ports ouverts, s'accrut d'une façon inouïe. De 13.000 en 1897, il passa à 18.000 en 1902. En 1904, il était de 20.000.

Dans chacune de ces localités, les Japonais occupaient un quartier spécial ; grâce à une activité que ne décourageait aucune difficulté, ils ne tardèrent pas à accaparer le commerce et l'industrie. Ils avaient aménagé des entrepôts pour l'exportation des principaux produits du pays ; à la faveur d'ententes scrupuleusement observées, ils parvinrent à déposer les trafiquants indigènes. Le même phénomène s'était produit en ce qui concerne la navigation ; 90 o/o des navires qui entraient dans les ports coréens battaient pavillon nippon.

Les entreprises privées, soutenues par leurs capitaux, acquirent, peu à peu, une place prédominante et concentrèrent en elles l'activité de la péninsule ; des sociétés se fondèrent pour l'exploitation des pêcheries côtières. La plupart des mines étaient concédées à des Japonais ; le chemin de fer de Tchemoulpo à Séoul, dont la construction avait été entreprise par une compagnie américaine, fit, en 1899, l'objet d'une convention de rachat par un syndicat nippon ; l'établissement d'une voie ferrée entre Séoul et Fousan fut donné à des sujets du mikado.

Les institutions de crédit étaient à peu près inconnues des Coréens ; les grandes banques de Tokio ouvrirent des succursales dans les principales villes de l'empire du Matin calme. L'une d'elles eut l'idée d'une émission de billets payables en monnaie japonaise. Le gouvernement voulut opposer son veto à cette innovation ; devant des insistances répétées, agrémentées d'une formidable campagne de presse, force lui fut de céder.

Il convient d'ajouter que les hommes d'État nippons soutinrent avec une inlassable énergie les efforts de leurs concitoyens ; des consulats furent établis dans les ports nouvellement ouverts ; des bureaux de poste et des lignes télégraphiques furent créés ; les compagnies de navigation et les sociétés pour la construction de voies ferrées reçurent des subventions. Voici, du reste, en quels termes, M. Hagashi, ministre à Séoul, exposait, en janvier 1900, l'attitude de l'empire nippon : « Notre politique en Corée est bien simple ; elle consiste à nous abstenir de toute innovation dans les affaires intérieures de ce pays et à faire notre possible pour développer nos intérêts économiques. Cette politique a reçu maintenant l'adhésion de l'immense majorité de nos compatriotes et nous n'avons aucune raison d'en changer. Si, en effet, nous cherchions à acquérir une influence politique, dans la péninsule, nous ne manquerions pas de nous heurter aux susceptibilités de quelques autres

puissances, tandis qu'en nous confinant dans le rôle que j'ai défini, nous ne risquons de froisser personne. Nous n'avons, d'ailleurs, rien à dire, en ce qui concerne les efforts faits par d'autres dans cette voie, tandis que ce serait évidemment pour nous une question de légitime défense que de nous opposer à toute cession de territoire faite à un État quelconque, dans un but militaire. Dans le champ des entreprises pacifiques, nous acceptons la concurrence de tous et nous ne demandons aucun monopole. Il est évident, toutefois, qu'étant donné notre situation géographique, si nos compatriotes veulent s'en donner la peine, ils ne sauraient manquer d'avoir la part du lion dans le commerce coréen. »

Ainsi, nulle équivoque. Les tentatives d'instauration d'influence politique ayant échoué, le Japon essayait d'une emprise d'ordre exclusivement économique. C'était la seconde manière. Pour qu'elle réussit mieux que la première, une certaine habileté eût été nécessaire. Les Nippons ne surent pas ou ne voulurent pas en faire la preuve. Ils traitèrent la Corée en pays conquis, opérèrent sans ménagement vis-à-vis des indigènes et les dépouillèrent sans vergogne. Aussi leur activité commerciale reçut-elle le même accueil que leur zèle réformateur. La déloyauté des trafiquants japonais, leur âpreté au gain, leur orgueil, les violences et les manœuvres frauduleuses dont ils faisaient leurs procédés habituels, irritèrent les

Coréens. De sourdes colères naquirent, qui ne tardèrent pas à se donner libre cours. Les haines s'avivèrent du fait que les résidents ne se recrutaient pas toujours parmi les éléments honorables de la population de l'empire du mikado. En 1895, le comte Inouhé, avait fait à un journal de Séoul la déclaration suivante : « Ceux de nos compatriotes qui vivent en Corée sont égoïstes et intéressés seulement à leurs gains personnels. Ils sont grossiers et violents envers les habitants qu'ils traitent en grands seigneurs. Ils font un tel étalage de ridicule fanfaronnade qu'ils se rendent odieux aux gens du pays. Ils sont, en outre, là comme partout, d'une déplorable malhonnêteté en affaires. Certes, comme représentant du Japon, j'ai pour mission de protéger les intérêts de notre pays en Corée ; mais je dois dire à mes compatriotes que tant qu'ils ne se réformeront pas eux-mêmes, ma protection ne leur servira à rien. »

L'avertissement resta lettre morte pour les intéressés et un auteur anglais, M. Hamilton, pouvait écrire, au début de notre siècle : « La conduite des Japonais en Corée montre qu'ils manquent de sens moral et intellectuel. Ils sont déloyaux en affaires et leur pratique déshonnête de la vie publique les rend indifférents aux vertus privées. Leur interprétation des lois de leurs concessions, aussi bien que de celles de leur propre pays est de mauvaise foi. La force est leur droit ; le sentiment de la puissance n'est

tempéré chez eux ni par la raison, ni par la justice, ni par la générosité. Leur existence de chaque jour, leurs vêtements, leurs manières, leur dégradation sociale et commerciale complètent un affreux travestissement de la civilisation qu'ils prétendent avoir étudiée. Il est intolérable qu'un gouvernement aspirant à la dignité d'une grande puissance permette que ses concessions dans un pays étranger et ami soient une tache à son propre prestige et un malheur pour le pays qui les accueille. Le marchand est devenu querelleur ; le coolie est impudent, violent et, en général, un vagabond plus apte au vol qu'au travail. Maîtres et valets terrorisent les Coréens qui craignent pour leur vie partout où ils ont affaire aux Japonais. »

En présence d'un tel état de choses, il est aisé de comprendre que la Russie ait connu la tentation d'entrer à nouveau en scène pour s'acquérir, au détriment de ses rivaux, sinon des sympathies, au moins des avantages tangibles. Elle y mit d'autant plus d'empressement que l'activité des Nippons n'avait d'autre but que de préparer l'établissement d'un protectorat. Au lendemain de la conclusion avec l'Angleterre du traité d'alliance de 1902, le Japon ne s'était-il pas cru assez fort, pour démasquer ses projets, exiger des changements dans le personnel de l'administration coréenne, imposer le remplacement des ministres de la Guerre, des Finances, de la

Justice, de l'Agriculture par des titulaires plus favorables à la pénétration japonaise ? Bref, à Saint-Petersbourg, on voulut se créer des intérêts économiques en Corée, pour enrayer cette marche précipitée vers l'accomplissement de desseins à demi-dévoilés.

Alors, le gouvernement du tsar sollicita et obtint des concessions de pêche sur les côtes de la péninsule ; puis il tenta de se faire céder le port de Masampo ; ses ouvertures furent repoussées et ce fut le Japon qui, peu après, obtint ce que l'on avait refusé à son rival. Le même insuccès accueillit la demande formulée par le cabinet pétersbourgeois, d'une station navale dans la baie de Ching-kaï-Wan, à mi-distance de Port-Arthur et Vladivostok. A la suite d'une vive opposition des ministres du mikado, la Russie dut se contenter d'une autorisation d'établir un dépôt de charbon à Tchemoulpo. Mais, comme elle ne pouvait rester sur ces deux échecs, elle tourna ses efforts vers le nord de la Corée.

En 1896, au moment où l'influence moscovite était prépondérante à Séoul, des sujets russes avaient obtenu, à proximité du Yalou, des concessions à l'intérieur desquelles se trouvaient de vastes forêts. Ils s'étaient fait octroyer, en même temps, le droit d'abattre des arbres, de procéder à des plantations nouvelles, d'établir des chantiers dans le voisinage de leur exploitation. La concession devait durer

vingt ans. Au début, elle ne prospéra guère ; mais dans le courant de 1901, un nouveau directeur, M. Bezobrazoff, lui donna une grande activité. On acheta des terrains, on construisit des quais le long du fleuve, on éleva une factorerie. Puis, des missions scientifiques vinrent explorer les rives du Yalou, relever l'hydrographie du littoral septentrional de la péninsule ; des ingénieurs étudièrent le tracé d'une voie ferrée destinée à rattacher la Corée au réseau mandchourien. On établit même une station télégraphique à Antoung. Enfin, en juillet 1903, la compagnie forestière russe se vit attribuer le monopole des bois flottés sur le Yalou et un bail de vingt-cinq ans sur un terrain de plus de 100 hectares dans la région de Yong-Ampo (1).

Inquiets et irrités à la fois de ce déploiement d'activité, les Nippons en arrivèrent à craindre que la Corée ne subit un sort analogue à celui de la Mandchourie. Pour écarter cette éventualité, le cabinet de Tokio, fort de l'appui des États-Unis et de l'Angleterre, réclama l'ouverture au commerce international de Wigu, petite ville sise à quelque distance de l'embouchure du Yalou. Tout d'abord, faisant droit en cela aux représentations de la Russie, qui déclarait l'estuaire du Yalou compris dans sa sphère d'influence, l'empereur coréen refusa. Il finit, cependant, par céder.

1. Voir le texte du contrat dans la *Korea review*, 1903, p. 367.

Cette concession n'eut pas pour résultat de ramener le calme dans les esprits. Si, en effet, l'opinion publique russe demeurait alors indifférente à l'endroit des événements d'Extrême-Orient, il n'en allait pas de même dans les sphères officielles ; et, au Japon, la question du maintien ou de l'abandon du *statu quo* préoccupait toutes les clauses de la société. La plupart des membres du Parlement tenaient ce maintien pour indispensable à la sécurité de l'empire. La grande majorité de la presse abondait dans le même sens et ne manquait aucune occasion de tenir en éveil l'attention populaire, en propageant, le cas échéant, les rumeurs les plus tendancieuses. Dès 1900, pour échapper aux dangers que courait son indépendance du fait des convoitises russes et nipponnes, la Corée avait demandé aux puissances de l'admettre au nombre des États neutres. La Russie et le Japon, dont cette transformation eût anéanti les visées, refusèrent leur adhésion ; les autres nations repoussèrent le principe de la neutralité permanente de la péninsule coréenne, motif tiré de ce qu'elles ne se croyaient pas en droit de passer outre aux desiderata des deux principaux intéressés.

Delà, à proclamer l'imminence d'un nouveau heurt, beaucoup plus grave que les précédents, il n'y avait qu'un pas. Les reporters « bien informés » ne manquèrent pas de le franchir. L'année 1903 était à peine

commencée, que des bruits alarmants se répandaient sur les entreprises des Russes dans le nord de la Corée ; tantôt ils envoyaient, prétendait-on, des forces militaires, en vue de s'établir définitivement sur le territoire coréen, tantôt, insinuait-on, ils construisaient, à Yong-Ampo, des forts, où ils entassaient les approvisionnements. Les chancelleries s'émurent. Le ministre du Japon à Séoul envoya le secrétaire de la légation se rendre compte des agissements signalés. Les autorités russes s'opposèrent à son débarquement ; mais, il revint avec l'impression qu'il n'existait pas de fortifications sur les bords du Yalou.

Déjà, néanmoins, le peuple nippon, excité par une presse forcenée, stimulé par des violences de langage échappées à de hautes personnalités politiques ou militaires, réclamait la guerre avec insistance. A la fin du mois de mai 1903, le chef de l'opposition à la Chambre basse posa au baron Komura, ministre des Affaires étrangères, un certain nombre de questions relatives à l'inquiétude que faisaient naître les agissements de la Russie, en Mandchourie et en Corée. Peu satisfait des explications fournies, il déposa contre le ministre une adresse qui fut repoussée. Quelques jours après, l'Université de Tokio entraînait, à son tour, en lice ; un manifeste signé de sept professeurs et demandant une déclaration de guerre fut remis au baron Komura.

En présence de ces manifestations, le gouvernement du mikado chercha le moyen de mettre un terme aux difficultés. Un conseil extraordinaire fut réuni par l'empereur. On y arrêta la ligne de conduite à tenir vis-à-vis de la Russie. Des négociations avec la Chine en vue de l'évacuation de la Mandchourie par les troupes moscovites avaient complètement échoué. Les membres du cabinet estimèrent qu'il était préférable de traiter directement avec la Russie. En conséquence, le 28 juillet, M. Kurino, ministre du Japon à Saint-Petersbourg, reçut mission de présenter au comte Lamsdorff une note verbale, faisant connaître que l'on serait heureux, à Tokio, d'aborder, avec le gouvernement impérial russe, l'étude de la situation des affaires d'Extrême-Orient, dans le but de définir les intérêts respectifs dans ces régions. Cette communication fut très bien accueillie. Le comte Lamsdorff déclara « qu'une entente entre les deux pays, non seulement était désirable, mais était la meilleure des politiques ».

Les négociations se trouvant ainsi ouvertes, le gouvernement japonais fit présenter, le 12 août, un projet d'accord en cinq articles. Les deux États s'engageraient à respecter l'intégrité territoriale de la Chine et de la Corée, comme aussi à y maintenir le principe d'égalité de traitement pour le commerce et l'industrie de toutes les nations. Ils reconnaîtraient les intérêts prépondérants du Japon en Corée,

les intérêts spéciaux de la Russie dans les entreprises de chemins de fer en Mandchourie, le droit pour le Japon de prendre en Corée et pour la Russie de prendre en Mandchourie telles mesures qui pourraient être rendues nécessaires par la protection de leurs intérêts respectifs. Nul obstacle ne serait mis pour l'une des parties contractantes aux entreprises commerciales ou industrielles tentées par l'autre dans les régions où ses intérêts seraient reconnus. Des troupes pourraient être envoyées pour réprimer les troubles. Mais le Japon aurait, seul, le droit de donner à la Corée une assistance même militaire, en vue de l'accomplissement des réformes (1).

Le 24, M. Kurino, reçu à nouveau par le ministre des Affaires étrangères apprit de ce dernier que le tsar n'avait point encore trouvé le temps d'étudier le projet, mais que, à son avis, il serait préférable de transférer à Tokio le siège des négociations, « attendu, dit la dépêche transmise à la suite de cette conversation, qu'il y a beaucoup de détails au sujet desquels il devra en être référé à l'amiral Alexciéff ». Peu désireux d'accéder à une semblable requête, le gouvernement japonais fit répondre par son représentant qu'il n'apercevait pas de raison

1. Voir la correspondance échangée entre M. Kurino et le baron Komura, dans les *Archives diplomatiques*, 1904, t. XCI, p. 843 et s.

plausible à ce transfert, car les négociations avaient trait à des principes et non à des détails. En outre l'autorité de l'amiral Alexcieff n'était-elle pas limitée à de pures questions d'administration locale. A quoi le comte Lamsdorff répliqua que si les négociations se rapportaient à des principes, il n'en demeurerait pas moins nécessaire que ceux-ci fussent fixés « d'après un examen des questions locales et pratiques », qu'Alexcieff serait, il est vrai, consulté, mais ne déciderait rien, enfin, que la demande de transfert était uniquement inspirée par le désir qui animait son souverain de régler la question aussi vite que possible. Le cabinet de Tokio maintint son opposition ; il sentait que l'éloignement du théâtre des négociations permettrait à la Russie de les faire traîner en longueur. Le comte Lamsdorff ne s'en montra que plus irréductible et, pour éviter une rupture, le Japon dut, à la date du 9 septembre, consentir au transfert. Le baron Rosen reçut aussitôt l'ordre de gagner Port-Arthur, à l'effet de préparer, de concert avec Alexcieff, une série de contre-propositions. Le 3 octobre, de retour dans la capitale de l'empire du Soleil-Levant, il soumettait au baron Komura une liste de contre-propositions approuvées par le tsar.

A vrai dire, ces dernières différaient sensiblement de celles qui avaient été présentées par M. Kurino, comme susceptibles de servir de base aux pourpar-

lers. Également préoccupé de l'avenir de la Mandchourie et de celui de la Corée, le Japon avait demandé qu'un mutuel engagement fût pris de respecter l'indépendance de même que l'intégrité territoriale de la Chine et de l'empire du Matin calme. Certes, en échange d'une reconnaissance de la prépondérance des intérêts nippons en Corée, on ne ferait, à Tokio, aucune difficulté pour admettre les intérêts spéciaux de la Russie à la Mandchourie ; mais leur existence, mise hors de toute contestation, n'aurait d'autre effet que d'assurer à leurs bénéficiaires l'exploitation et la surveillance de voies ferrées. Ce n'est donc pas à l'égalité de traitement que tend le projet d'accord du 12 août ; tandis en effet que le Japon cache sous les mots « reconnaîtra les intérêts prépondérants » un désir d'entière liberté d'action chez sa voisine, même au point de vue politique, il ne parle pas de laisser à la Russie la même liberté en Mandchourie, « intérêts spéciaux » restreints, voilà tout ce à quoi il est fait allusion. Le projet ajoute bien qu'aucun obstacle ne devra être mis par l'une des puissances contractantes au développement des entreprises commerciales et industrielles tentées par l'autre dans sa sphère d'influence, mais il déclare que le Japon aura seul le droit de donner à la Corée une assistance même militaire en vue des réformes à accomplir. Bref, il a pour conséquence, en dépit de la déclaration initiale sur l'éga-

lité de traitement accordée à toutes les nations d'instances en faveur de l'empire nippon une situation privilégiée dans la péninsule coréenne.

Le gouvernement de Saint-Pétersbourg avait sans peine aperçu l'écueil. Aussi les contre-propositions russes prévoient-elles la reconnaissance par le Japon de la Mandchourie comme étant à tous égards en dehors de sa sphère d'intérêts. Moyennant quoi la Russie se montre disposée à admettre la situation prépondérante du Japon en Corée, au point de vue des entreprises commerciales et industrielles, de l'assistance à donner pour les réformes, du droit d'envoyer des troupes, sous réserve cependant du maintien de l'intégrité territoriale de l'empire coréen. On établirait, au nord de la Corée, une zone neutre ; enfin, on prendrait l'engagement de ne se servir d'aucune partie de son territoire par des buts stratégiques et de n'entreprendre sur ses côtes aucuns travaux militaires capables de menacer la liberté de la navigation.

L'acceptation de ces contre-propositions eût constitué de la part du Japon un recul des plus accentués, les concessions à lui consenties ne portant que sur ce qu'il possédait déjà, soit en vertu de conventions antérieures, soit par l'effet de l'initiative de ses diplomates ou de ses résidents. Sa situation eût même subi une grave atteinte, car l'activité de ses nationaux s'était peu à peu étendue sur la plus

grande partie de la péninsule, et refuser aux Japonais le droit d'avoir dans une zone des troupes chargées d'assurer un rôle de police, c'était les exposer aux vexations d'une population xénophobe, les contraindre à abandonner leurs exploitations. Or cela, l'accepterait-on à Tokio ? Ne courait-on pas en ce qui concernait une partie des prétentions moscovites au-devant d'un irrémédiable *non possumus*. Il n'en fut rien et les négociations se poursuivirent sur la double base des propositions japonaises et des contre-propositions russes.

Le 30 octobre, M. Komura transmet au baron Rosen une série d'amendements au texte remis au début du mois. Le mikado maintenait ses prétentions touchant l'intégrité territoriale de la Chine et de la Corée, la reconnaissance de la prépondérance des intérêts nippons en Corée, le droit de fournir seul une assistance militaire à l'empire du Matin calme, d'y envoyer des troupes pour assurer l'ordre, de n'y souffrir aucune entrave à son expansion industrielle et commerciale. Comme contre-partie, le Japon s'engagerait à ne pas entreprendre, sur les côtes coréennes, des travaux militaires, capables de menacer la liberté de la navigation ; il consentirait à l'établissement, sur la frontière coréo-mandchourienne, d'une zone neutre, où aucune des parties contractantes n'introduirait de troupes sans le consentement de l'autre ; il reconnaîtrait que la Mand-

chourie est en dehors de sa sphère d'intérêts spéciaux, que, par suite, il appartenait à l'empereur russe d'y prendre, pour la protection de ses nationaux, telles mesures qu'il jugerait nécessaires ; enfin, chacune des deux puissances promettrait de respecter les immunités appartenant aux nationaux de l'une ou de l'autre, en vertu de conventions antérieures, et de ne pas empêcher la jonction du réseau coréen au réseau chinois, lorsque le premier se trouverait amené jusqu'au Yalou.

Le débat semblait donc se rétrécir à la question mandchourienne. Sur ce terrain, le comte Lamsdorff se montrait d'une intransigeance absolue, refusant à une tierce puissance le droit d'intervenir dans une affaire, qui, d'après lui, ne concernait que la Chine et la Russie. En vain, le Japon objectait-il qu'en proposant l'ouverture de négociations, il avait eu en vue d'arriver à une solution amiable de toutes les questions qui, en Extrême-Orient, intéressaient les deux États en présence ; qu'il ne pouvait croire qu'à Saint-Petersbourg on limiterait le débat aux contrées où il avait des intérêts spéciaux. Quel argument invoquer à l'encontre de son désir d'obtenir, avec des garanties de sécurité pour ses ressortissants, le maintien des droits qu'ils tenaient de traités avec la Chine. La Russie, disait, le 22 novembre, le comte Lamsdorff à M. Kurino, a pris possession de la Mandchourie, par droit de conquête ; elle est néanmoins disposée à la

rendre au Céleste-Empire, contre certaines garanties assurant l'avenir de ses énormes intérêts dans cette région. Tant que la Chine maintiendra son refus de donner ces garanties, il ne sera pas possible d'arriver à un arrangement avec une tierce puissance, car la question existe exclusivement entre les deux pays intéressés.

La réponse du gouvernement russe tardait à venir, et cette lenteur provoquait l'éclosion, dans la presse mondiale, d'informations tendancieuses dont les démentis étaient impuissants à détruire les effets. Les journaux anglais, surtout, se faisaient remarquer par la désinvolture avec laquelle ils prodiguaient à la nervosité de leurs lecteurs, des nouvelles controuvées. Tantôt le public apprenait qu'une armée nipponne venait de débarquer en Corée, alors qu'il s'agissait seulement de la relève des troupes chargées de garder les lignes télégraphiques ; tantôt, il lisait que le cabinet de Tokio venait d'adresser un ultimatum à la Russie. Pour ne pas être en reste, certains journaux français publiaient gravement des dépêches expédiées par des agences anglaises, et affirmant que l'escadre russe de Port-Arthur cinglait vers les côtes coréennes.

Cela devenait tellement fastidieux que le comte Katsura, président du Conseil des ministres, déclara à un journaliste qu'il regrettait vivement que des nouvelles fausses fussent à chaque instant télégra-

phiées en Europe. « Le gouvernement japonais, dit-il poursuit les négociations avec la Russie dans l'esprit même dont s'inspire l'alliance anglo-japonaise, c'est-à-dire le maintien de la paix et du *statu quo*. Il est raisonnable de supposer que la Russie s'inspire du même esprit pacifique que celui qui a fait naître l'alliance anglo-japonaise en Extrême-Orient. Par conséquent, je ne vois pas du tout pourquoi les négociations actuelles n'amèneraient pas des résultats mutuellement satisfaisants. En tout cas, il n'y a rien, dans la situation actuelle, qui justifie les alarmes. » Le 9 décembre, à la séance d'ouverture de la diète impériale, le mikado tint un langage analogue.

Deux jours après, la réponse du gouvernement russe aux amendements japonais était transmise à M. Komura sous forme de nouvelles contre-propositions. Calquées sur leurs devancières en ce qui concerne la Corée, elles maintenaient l'établissement d'une zone neutre au nord du 39^e parallèle. Quant à la Mandchourie, il n'en était plus question.

Cette attitude suscita, au Japon, une recrudescence d'animosité. En termes d'une violence inouïe, les journaux clamèrent que les négociations devaient cesser en face d'un tel défi, que c'est par les armes que les difficultés devaient être résolues. Malgré ces excitations, le gouvernement décida de recourir à une nouvelle tentative amiable. M. Kurino reçut

mission de transmettre au comte Lamsdorff une note verbale ainsi conçue : « Le gouvernement impérial a examiné avec grand soin et attention les contre-propositions russes du 11 courant. Il regrette de reconnaître que le gouvernement impérial russe n'ait pas trouvé le moyen, dans ces propositions, de donner à la portée de l'entente suggérée, la même extension territoriale que celle qui était regardée comme essentielle par le Japon. Le gouvernement impérial, dans son invitation première, adressée au gouvernement impérial russe, en août dernier, s'est efforcé de rendre parfaitement clair qu'il désirait, en vue d'écarter de ses relations avec le gouvernement impérial russe, toute cause de malentendu futur, faire entrer dans le domaine de l'arrangement proposé toutes ces régions de l'Extrême-Orient, où les intérêts des deux empires sont en contact ; et il ne saurait se convaincre qu'une pleine réalisation de ce désir puisse être opérée, si une grande et importante partie de ces régions est totalement exclue de la délibération. En conséquence, le gouvernement impérial se sent forcé de demander au gouvernement impérial russe de revenir sur son attitude à ce sujet et il espère que le gouvernement russe pourra trouver la voie nécessaire pour arriver à une solution satisfaisante de la question. »

Cette voie consistait, d'après Tokio, en un arrangement relatif à la Mandchourie, en une reconnais-

sance formelle de la prépondérance des intérêts nippons en Corée, du droit pour l'empire du Soleil-Levant de donner à sa voisine avis et assistance, en un engagement mutuel de n'entreprendre sur le littoral coréen aucuns travaux militaires, susceptibles d'entraver la liberté de la navigation, enfin, en la suppression de la zone neutre.

Après les réponses très catégoriques déjà données par Saint-Pétersbourg, pareille requête semblait destinée à un échec ; car, si le gouvernement japonais, dans une correspondance qu'il entretenait alors avec le *Foreign Office* de Washington, déclarait considérer l'indépendance de la Corée comme une condition de sa propre sécurité et l'occupation indéfinie de la Mandchourie par les Russes, comme une menace continuelle pour l'empire coréen, nous avons vu quelle attitude avait prise le comte Lamsdorff, en ce qui concerne cette dernière question. Aussi le baron Rosen fit-il savoir, à la date du 6 janvier 1904, que son souverain ne jugeait pas nécessaire d'introduire des modifications dans le texte antérieurement proposé par lui ; il consentait, cependant, à y ajouter un article, pour lequel il proposait cette teneur : « Reconnaissance par le Japon de la Mandchourie et de son littoral comme étant en dehors de sa sphère d'intérêts ; la Russie, dans les limites de cette province, ne gênera ni le Japon, ni d'autres puissances, dans la jouissance des droits et privi-

lèges par eux acquis, en vertu de traités avec la Chine, à l'exclusion de l'établissement de résidences. »

On eut garde, à Tokio, de repousser cette occasion de discuter corrélativement la question mandchourienne et la question coréenne. Dans la note verbale que M. Kurino transmet, le 13 janvier, au comte Lamsdorff, figurent les propositions suivantes : « Reconnaissance par le Japon de la Mandchourie et de son littoral, comme étant en dehors de sa sphère d'intérêts ; engagement, de la part de la Russie, de respecter l'intégrité territoriale de la Chine en Mandchourie ; la Russie, dans les limites de la Mandchourie, n'entravera ni le Japon, ni d'autres puissances dans la jouissance des droits et privilèges par eux acquis en vertu de traités avec la Chine ; reconnaissance par la Russie de la Corée et de son littoral comme étant en dehors de sa sphère d'intérêts. » La manœuvre était des plus habiles. Elle ne produisit cependant aucun résultat heureux. Tout d'abord, comme à l'ordinaire, la réponse de Saint-Petersbourg fut extrêmement longue à venir. En vain fit-on entendre « qu'une prolongation de l'état présent des choses ne ferait qu'accentuer la gravité de la situation ». Aux démarches de l'ambassadeur japonais, le comte Lamsdorff répondait qu'il examinait la question, que le département des Affaires étrangères correspondait encore avec l'amiral Alexcieff. C'était un

alermoïement à peine déguisé. Des explications furent même sollicitées au sujet de troupes et de matériel de guerre qui auraient quitté le Japon à destination de la Corée. A quoi M. Komura riposta, après avoir démenti l'information, en demandant s'il n'était pas vrai qu'une armée russe fût en train d'opérer sa concentration, au nord de la péninsule coréenne. Le comte Lamsdorff déclara qu'il ne croyait pas cette nouvelle exacte (1).

Entre temps, on avait annoncé, pour le 28 janvier, une réunion des ministres, au cours de laquelle serait élaborée une réponse définitive. M. Kurino essaya alors d'obtenir la fixation approximative de la date de l'envoi, « attendu, dit-il, qu'une prolongation ultérieure de la situation actuelle serait non seulement peu désirable, mais vraiment dangereuse ». Il n'obtint que cette déclaration : l'empereur a convoqué un conseil spécial, pour étudier la réponse à faire au Japon, après entente avec les administrations compétentes et le lieutenant impérial en Extrême Orient. Aucune décision ne pourra être transmise avant le 2 février.

La conférence extraordinaire annoncée eut lieu sous la présidence du grand-duc Alexis. Après avoir envisagé au point de vue diplomatique et au point de vue militaire la situation créée par les derniers

1. Cf. à ce sujet les dépêches des 26 et 28 janvier 1904. *Archives diplomatiques*, 1904, t. XCI, p. 889.

événements, on arrêta, dit un télégramme reproduit par le *Journal des Débats*, le 30 janvier 1904, les grandes lignes de la réponse; la substance en fut communiquée aux chancelleries de l'Europe et des États-Unis. Le même jour, M. Komura télégraphiait à M. Kurino de s'informer si la décision attendue serait portée à la connaissance du cabinet de Tokio à la date fixée, et, dans le cas où cela ne serait pas possible à quelle date on serait en droit de compter sur elle. Mis au courant, le comte Lamsdorff laissa entendre qu'il appréciait pleinement la gravité de la situation, qu'il désirait envoyer une réponse au plus tôt, mais qu'il ne pouvait donner une date exacte, « vu que cela dépendait entièrement de la volonté de l'empereur ». L'entrevue fit l'objet d'un télégramme transmis à Tokio le 1^{er} février.

La réponse de la Russie devait être envoyée le 2. Ce jour-là, le tsar donna l'ordre d'établir un projet d'instructions définitives, reproduisant les dispositions arrêtées au cours du conseil extraordinaire. Puis, dès le lendemain, trois dépêches furent adressées à l'amiral Alexcieff. Elles contenaient, avec le texte d'un projet de convention, une énumération des considérations qui avaient amené le gouvernement russe à proposer des modifications aux amendements nippons, enfin des instructions générales destinées au représentant du tsar à Tokio. Pour permettre à M. Komura d'être rapidement saisi, des télégrammes

identiques furent envoyés au baron Rosen. Avis de cet envoi fut donné, le 4, à M. Kurino ; le 5, le baron Rosen mandait à son souverain par l'entremise de l'amiral Alexcieff qu'il avait été touché par les derniers messages.

Il n'eut d'ailleurs pas le loisir d'accomplir de nouvelles démarches, car, le 4 février, le gouvernement du mikado pressé d'en finir avec une situation qu'il jugeait inadmissible, prit la résolution de mettre un terme aux négociations et d'adopter telle action indépendante qu'il jugerait nécessaire pour défendre sa situation menacée et protéger ses droits et intérêts. Moins de vingt-quatre heures après, M. Kurino, averti, recevait mission de remettre au comte Lamsdorff cette note explicative : « Le gouvernement de Sa Majesté l'empereur du Japon, regarde l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Corée comme essentielles à son propre repos et à sa propre sécurité ; en conséquence il ne saurait voir avec indifférence aucune action tendant à rendre la situation de la Corée mal assurée. Les rejets successifs par le gouvernement impérial russe, au moyen d'amendements inadmissibles des propositions du Japon au sujet de la Corée, dont le gouvernement impérial regardait l'adoption comme indispensable pour assurer l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire coréen et pour sauvegarder les intérêts prépondérants du Japon dans la péninsule, combinés

avec les refus successifs du gouvernement impérial russe de prendre des engagements à l'effet de respecter l'intégrité territoriale de la Chine en Mandchourie, qui est sérieusement menacée par l'occupation continue de cette province, malgré des engagements de traités avec la Chine et des assurances répétées à d'autres puissances, possédant des intérêts dans cette région, ont rendu nécessaire pour le gouvernement impérial d'examiner sérieusement quelles mesures de légitime défense il est obligé de prendre. En présence de délais qui restent grandement inexpliqués, d'activités militaires et navales qu'il est difficile de concilier avec des desseins entièrement pacifiques, le gouvernement impérial a fait preuve dans les négociations pendantes d'un degré de patience, qui, dans son opinion, fournit la preuve de son loyal désir d'écarter de ses relations avec le gouvernement impérial russe, toute cause de malentendu futur. Mais, ne trouvant dans ses efforts aucune perspective de s'assurer de la part du gouvernement russe une adhésion, soit aux propositions modérées et désintéressées du Japon, soit à toutes autres propositions susceptibles de rétablir en Extrême-Orient une paix ferme et durable, le gouvernement impérial n'a pas d'autre alternative que de déterminer les futiles négociations actuelles. En adoptant cette mesure, le gouvernement impérial se réserve le droit de recourir à telle action indépen-

dante qu'il estimera la meilleure pour consolider et défendre sa situation menacée, aussi bien que pour protéger ses droits établis et ses intérêts légitimes » (1)

En même temps qu'il remettrait cette note, M. Kurino devrait avertir le comte Lamsdorff de son intention de quitter Saint-Petersbourg, avec le personnel de la légation. Il remplit cette double tâche dans l'après-midi du 6 février. Très peu de temps après, le 10 février, il partait pour Berlin sans que son départ eût donné lieu à des incidents. De son côté, le baron Rosen, instruit par M. Komura de la rupture des relations diplomatiques, s'embarqua, le 12, pour l'Europe avec tout son personnel. La vigilance des autorités de police nipponnes réussit à empêcher toute manifestation hostile. Notons que la dernière réponse russe n'avait été signalée au gouvernement japonais que le 5 février, à 5 heures de l'après-midi, c'est-à-dire trois heures après l'envoi du télégramme de rappel à M. Kurino.

Par quels événements fut marqué le conflit, comment se trouvèrent conduites les opérations des armées en présence, nous ne saurions l'examiner ici. Au point de vue stratégique pur, point de vue auquel nous ne pouvons nous arrêter, il existe d'ailleurs sur la guerre russo-japonaise et les ensei-

1. *Archives diplomatiques*, 1904, t. XCI, p. 895 et sq.

gnements qu'elle comporte une bibliographie des plus importantes.

Quant aux causes immédiates et directes du conflit nous avons eu l'occasion de les entrevoir, en étudiant les négociations qui, de juillet 1903 à février 1904, se poursuivirent entre les deux puissances. « La souveraineté de la Chine en Mandchourie et la soustraction absolue de la Corée à toute domination étrangère étaient des conditions vitales pour l'avenir du peuple japonais, écrit M. Nagao Ariga. Mais pour la nation russe, la possession de la Mandchourie et la domination sur la Corée étaient de la plus grande importance. Le gouvernement russe responsable de l'avenir de son peuple ne pouvait donc reculer devant les prétentions du Japon. La Russie et le Japon devaient, sans doute, rechercher le moyen, s'il existait, de concilier les choses ; mais dès que l'une ou l'autre s'apercevait que l'entente était impossible, le conflit devait se résoudre par les armes ; car les deux nations étant également indépendantes, l'une ne pouvait plier devant l'autre ; et comme le monde ne peut pas contenir deux volontés éternellement opposées, il fallait tôt ou tard que la force physique intervînt pour faire céder l'une des deux volontés. »

Ces dissensions d'ordre politique abritaient, au demeurant, d'autres motifs de querelle. Certes, en signant le traité des 15-27 mars 1898, le gou-

vernement du tsar pensait réaliser une opération excellente, dépourvue de conséquences dangereuses. On croyait alors sincèrement à Saint-Pétersbourg qu'il serait possible de faire fonctionner ce chemin de fer de Mandchourie que l'on allait entreprendre, sans être conduit à une occupation effective d'une partie du Céleste-Empire et par suite sans tendre à annexer celle-ci. Décevante illusion; dès l'instant où la Russie s'installa à Port-Arthur, la partie qui devait se jouer en 1904 fut irrévocablement engagée. Occuper Port-Arthur, c'était en effet s'obliger à le relier au Transsibérien; or la simple garde militaire des environs immédiats de la ligne ne pouvait suffire dans une région que désolaient les bandits Koungouses. Pour mettre la voie ferrée à l'abri des tentatives criminelles, il apparaissait indispensable d'entretenir, sur un certain nombre de points, des troupes destinées à jouer un rôle de police; et cela la Russie ne semble pas l'avoir saisi. Elle n'a pas compris dès le début qu'il lui faudrait un jour, soit abandonner Port-Arthur et le Transmandchourien, soit transformer ses prérogatives en une sorte de protectorat avant-coureur d'une annexion définitive. Aussi, lorsque commencèrent les difficultés, la Russie ne pouvait-elle, ni ne voulait-elle évacuer la Mandchourie.

Et puis, à la fin de 1903, les sujets russes établis en Extrême-Orient étaient hantés par des idées d'occu-

pations nouvelles. Se voyant installés jusqu'à la rive droite du Yalou, la plupart d'entre eux se disaient : maintenant que nous avons acquis la Mandchourie, la Corée doit tôt ou tard nous appartenir, son acquisition n'est que la continuation nécessaire de nos efforts. Exprimée et propagée au hasard des conversations, cette pensée fut puissamment encouragée par des syndicats de gens d'affaires. L'action de ceux-ci fut immense ; elle ne s'étendit pas seulement aux milieux financiers ou industriels pétersbourgeois ; elle entra en scène partout où elle sentit la possibilité d'intéresser à des entreprises lointaines des capitalistes à l'affût de sociétés à fonder ou de marché à préparer.

La mainmise russe sur la Mandchourie avait été pour ces gens ingénieux une affaire d'or. Que l'on songe aux sommes fabuleuses que représente la construction du Transmandchourien et par suite aux bénéfices que réalisèrent les fournisseurs ou les entrepreneurs. Les circonstances ayant voulu que cette opération se fît dans le minimum de temps, on songea bientôt à la Corée, à son sous-sol que l'on disait riche en fer, en cuivre, en charbon. On pensa à la belle voie ferrée que l'on pourrait brancher, à Liao-Yang, sur le Transmandchourien et prolonger jusqu'à Fousan ; on entrevit les ports nouveaux qu'il faudrait établir, tout le matériel qu'il y aurait à fournir, toutes les richesses naturelles dont on

pourrait tirer un superbe parti. Et on ne tarda pas à se dire qu'il serait juste et raisonnable que le tsar étendit sa puissance jusqu'au détroit de Corée. Nicolas II était, incontestablement, animé d'intentions très pacifiques. Les convoitises de ses sujets le mirent en fâcheuse posture. Le Japon, qui avait été joué à propos de la Mandchourie, n'entendait pas qu'il en fût de même à propos de la Corée. Or, les Russes n'avaient cessé depuis 1896 de faire les plus grands efforts pour acquérir dans l'empire du *Matin calme* une situation matérielle prépondérante. Le déchaînement de leurs appétits avait ému le cabinet de Tokio, irrité toutes les classes de la société; après l'affaire de Yong-Ampo les ministres du mikado furent impuissants à tenir tête aux récriminations.

Un homme d'État nippon avait écrit que la Corée est une flèche dont la pointe vise au cœur le Japon. Cette phrase exprime à merveille tout l'intérêt qui rattache l'empire du *Soleil-Levant* à l'empire du *Matin calme*. Pour le Japon, la Corée constitue en effet un grenier toujours plein, où l'on puise lors des années de sécheresse. La famine sévit au Japon lorsque la culture du riz n'a pas donné les résultats que l'on escomptait. Les sujets du mikado doivent alors aller chercher une partie du riz dont ils ont besoin dans les ports de la péninsule, où, à raison du climat, la récolte est toujours abondante.

La Corée sert aussi à recevoir le trop plein de la population nipponne. Celle-ci s'accroît en moyenne dans une proportion de 13,7 0/0 par an. Or la nature géologique de la partie nord de l'archipel japonais ne permet aucune culture intensive. L'émigration y devient une nécessité pour les habitants. Ils se portaient jadis sur les États-Unis et l'Australie. Lorsqu'une législation draconienne en eut interdit l'accès aux peuples de race jaune, force leur fut de chercher de nouveaux débouchés. Située à proximité de leurs pays, la Corée ne pouvait manquer d'attirer leur attention. Ce pays essentiellement agricole, bien arrosé, jouissant d'un climat tempéré, renferme des territoires fertiles; son sous-sol est riche en gisements. Un peuple indolent néglige l'exploitation de ces richesses. Quelle terre promise pour émigrants actifs et tenaces!

Après la guerre sino-japonaise, ils allèrent nombreux, très nombreux. Ils étaient, nous l'avons vu, plus de 20.000 en 1904. Commerce, navigation, chemins de fer, mines, télégraphes, tout avait été acaparé par eux, à la faveur de la convention de Nishi-Rosen. La colonie nipponne comprenait, il est vrai, plus d'aventuriers peu scrupuleux et prêts à toutes les besognes que de travailleurs laborieux ou de commerçants probes. Mais ce n'était pas là, tant s'en faut, une cause de faiblesse.

Aussi lorsque les Russes manifestèrent l'intention

de poursuivre en Corée l'œuvre d'expansion économique qui leur avait si bien réussi en Mandchourie, l'inquiétude fut grande dans l'empire du Soleil Levant. Sans doute, le gouvernement du tsar avait, à maintes reprises, donné l'assurance aux États-Unis, à l'Angleterre et au Japon, que leur commerce n'aurait pas à souffrir de l'état de choses existant en Mandchourie, que le principe de la porte ouverte serait respecté. Si les deux premières puissances s'étaient, faute de pouvoir mieux faire, déclarées satisfaites, il n'en avait pas été de même pour le Japon.

Huinilié en 1896, menacé dans son avenir industriel et commercial, il crut, en 1904, qu'il y allait de son honneur d'obtenir un résultat impossible à attendre des moyens pacifiques ; mais si l'on tenait à Tokio l'indépendance absolue, à tous points de vue, de la Corée pour indispensable à la sécurité de l'empire du Soleil-Levant, par suite, l'occupation de la Mandchourie comme une menace permanente pour la stabilité des intérêts nippons, à Saint-Pétersbourg, on ne se résignait pas à voir l'empire du Matin calme tomber sous la domination de son voisin, devenir un instrument entre ses mains. Le cabinet de Séoul prenant pour la direction de sa politique extérieure le mot d'ordre à Tokio, c'était, Vladivostok et Port-Arthur se trouvant séparés par une grande distance, la flotte russe d'Extrême-Orient divisée en deux tronçons, privée de points d'appui, de rades de

refuge. La possession du détroit de Corée offrait un intérêt stratégique de premier ordre. La Russie ne se souciait pas, en en abandonnant les deux rives au Japon, de laisser enfermer l'escadre de Port-Arthur dans la mer de Chine. C'est dire tout le prix qu'elle attachait à l'obtention de Masampho. Évincée, elle en conçut une sourde irritation ; dès ce moment, elle songea à la lutte. Elle s'y prépara activement ; une note publiée par le gouvernement japonais, le 2 mars 1904, et qui n'a jamais été démentie, contient à cet égard des indications précises (*Le Temps*, 3 mars 1904).

C'est sur la Russie que pèse en définitive, croyons-nous, la responsabilité du conflit. Ce conflit qu'elle jugeait inévitable, elle n'a rien fait pour l'empêcher. De 1896 à 1904, la politique moscovite en Extrême-Orient s'est poursuivie sans ménagements à l'égard d'un adversaire qu'elle savait difficilement réconciliable. Les négociations engagées, ce fut de la part du cabinet de Saint-Pétersbourg un extrême mauvais vouloir dans la recherche d'une solution satisfaisante pour les deux parties, une lenteur inouïe dans l'envoi des instructions, un parti pris irréductible en ce qui concernait la Mandchourie. Nous ne reviendrons pas sur tous ces points. Nous nous bornerons à constater derechef que si la cause de la guerre fut pour le Japon, avec une question primordiale de conservation, des intérêts économiques vitaux à sau-

vegarder, la Russie ne fut poussée à la lutte que par un désir effréné d'expansion dont le but secret était de tenter en Extrême-Orient l'œuvre de colonisation la plus gigantesque qui puisse se dresser en face des Indes anglaises (1).

1. Nous ne saurions cependant adhérer sans restrictions à la déclaration ci-après que nous détachons d'une étude récemment publiée sous la signature de M. Michel Revon : « En fait pour quiconque ne se laisse pas détourner, par des arguties de forme, du fond essentiel d'une question, il est bien évident que dans cette lutte, analogue à celle où l'Angleterre se plaignit d'avoir été assaillie par le Transvaal, la Russie conquérante était le véritable agresseur, la cause active de la guerre et que le lointain Japon menacé par elle, au fond de l'Extrême-Orient, se trouvait en état de légitime défense. Il est manifeste aussi que ce débat, étranger à toute question de race ou de religion, ne comportait aucune haine de la prétendue barbarie jaune, contre la civilisation blanche de la chrétienté. En réalité, pour tout esprit impartial, ce que représentait la Russie, c'était l'autocratie, la corruption administrative, l'ignorance populaire, l'intolérance religieuse et, par un prolongement naturel de cet état intérieur dans le domaine international, l'esprit de conquête, d'exploitation de protectionnisme ; ce que le Japon représentait au contraire, c'était la monarchie constitutionnelle, l'honnêteté dans les fonctions publiques, l'instruction obligatoire, la liberté de penser et, comme conséquences non moins normales de cette civilisation supérieure, l'esprit de justice dans les rapports avec les autres puissances, la bienveillance envers les voisins moins avancés et la liberté commerciale pour tous. Par conséquent ce qu'eût signifié le triomphe russe, c'eût été l'écrasement d'un seul peuple qui là-bas incarne notre propre idéal, l'extinction de cette jeune lumière dont le rayonnement propageait déjà notre influence intellectuelle ; et ce que signifie la victoire du Japon, rendue plus belle encore par la modération dont, après Moukden et Tsoushima, il sut faire preuve à Porsmouth, ce fut, avec le salut d'un noble pays, qui avait assez souffert pour mériter cette revanche, le remplacement d'une politique de conquêtes territoriales par un système d'éducation pacifique, d'un désordre

Dès le début du conflit, le Japon renouvela la tactique de 1894. Le 23 février 1904, M. Hayashi signait avec le ministre coréen des Affaires étrangères un protocole aux termes duquel le gouvernement du mikado s'engageait à maintenir d'une manière définitive l'indépendance et l'intégrité de la Corée ; pour ce faire, il obtenait le droit d'occuper telles places qui pourraient être nécessaires au point de vue stratégique. Le 22 août de la même année, un second arrangement intervenait entre les deux empires : le gouvernement coréen prenait l'engagement d'accepter les services d'un conseiller financier nippon et d'un conseiller diplomatique étranger présenté par le Japon. Cet accord eut pour conséquence de faire passer la plupart des services publics coréens aux mains des Japonais ; c'est parmi leurs ressortissants que furent successivement choisis les titulaires des différents ministères.

La guerre terminée, le Japon fit reconnaître cette situation par la Russie. A cet égard, l'article 2 du traité de Portsmouth est ainsi conçu : « Le gouvernement impérial russe, reconnaissant que le Japon possède en Corée des intérêts prépondérants politiques, militaires et économiques, s'engage à s'abs-

inquiétant par une tranquillité permanente, de frontières jalouses par une porte ouverte, c'est-à-dire un succès pour la civilisation et l'humanité en général. » (Michel Revon, *Questions diplomatiques et coloniales*, 1909, p. 464.)

tenir de toute opposition ou intention au sujet des mesures de bon conseil, de protection ou de contrôle que le gouvernement impérial du Japon peut juger nécessaire de prendre en Corée. »

Assuré de la bienveillance de l'Angleterre qui avait reconnu, dans les traités d'alliance de 1902 et de 1905, les intérêts spéciaux de son cosignataire dans la péninsule coréenne, fort du prestige qu'il tirait de son éclatante victoire sur la Russie, le mikado fit, par l'entremise de son représentant, M. Hayashi, signer à M. Pak Che Soon, ministre coréen des Affaires étrangères, une convention, qui devait constituer la dernière étape, avant l'annexion pure et simple de la mainmise nipponne sur l'empire du Matin calme. Sa durée d'application a été du reste assez réduite : le 29 août 1910, à la suite d'événements que nous aurons l'occasion de mentionner, la Corée a été annexée purement et simplement à l'empire du Soleil-Levant.

SECONDE PARTIE

LA SITUATION JURIDIQUE DE LA CORÉE JUSQU'AU 29 AOUT 1900

CHAPITRE IV

LE PROTECTORAT NIPPO-CORÉEN. — SES TRAITS CARACTÉRISTIQUES

« Le protectorat, a écrit M. Despagne, est le lien contractuel, établi entre deux États, en vertu duquel l'un, tout en n'entendant tenir que de lui-même son existence comme puissance souveraine, cède à l'autre l'exercice de certains de ses droits de souveraineté interne ou d'indépendance extérieure, à la charge par l'autre de le défendre contre les attaques internes ou externes auxquelles il pourrait être en butte et de l'aider dans le développement de ses institutions et la sauvegarde de ses intérêts. » Subordination partielle d'un État à un autre État, avec charge, pour le second, d'accorder au premier une protection générale ou restreinte, tel est donc le caractère intime d'une convention de protectorat.

D'une semblable convention, les causes sont, du

reste, multiples. Tantôt, elles résident dans des préoccupations destinées à sauvegarder l'équilibre international et à empêcher qu'un État, trop faible pour se défendre seul, ne soit absorbé par un État voisin, dont la puissance ainsi accrue constituerait un danger; c'est ainsi qu'aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, la République de Gênes, ballottée entre les nations auxquelles l'Italie septentrionale servait de champ clos, se plaça successivement sous la protection d'Henri VIII, du roi de Naples Robert, de Jean Visconti, archevêque de Milan, de Charles VI, des ducs de Milan, de François I^{er}, enfin de Charles-Quint; qu'au ^{xix}^e siècle, la ville de Cracovie fut érigée, sous l'instigation d'Alexandre I^{er}, en République libre, sous la sauvegarde de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, ce qui ne l'empêcha pas de se voir, en 1846, attribuer à l'Autriche. Tantôt, elles se rencontrent dans un désir de soustraire à un joug insupportable des populations opprimées: l'exemple le plus typique que l'on en puisse citer est celui de la Bulgarie qui, jusqu'en 1908, constitua, aux termes du traité de Berlin, du 13 juillet 1878, une principauté autonome, sous la suzeraineté du sultan. Tantôt enfin, on se trouve en présence d'une tentative de colonisation, d'un essai d'expansion économique; dans cet ordre d'idées, nous mentionnerons, en dehors des accords qui font l'objet de nos développements, le traité du 6 juin 1884, plaçant l'Annam

sous notre hégémonie, ainsi que les traités du Bardo et de La Marsa, relatifs au protectorat français en Tunisie.

Ainsi motivée, la convention apparaîtrait comme l'accomplissement de la mission civilisatrice que Stuart Mill réservait aux peuples vieux et riches, si elle ne servait souvent qu'à dissimuler des velléités d'accaparement de richesses naturelles ou d'instauration d'influence politique. Mais quelles que soient les causes qui amènent l'établissement d'un protectorat, un traité de ce genre comporte, à la charge de chaque partie contractante, des obligations plus ou moins étendues, dont quelques-unes figurent dans tous les cas. Ce sont ces obligations qu'il nous faut mettre en lumière, avant d'en arriver à la partie spéciale de notre étude.

Théoriquement, rien ne s'oppose à ce qu'un pays convienne d'accorder son appui à un autre, sans exiger, en retour que ce dernier lui cède l'exercice ou lui confère le contrôle de ses relations extérieures. Comme, en fait, il n'existe pas d'exemple d'un tel libéralisme, la plupart des auteurs considèrent l'abandon de la souveraineté externe ou indépendance, comme un élément essentiel du protectorat. On tient, de même, pour éléments essentiels de ce contrat de droit international, la renonciation par l'État protégé à son pouvoir juridictionnel sur les nationaux de l'État protecteur, l'engagement pris

par celui-ci de défendre son pupille contre toute agression, la promesse de l'assister dans sa marche vers la civilisation. Quant aux éléments contingents, variables suivant les accords, ils consistent en une cession plus ou moins étendue de la souveraineté interne. C'est dire que de la mise en œuvre de ces clauses naît le résultat suivant : De souverain et d'indépendant qu'il était, le pays protégé passe à l'état de pays mi-souverain, il perd le droit d'entretenir des relations directes avec d'autres nations. Sans le concours de son protecteur, il ne peut, sauf stipulations contraires, rien faire qui soit internationalement valable. Il conserve cependant son existence internationale et une partie de son autonomie, car, s'il en était autrement, il y aurait annexion pure et simple.

On conçoit très bien, au demeurant, qu'un État ne soit guère disposé à accepter la charge d'en protéger un autre contre les attaques auxquelles il pourrait se trouver en butte, s'il ne possède le moyen de les prévenir par l'exercice ou la surveillance de la politique extérieure de ce dernier. Par contre, si, presque toujours, le protecteur substitue son action à celle du protégé pour tout ce qui touche à l'exercice de la souveraineté externe, son attitude, en ce qui concerne l'exercice de la souveraineté interne, s'inspire, généralement, des circonstances, de l'intensité du besoin d'acquiescer une influence directe, de la possi-

bilité de l'exercer, des facilités ou des résistances que rencontrera le nouvel état de choses. Bref, la diversité que l'on relève, à cet égard, dans les conventions, se trouve commandée par les événements qui ont fait naître l'accord, et dont l'infinie variété écarte toute règle absolue.

On ne saurait trop se garder en pareille matière, a-t-on écrit, d'idées *a priori* touchant la possibilité, pour un État protégé, de conserver l'exercice de tel ou tel droit se rattachant à sa souveraineté interne. Nous dirons plus, et que généraux, comme la responsabilité dont ils sont la contre-partie, les pouvoirs de l'État protecteur relativement aux affaires intérieures de son pupille, devront s'étendre à toutes les branches de l'administration du pays soumis au protectorat, car toutes peuvent, le cas échéant, susciter des difficultés ressortissant, quant à leur solution, à la compétence exclusive du protecteur. Est-ce qu'il n'est pas des lois qui atteignent, sans distinction de nationalité, tous ceux qui habitent le territoire? Est-ce que l'obligation de rendre la justice n'incombe pas à tout État, vis-à-vis de ses étrangers comme vis-à-vis de ses nationaux? N'est-il pas nécessaire de disposer d'une police suffisante pour assurer l'ordre public? Et l'exercice du pouvoir exécutif ne risque-t-il pas, à chaque instant, d'occasionner des dommages à des sujets ou à des intérêts? Il suffit, pour s'en convaincre, de songer à deux

actes d'une pratique courante, l'extradition et l'expulsion. Dans l'état actuel des relations entre pays, en présence du courant d'émigration qui emporte sur tous les points du monde des quantités toujours renouvelées de déracinés, il n'est pas une branche de la souveraineté interne, dont le fonctionnement ne risque de soulever des litiges internationaux.

Le représentant délégué par le protecteur auprès de son pupille possédera par suite une vocation générale à se saisir des questions relevant de la suzeraineté de son maître ; rien ne pourra lui échapper de ce qui mettrait en cause des étrangers. Chaque acte de souveraineté rentrera dans la limite de ses attributions par sa face internationale, c'est-à-dire par ce qui le rattache aux obligations du protégé envers les sujets des États tiers. Envisagées à ce point de vue, les fonctions de ce représentant consisteront à amener la puissance à remplir les devoirs que nous venons de mentionner. Armé des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de cette mission, il aura à surveiller l'administration intérieure du pays soumis au protectorat ; il jouira du droit d'être informé de tous les actes auxquels elle donne lieu, entendu sur toute innovation projetée, d'opposer son veto aux agissements du souverain qu'il assiste, s'il les juge incompatibles avec les charges lui incombant. Enfin, au cas d'inaction de celui-ci, il devra

prendre toutes mesures nécessaires. Responsable vis-à-vis des tiers des dommages dont ils pourraient avoir à souffrir du fait de son pupille, le protecteur peut et doit prendre, sur le territoire de ce dernier, les dispositions propres à éviter des réclamations fondées.

D'ailleurs, lorsqu'il est accepté sans arrière-pensée et loyalement observé, le régime du protectorat comporte un allègement progressif pour le pupille. S'il ne tente pas de se soustraire à ses engagements, ce dernier ne connaîtra pas l'appréhension d'être, tôt ou tard, englobé dans l'unité politique de l'État suzerain. Une confiance réciproque naîtra qui, à la longue, conduira à un relâchement de la rigoureuse surveillance du début. Au fur et à mesure qu'au contact d'une civilisation supérieure, croîtra la civilisation de l'État protégé, que grandira sa puissance économique, que les mœurs, les habitudes, la mentalité de ses sujets tendront à une assimilation complète avec celles des sujets de l'état protecteur, un abandon des prérogatives d'antan pourra utilement s'effectuer. Cette évolution pacifique accomplie, il ne subsistera du protectorat qu'une union intime entre deux puissances, parvenues au même degré de civilisation, également capables de remplir, dans la communauté internationale, les obligations qu'impose la loi de l'interdépendance. « Il est évident, a-t-on écrit, que le fonctionnement

régulier et fécond d'un protectorat est lié à la bonne foi et à l'entente des deux parties. Suivant que ces éléments sont présents ou absents dans chaque cas, le protectorat changera, en peu d'années, la misère en richesse, la barbarie en civilisation, on ne manquera pas d'entraîner l'asservissement définitif d'un pays qui, ayant accepté des devoirs, n'a pas trouvé en lui les qualités qu'il aurait dû déployer pour les remplir (1). »

En ce qui touche l'objet de notre étude, la convention du 17 novembre 1905 déclarait que les stipulations qu'elle renfermait resteraient en vigueur jusqu'au moment où il aurait été constaté que la Corée avait reconstitué ses forces nationales. Par cette imprécision voulue, le Japon s'était réservé de demeurer seul juge de l'instant où sa mission civilisatrice se trouvant terminée, l'empire du Matin calme pourrait devenir à nouveau État indépendant. A en croire les derniers renseignements venus d'Extrême-Orient, l'aboutissant de l'entreprise a été toute autre chose qu'un relâchement de la suzeraineté nipponne.

L'État protégé abandonne, avons-nous dit, à l'État protecteur la direction de ses relations extérieures. Ici, la substitution a été complète et absolue ;

1. Pillet, *Des Droits de la puissance protectrice sur l'administration intérieure de l'État protégé*.

la personnalité internationale du protégé a disparu derrière celle du protecteur, et le gouvernement du mikado s'est attribué, dans son intégralité, la direction des relations extérieures de la Corée. Antérieurement à l'accord que nous étudions, il avait été stipulé, dans une convention du 22 août 1904 que le pouvoir impérial coréen engagerait un conseiller diplomatique étranger, recommandé par le cabinet de Tokio et dont les propositions devraient être acceptées. Sous les apparences d'une action diplomatique indépendante, la politique étrangère de la cour de Séoul se trouva, dès ce jour, dirigée par le Japon. Le traité du 17 novembre 1905 fit plus : « Le gouvernement du Japon, par le ministère des Affaires étrangères à Tokio, exercera dorénavant », porte l'article premier, « le contrôle et la direction des relations et affaires extérieures de la Corée. » Pour assurer l'accomplissement de cette tâche, « dans le but, surtout de prendre la direction des affaires ayant trait aux questions diplomatiques » (art. 3), il y aura, à Séoul, un résident général, ayant auprès de l'empereur de Corée le droit d'audience particulière et personnelle.

Une disposition analogue figure dans le traité franco-tunisien, signé au Bardo, le 12 mai 1881 : « Le gouvernement de la République française, dit l'article 5, sera représenté auprès de Son Altesse, le Bey de Tunis, par un ministre résident qui veillera à l'exécution du présent acte et qui sera l'intermédiaire

des rapports du gouvernement français avec les autorités tunisiennes, pour toutes les affaires communes aux deux pays (1). »

C'en fut fait, dès lors pour l'empire du *Matin* calme, de sa liberté d'action au point de vue extérieur ; et, par une conséquence normale, les agents diplomatiques et consulaires de l'empire nippon assumèrent la tâche de protéger les sujets et les intérêts coréens à l'étranger, comme les agents français assument, depuis 1881, partout où ils se trouvent accrédités, celle de défendre les sujets et les intérêts tunisiens.

Pour ce qui est de la conclusion de traités avec des puissances tierces, le Japon suivit également une tactique d'ingérence progressive. L'article 5 du protocole du 23 février 1904 mentionnait l'engagement pris par les deux empires de ne conclure, dans l'avenir, sans un consentement mutuel, aucun traité qui pourrait être contraire aux principes dudit protocole. Cela parut bientôt insuffisant ; l'arrangement signé à Séoul le 22 août suivant fixa une règle nouvelle. Le gouvernement coréen, y lisons-nous, devra consulter au préalable, le gouvernement japonais, s'il veut conclure des traités ou conventions avec des puissances tierces ; il agira de même pour le règlement des questions diplomatiques importantes, telles

1. Dalloz, 1882. 4. 40.

que les demandes de concessions et les contrats à passer avec les étrangers.

La guerre russo-japonaise terminée, dans son désir de ramener le souverain de l'empire du Matin calme au rang d'un simple exécuteur de ses volontés, le mikado alla plus loin. Après lui avoir retiré la faculté de diriger sa politique extérieure au mieux des intérêts de son peuple, il lui dénia le droit de signer avec d'autres nations des accords quels qu'ils soient.

« Le gouvernement de Corée s'engage, dit l'article 2, à ne conclure désormais aucun acte ou arrangement ayant un caractère international, sauf par l'entremise du gouvernement japonais. » Vingt-quatre ans auparavant, la France avait fait preuve de plus de libéralisme vis-à-vis du Bey de Tunis ; le traité du 12 mai 1881 laisse au bey le pouvoir de signer des accords, sous réserve d'en donner préalablement connaissance au gouvernement de la République française et de s'entendre avec lui à leur sujet. Il est vrai que le système inverse se trouve consacré dans le traité franco-annamite du 6 juin 1884 et l'ancien traité franco-malgache du 17 décembre 1885.

Il en alla de la même façon pour la participation à des conférences internationales ou l'accession à des conventions universelles. En 1899, la Corée avait accédé à la convention postale, conclue à Washington le 15 juin 1897. En janvier 1903, elle

en avait fait autant pour la convention de Genève ; elle figure aussi au nombre des États signataires de la convention du 25 décembre 1904, relative aux navires de la Croix-Rouge. Lors de la réunion de la seconde conférence de la paix, en 1907, la Corée ne fut pas admise en raison de l'attitude des délégués japonais à prendre part aux délibérations.

Notons, en passant, que l'empire du Soleil-Levant s'empressa d'user des droits qu'il s'était attribués. Le 22 décembre 1905, le baron Komura signait à Pékin, avec le prince Ching, un accord consacrant l'acceptation par le gouvernement céleste, de tous les transferts et de toutes les concessions consentis au Japon par la Russie, dans le traité de Porthsmouth. Parmi les articles additionnels, nous en rencontrons un, l'article 11, ainsi conçu : « Les gouvernements japonais et chinois s'engagent à ce que, dans tout ce qui se rapporte au commerce de frontière entre la Mandchourie et la Corée, le traitement de la nation la plus favorisée soit accordé réciproquement (1). » Ainsi, c'est en son propre nom que le Japon stipulait que des avantages commerciaux seraient accordés aux ressortissants d'une nation voisine par des fonctionnaires coréens.

Une convention de protectorat met aussi, avons-nous dit, à la charge de l'État protecteur un certain

1. De Martens, *Nouveau Recueil de traités*, 2^e série, t. XXXIV.

nombre d'obligations. Il est de l'essence du protectorat que l'État qui l'exerce défende celui sur lequel il l'a obtenu contre les agressions auxquelles il pourrait se trouver en butte. Mais faut-il distinguer suivant que les attaques viennent du dehors ou qu'il s'agit seulement de troubles intérieurs, de révoltes ? Pour ce qui est des agressions dirigées par des nations étrangères, il n'est pas à notre connaissance un seul traité de protectorat qui n'oblige le protecteur à prendre, en pareil cas, fait et cause pour son pupille. Son intérêt l'y obligera, du reste, le plus souvent ; et trouverait-il plus d'avantage à se désintéresser de la lutte que son traité ne le lierait pas moins. « Prendre l'engagement solennel envers un peuple de le défendre, a écrit M. Despagnet, tenir sa promesse tant que l'on n'a que des profits à en retirer et l'oublier quand la charge devient trop lourde, est incompatible avec les notions élémentaires du droit des gens et avec le premier devoir de l'État qui, suivant un mot célèbre, doit être, avant tout, honnête homme. C'est aussi étrangement édifier les peuples, que l'on entend initier à la civilisation par la voie du protectorat (1). »

Le Japon avait solennellement garanti l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire de Corée, et, pour remplir utilement cette mission, il s'était

1 Despagnet, *Essai sur les protectorats*, p. 263.

fait reconnaître, dans le protocole du 23 février 1904, le droit d'occuper telles places qu'il jugerait nécessaires au point de vue stratégique (1). Une limitation avait cependant été apportée à cette faculté d'occupation par l'article 2 du traité de Portsmouth : l'empire du Soleil-Levant ne saurait dit ce texte prendre, sur la frontière russo-coréenne, aucune mesure militaire de nature à menacer la sécurité des possessions moscovites.

S'agit-il de difficultés intérieures, de guerres civiles, il importe de s'en référer aux textes. La plupart prévoient ces événements et imposent au protecteur de défendre contre eux son pupille. Pour la Tunisie, l'article 3 du traité de 1881 contient l'engagement pris par la France de prêter un constant appui à Son Altesse le Bey de Tunis contre tout danger qui menacerait la personne ou la dynastie de Son Altesse, ou qui compromettrait la sécurité de ses États.

En 1874, notre pays s'était engagé à garantir l'intégrité des États de Sa Majesté le roi d'Annam, comme aussi à le défendre contre les agressions du dehors et les rébellions de l'intérieur. A ce second point de vue, le protocole du 23 février 1904 était fort explicite. Le gouvernement impérial du Japon, disait-il, assurera dans un esprit de solide amitié la tranquillité et le salut de la maison impériale de Corée ; il prendra dans ce but toutes les mesures exigées par

1. Articles 3 et 4. Voir le texte aux documents, annexes.

les circonstances. Si l'on songe que depuis une trentaine d'années l'empire du Matin calme n'a cessé de vivre dans un perpétuel état d'anarchie, de se débattre au milieu de crises, auxquelles les intrigues nipponnes n'ont pas toujours été étrangères, on voit aisément que, sous couleur de faire régner la tranquillité de l'autre côté du détroit, le cabinet de Tokio ne tendait à rien moins qu'à préparer, au jour le jour et au gré des circonstances, l'annexion définitive qu'a consacrée l'accord du 29 août 1910.

Le même protocole contenait une autre clause très suggestive : « Le gouvernement impérial de Corée mettra dans le gouvernement impérial du Japon une confiance absolue et adoptera les conseils de ce dernier concernant l'amélioration de son administration » (art. premier). C'est la clause dite de « la marche vers la civilisation ». Nous la retrouvons dans les engagements pris par le Bey de Tunis (art. premier du traité de La Marsa, du 8 juin 1883) et par le roi de Cambodge (art. premier de la convention du 17 juillet 1884), avec cette nuance que le premier promet de faire aboutir les réformes administratives, judiciaires et financières que le gouvernement français jugera utiles, comme aussi de ne contracter, sans son autorisation, aucun emprunt, tandis que le second, réduit à un rôle effacé, promet de les laisser faire par le protecteur et de les accepter ensuite telles quelles.

On s'est montré assez sceptique à l'endroit de

cette clause ; car, dit-on, elle suppose résolue la question, philosophiquement discutable, de savoir quel est, des deux peuples, celui qui possède la civilisation supérieure ; si, en fait, on la résout toujours en faveur de l'État protecteur, c'est qu'il est le plus fort. L'argument nous paraît assez paradoxal. N'est-il pas évident, les faits acquis devant seuls être pris en considération, que les peuples vivant en dehors de la civilisation européenne ont tout avantage, sinon à copier nos mœurs ou nos institutions, au moins à s'initier, sous le magistère d'un État protecteur à certains de nos progrès moraux, intellectuels, économiques qu'ils sont incapables de réaliser par eux-mêmes. On a prétendu encore que cette clause n'était que le revêtement d'un désir de la nation protectrice de créer des débouchés à l'excédent de sa production industrielle ou au trop plein de sa population. Mais, ceci, personne n'a jamais songé à le nier, de même que personne n'a jamais cru que les arrangements internationaux s'inspirassent d'un esprit chevaleresque et désintéressé. L'essentiel est de savoir s'il est illicite de rendre service à autrui, sans cesser pour cela de travailler pour soi-même. Le bien ne cesse pas d'exister parce qu'il profite à qui l'accomplit. Nous n'aurons garde de prétendre que l'avènement de la domination nipponne fût, pour l'empire du *Matin* calme une source intarissable d'événements heureux. Mais si elle devint pour les émigrants japo-

mais une entreprise des plus profitables, au moins eut-elle pour résultat de permettre aux Coréens de participer aux bienfaits et aux profits d'une expansion commerciale qu'ils n'avaient point connue jusque-là. Le commerce extérieur de la Corée ne s'est-il pas élevé en 1908 à plus de 162 millions, sur lesquels, il est vrai, les Japonais participent dans la proportion d'environ 59 0/0 quant aux importations et 77 0/0 quant aux exportations.

En 1902, la valeur des importations ne se chiffrait que par 13 millions et demi de yens, environ, et celle des exportations par un peu plus de 8 millions de yens. En 1907, ces chiffres avaient monté à 41 millions pour les importations et à 16 millions et demi pour les exportations.

Les termes très élastiques de l'engagement du 23 février 1904 permettaient d'augurer une emprise plus marquée. Le protocole du 22 août de la même année imposa au gouvernement de la péninsule l'assistance d'un conseiller financier nippon et d'un conseiller diplomatique étranger présenté par le Japon ; la convention du 17 novembre 1905 plaça à la cour de Séoul un résident général investi, quant à la direction des affaires intérieures ou extérieures de pouvoirs très étendus, installa dans les ports ouverts des résidents jouissant, sous le contrôle de leur chef, des attributions nécessitées par « la pleine exécution des conditions de l'accord ». Une

convention conclue en 1907, avec le nouveau souverain est venue renforcer les dispositions antérieures. Ses deux premières clauses confient au résident général la haute surveillance sur les affaires administratives et — ce qui est très grave — soumettent à son approbation tous les actes législatifs. Plus loin, il est stipulé que le résident général exercera un contrôle sans limite sur la nomination des hauts fonctionnaires; « seuls, les candidats recommandés par le résident général pourront être nommés fonctionnaires du gouvernement coréen ». N'est-ce pas là un des plus sûrs moyens de s'opposer à toute mesure d'hostilité à l'égard des Japonais ?

Ainsi que l'on examine les rapports du Japon et de la Corée antérieurement à l'accord d'août 1910 au point de vue de l'exercice de la souveraineté externe ou au point de vue de l'exercice de la souveraineté interne, toujours un même phénomène se présente à nos regards : subordination se resserrant chaque jour davantage (nous n'oserions dire au profit de qui) et permettant l'accomplissement d'une tâche dont la dernière étape a été l'incorporation de l'empire du *Matin calme* dans l'unité politique du Japon.

Un protectorat entraîne généralement certains effets au point de vue de l'exercice par le protégé de son pouvoir de juridiction. Les conventions coréo-japonaises étaient muettes sur ce point. C'est une conséquence de l'application en Corée du régime des

capitulations. Nous aurons à revenir, par la suite, sur ce que fut la situation juridique des étrangers dans l'empire du *Matin calme*.

Remarquons, toutefois, dès à présent, que ce dernier État ne pouvait renoncer à sa juridiction civile ou criminelle sur les nationaux de son protecteur, pas plus que sur les ressortissants des autres États avec lesquels il était entré en relations, tous ne relevant alors que de leurs juridictions consulaires. La Tunisie se trouvait, en 1883, dans une situation analogue. Voilà pourquoi le traité du Bardo est muet sur ce point.

Un principe certain de droit est qu'une convention ne peut entraîner d'effets qu'entre les parties contractantes. Les puissances tierces ont-elles, par suite, le devoir de tenir compte de ce contrat de droit international qu'est un protectorat? Nous n'avons pas ici à nous occuper des oppositions fondées sur des intérêts politiques, que des États pourraient mettre en œuvre contre l'établissement même du protectorat. Il demeure, d'autre part, certain qu'une nation peut s'opposer à l'application vis-à-vis d'elle de dispositions allant à l'encontre de droits qu'elle aurait précédemment acquis du pays protégé. Ces deux points établis, la situation nouvelle que se donne ou que subit un État, en signant une convention de protectorat s'impose-t-elle aux membres de la communauté internationale? L'affirmative ne fait pas doute.

Ceux-ci doivent désormais modifier leur politique en tant que de besoin et régler, d'après le nouveau statut du protégé, leurs relations diplomatiques avec lui. L'État, qui, par le fait même de sa souveraineté, peut opposer aux autres tout acte accompli par lui, à la condition que cet acte ne fasse pas litière de droits acquis, se trouve parfaitement en droit d'exiger le respect de cette manifestation de souveraineté qui consiste à l'abdiquer plus ou moins. Il en va de même en ce qui concerne l'État protecteur plaçant, par un acte de souveraineté, un autre État sous sa tutelle.

On l'a compris sans peine et l'article 34 de l'acte de Berlin du 26 février 1885 a posé la règle que tout traité de protectorat devrait être notifié aux puissances. Ces dernières se trouvent, de la sorte, mises à même de tenir compte de l'accord intervenu et de faire valoir, s'il y échet, les droits par elles antérieurement acquis. Ce qui revient à dire, en dernière analyse que si un protectorat notifié leur est opposable, le protecteur doit respecter les traités jadis passés entre son pupille et d'autres nations. Point même ne serait besoin, ici, d'un engagement formel de sa part. Le plus souvent, cependant, pour faire accepter plus aisément aux puissances la situation nouvelle, le protecteur prend soin d'introduire dans la convention une clause spéciale. C'est ainsi que nous lisons dans l'article 4 du traité du Bardo : « Le Gouvernement de la République française se porte

garant de l'exécution des traités actuellement existants entre le gouvernement de la Régence et les diverses puissances européennes»; qu'en ce qui concerne notre étude, nous rencontrons, dans l'article 2 de la convention du 17 novembre 1905, la disposition suivante : « Le gouvernement du Japon s'engage à veiller à la mise à exécution des traités actuellement existant entre la Corée et d'autres puissances. » Ces traités sont nombreux; à ceux que nous avons énumérés dans un précédent chapitre, il convient d'en ajouter deux, postérieurs à la guerre sino-japonaise : le traité coréo-belge du 23 mars 1901 (1) et le traité coréo-danois du 15 juillet 1902 (2).

Bien que la seconde clause fût moins formelle que la première, l'empire nippon n'en demeura pas moins lié vis-à-vis des pays cosignataires de conventions avec l'empire du Matin calme, et ce pour toutes les clauses que contiennent celles-ci. C'est, du reste, chose très naturelle. Dès l'instant où le protecteur représente diplomatiquement le protégé, qu'il négocie et traite pour lui, c'est au protecteur que les puissances auront affaire pour tout ce qui a trait à l'observation des traités autrefois conclus avec le protégé et demeurés en vigueur. Comme, par ailleurs, le protectorat d'où naît cette situation, bien

1. Descamps et Renault, *Recueil international des traités du xx^e siècle*, 1901, p. 10.

2. Descamps et Renault, *op. cit.*, 1902, p. 513.

que *res inter alios acta*, est l'expression de la souveraineté des deux États, il est évident que si les tiers devront passer par l'intermédiaire du protecteur pour l'exercice de leurs relations avec le protégé, le protecteur ne pourra, de son côté, bien que dirigeant les relations extérieures de son pupille, aller à l'encontre de droits antérieurement acquis. Mais s'il ne peut éluder les engagements pris par le protégé qu'il représente, il lui appartiendra d'user de tous les droits que s'était réservés son cocontractant, en vue de s'affranchir d'obligations gênantes ; notamment, la faculté de dénonciation, lorsqu'elle appartenait au protégé, passera au protecteur dans des conditions analogues, avec cette particularité qu'ayant la direction des relations diplomatiques de son pupille, le protecteur décidera spontanément, en vertu de la délégation par lui reçue, et, le plus souvent, en s'inspirant de ses intérêts particuliers, s'il y a lieu d'arrêter le cours des conventions conclues. Sur ce terrain, le Japon ne cessa d'être tenu d'assurer la mise à exécution des traités de commerce ou d'établissement passés par la Corée avec des États étrangers. Ces restrictions à sa souveraineté interne que l'empire du *Matin calme* avait consenties en faveur des résidents étrangers, s'imposaient au protecteur, comme elles s'imposaient au protégé. L'action du Japon en Corée en souffrit certainement ; mais il n'aurait pu, sans les derniers événements,

supprimer de sa propre autorité les immunités juridiction dont jouissaient les étrangers ; il lui aurait fallu en négocier l'abrogation avec leurs pays d'origine. En Tunisie, la France se trouva dans une situation identique tenant à l'existence de capitulations entre la Régence et plusieurs puissances européennes. Respectueux des droits acquis, le gouvernement de la République en négocia l'abrogation avec les patries des bénéficiaires. Tour à tour, dès l'année 1883, ont cessé d'exister, sur le territoire tunisien, les tribunaux consulaires de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de l'Espagne, de la Grande-Bretagne, de la Grèce, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie, de la Suède et Norvège. L'empire nippon aurait pu user du même procédé, car c'est le seul correct, et rien ne saurait justifier le coup de force dont l'Angleterre se rendit coupable, en supprimant à l'île de Chypre, par une ordonnance du 17 janvier 1879, les capitulations restées en vigueur, sans obtenir le consentement des États intéressés. Il est vrai, nous avons déjà eu l'occasion de mentionner cela, que si les conventions du protégé lient le protecteur, celui-ci peut, à son tour, en invoquer les clauses pour dénoncer ces traités ou les modifier, ainsi qu'il eût été loisible au protégé de le faire, s'il avait conservé sa souveraineté. En vertu de ce principe, le gouvernement de Tokio aurait été en droit de se prévaloir, vis-à-vis du

Danemark, des dispositions de l'article 11 de la convention du 15 juillet 1902, ainsi conçues : « Dix ans après l'entrée en vigueur du présent traité, chacune des hautes parties contractantes pourra, à charge de prévenir l'autre un an à l'avance, demander une revision du traité ou des clauses y annexées, en vue d'y introduire, d'un commun accord, telles modifications dont l'expérience aurait démontré l'utilité. Dans ce cas où la Corée modifierait ses traités avec le consentement de toutes les puissances, avec lesquelles elle est en relations officielles, le Danemark devra également y consentir, même avant l'expiration du présent traité. » La même latitude lui était laissée, vis-à-vis de la Belgique, par l'article 10 du traité du 23 mars 1901.

A l'encontre des États qui avaient, à la fin du xix^e siècle, conclu des arrangements avec l'empire du Matin calme, le Japon aurait eu aussi la possibilité de se prévaloir, pour obtenir la disparition du privilège de juridiction appartenant à leurs nationaux, d'une disposition reproduite par la plupart des conventions et que renferme une déclaration annexée au traité franco-coréen du 4 juin 1886 : « Le droit de juridiction reconnu par l'article 3 du traité, aux consuls français sur leurs nationaux, en Corée, sera abandonné quand, dans l'opinion du gouvernement français, les lois et la procédure coréennes auront été modifiées et réformées de telle sorte qu'il n'y ait

plus d'objections à placer les Français sous la juridiction territoriale et quand la magistrature coréenne présentera au point de vue de l'indépendance et des connaissances juridiques les mêmes garanties que les magistrats français. » Il ne paraît pas que dès le début du protectorat, le Japon se soit beaucoup préoccupé de cette tâche. Un discours du Trône, prononcé le 29 décembre 1907, à la séance d'ouverture de la diète nipponne, nous révèle qu'on était surtout préoccupé alors à Tokio d'une exploitation méthodique de la Corée. Une compagnie de colonisation orientale se trouve, y déclare-t-on, en voie de formation. Présidée par l'ancien ministre, comte Katsura, elle s'emploiera à mettre en valeur le domaine coréen, en vue de fournir à la main-d'œuvre japonaise un important débouché, comme aussi en vue d'y fortifier, jusqu'à la rendre inexpugnable, la situation de l'empire du Soleil-Levant. Quelques mois avant, le gouvernement du mikado avait songé à réorganiser la circulation monétaire. Une grande quantité de pièces de nickel usagées avaient été retirées de la circulation.

En avril 1906, avaient été publiés des règlements relatifs aux attributions de banques nouvellement créées. Mais il a fallu attendre jusqu'au 27 décembre 1907 pour voir apparaître une loi destinée à améliorer l'administration judiciaire coréenne, loi qu'est venu compléter une convention du

12 juillet 1909 (1). « Jusqu'à ce que le système judiciaire et pénitentiaire en Corée ait été reconnu complet, dit l'article premier, le gouvernement de la Corée délègue au gouvernement du Japon l'administration judiciaire et pénitentiaire. » Les nouveaux fonctionnaires devaient être choisis par le cabinet de Tokio, parmi les sujets nippons et coréens présentant les garanties nécessaires. La justice en aurait-elle été mieux rendue ? Aurions-nous vu, à la faveur de cette innovation, les puissances européennes renoncer pour leurs nationaux résidant en Corée, au bénéfice de l'immunité de juridiction ? Il y aurait eu, certes, à cette mesure une explication : dès 1894, la Russie, l'Allemagne et l'Angleterre ont signé avec l'empire du Soleil-Levant des conventions lui abandonnant, sur son territoire, la pleine juridiction sur les sujets des nations chrétiennes. La France s'est arrêtée au même parti, en 1896 (accord Hanotaux). Le traité d'annexion du 29 août 1910 a rendu cette dernière question sans intérêt (2).

1. Voir le texte de cette convention aux documents, annexes.

2. Quelques jours avant le libre échange (?) des signatures, dans le but d'éviter la responsabilité de cette nouvelle carte forcée, le chef de l'empire du Matin calme avait abdiqué. Cet acte ne fut pas sans soulever de nombreux commentaires ; dont le correspondant du *Times* à Tokio se fit l'écho dans les termes suivants : « Le vieil empereur a cessé de régner et il est, en fait, un prisonnier d'État, tandis que la convention, que son fils, qui n'hérite guère que du titre impérial, a sanctionnée, rend la suprématie du Japon à Séoul absolue et permanente. Il y a sans doute une distinction de forme entre le contrôle que le Japon exercera

Quoi qu'il en soit, les visées nipponnes sur la péninsule coréenne n'allèrent pas, surtout à partir de 1907, sans soulever des incidents violents, dont le plus récent est l'assassinat du prince Ito, tué à Kharbine, le 25 octobre 1909, par un sujet coréen. Chargé, en 1906, des fonctions de résident général à la cour de Séoul, il n'avait pas réussi à désarmer les haines locales, bien que ses désirs de justice et de pacification n'eussent pas manqué de frapper tous ceux qui l'approchaient (1). Avant sa venue, l'administration intérieure de la Corée à laquelle présidait le baron Hayashi avait prêté à de nombreuses critiques. Les coolies, rebut de la population nipponne, avaient débarqué nombreux sur le sol de la péninsule. Ils n'avaient pas tardé à s'y rendre coupables d'infractions multiples. Les magistrats coréens n'osaient le

à l'avenir sur la Corée et l'annexion ; mais, sauf pour des diplomates conversant entre eux, la différence peut sembler si faible qu'elle est absolument négligeable. Aux termes de la convention, le Japon prend toute la substance du pouvoir en ce qui concerne le domaine exécutif, législatif et judiciaire de l'État coréen. La direction des affaires extérieures était déjà dans ses mains. Rien dans le domaine du gouvernement n'est laissé à la Corée, si ce n'est, en apparence, pour l'empereur le droit de signer des rescrits, droit que, nous pouvons l'imaginer, il exercera avec circonspection, à moins d'avoir l'assentiment préalable du résident général japonais (*). » Cette convention souleva des émeutes à l'intérieur de Séoul. Une bataille eut lieu dans les rues le 1^{er} août. Comme toujours, les agitateurs furent mis à la raison et une partie de l'armée coréenne fut licenciée.

(*) *Times*, 29 juillet 1909.

1. Voir à ce sujet Mack Kenzie. *Japanese in Korea. Contemporary review*. Janvier 1908.

plus souvent pas intervenir et les Résidents nippons n'avaient ni le temps, ni le désir d'agir efficacement. Le plaignant indigène qui tentait d'atteindre un Japonais se heurtait à des difficultés inouïes. Ce fut bientôt un lieu commun qu'un Coréen ne pouvait obtenir justice en face d'un Nippon. L'arrivée du prince Ito mit un terme à ces errements : la gendarmerie fut réorganisée. Un grand nombre de Japonais sans aveu se virent l'objet de décrets d'expulsion ; les réclamations des anciens propriétaires dépouillés de leurs domaines, sous prétexte de nécessités militaires, furent prises en considération ; le cours de la justice s'améliora. Cependant, les habitants de la péninsule ne cessaient d'imputer à charge au résident général les brutalités dont se rendaient parfois coupables les agents subalternes. Or la mise à exécution du plan de réformes préconisées par le prince Ito se trouvait souvent paralysée par les difficultés qu'il éprouvait à faire venir de son pays un nombre suffisant d'administrateurs éclairés. Le patriotisme des Coréens s'obstinait d'autre part, à ne voir en lui que le représentant d'un vainqueur exécré. Le désir d'une revanche ne tarda pas à amener un meurtre, dont, par ricochet, l'atrocité inexcusable ne fut certainement pas sans précipiter l'accomplissement du dessein, auquel, après l'éviction de la Russie, n'avait cessé de songer le gouvernement de Tokio, l'annexion de l'empire du Matin calme.

CHAPITRE V

LA CORÉE ET LE RÉGIME DES CAPITULATIONS

On a donné le nom de capitulations à des traités consentis à diverses époques, par la Sublime-Porte ottomane, aux sujets des puissances chrétiennes résidant temporairement ou d'une façon permanente sur les territoires soumis à sa domination. Ces traités qui ont créé, dans le droit public, une exception aux principes sur lesquels il repose, avaient pour but de garantir aux Européens, entre autres privilèges, le droit d'échapper, dans une mesure déterminée à l'action des autorités locales et de relever corrélativement de leurs autorités nationales représentées par les agents diplomatiques ou consulaires. Ils réalisèrent alors une concession des plus importantes. Car, de droit commun, dans les pays de chrétienté, les étrangers demeurent soumis, dans la plupart des cas, aux lois et aux autorités du territoire où ils résident. Il y a là une conséquence naturelle de la souveraineté territoriale ; c'est, en effet, aujourd'hui,

pour tous les peuples civilisés, un principe incontesté que, sur le sol d'un État, le gouvernement de cet État possède seul le droit de commander, de juger, d'administrer.

Faut-il admettre que ce principe de l'autorité territoriale est un principe absolu, qu'un État est toujours le maître d'appliquer aux étrangers toutes ses lois, toutes ses volontés ? Nous ne le pensons pas. Certes, si l'on envisage l'exercice de la souveraineté d'un État, au point de vue de sa répercussion sur ces sujets, sur le régime des biens situés sur son sol, on peut dire que l'État est maître absolu, que ses volontés ne sauraient connaître d'obstacles. Mais dans le domaine des relations internationales, la souveraineté locale ne saurait manquer de se heurter à une souveraineté personnelle, lien de droit public qui unit le souverain à son sujet et suit ce dernier en tout lieu, aussi longtemps qu'il conserve sa qualité première. Dès l'instant où un État consent à recevoir un étranger, en lui reconnaissant cette qualité, il admet, sans équivoque, sur son territoire, la souveraineté de la collectivité étrangère à laquelle cet homme appartient. C'est pour cela que les questions qui se rattachent au statut des étrangers, à l'intérieur de chaque pays, sont, avant tout, des questions de droit international.

On a soutenu que les nombreuses capitulations échelonnées entre l'accord que signa, en 1528,

Soliman II avec François I^{er} et le traité de commerce intervenu, en 1563, entre Napoléon III et la Sublime-Porte, n'étaient que la consécration de certaines aspirations morales, ou la résultante de phénomènes d'ordre économique, ou enfin, le juste prix de services rendus. Aucune de ces assertions ne nous semble contenir la vérité. Pour apercevoir les causes des capitulations, il faut faire, suivant nous, abstraction de la conception moderne du rôle et des droits de l'État. L'État maître sur son territoire, sous les réserves que nous avons indiquées, édictant un ordre public qui s'impose à tous, nationaux ou étrangers, quelles que soient leurs croyances religieuses, voilà la conception moderne. Mais cette conception n'a pas été celle de tous les temps. Elle ne s'est dégagée que progressivement. L'évolution a commencé du jour où l'idée juridique s'est dégagée de l'idée religieuse, du jour où a germé l'idée d'un droit commun des peuples, fondé non plus sur des dogmes, mais sur un fond généralement accepté de principes moraux. Aussi longtemps que droit et religion ne font qu'un, l'État reste inconscient de ses droits et la raison en est aisée à comprendre. Le rôle de l'État, nous le cantonnons dans les limites d'un territoire. Nous ne le concevons qu'à l'intérieur d'une ligne de frontières. Or, la loi religieuse est nécessairement personnelle. Elle s'applique aux croyants et aux croyants seuls; elle ne régit, ne protège, ne punit

qu'eux. Tous les rapports relevant des dispositions de la loi religieuse, le droit devient une faveur divine dont ne peuvent bénéficier que les initiés. La plupart des peuples ont eu, pendant une période plus ou moins longue, cette conception du droit. Quelle est alors la situation de l'étranger ? Au début elle fut des plus simples. L'étranger reste en dehors du droit. La loi ne le reconnaît, ni le protège. Il est l'ennemi et, à l'occasion, on lui applique l'axiome : *Adversus hostem, æterna auctoritas*. Bientôt cependant, les nécessités sociales contraignent à se départir vis-à-vis de lui des mesures rigoureuses d'antan. On ne lui interdit plus l'accès de la vie commune. Il peut devenir propriétaire, créancier, débiteur : des droits lui sont reconnus. Participant désormais à la vie juridique, il devra toutefois être soumis à une loi. Mais laquelle ? Ce ne peut être celle du peuple qui l'accueille, puisqu'il ne prend pas part à son culte. D'autre part, on ne peut créer une loi exprès pour lui, puisque l'on ne conçoit pas de règles en dehors de la réglementation religieuse. On se trouve dès lors conduit par la force même des choses à lui appliquer sa propre loi.

L'histoire du droit romain nous offre un intéressant exemple de cette évolution. Le vieux droit romain était exclusivement religieux : toutes les manifestations de l'activité humaine, passation des contrats, exercice des actions en justice, transfert

de la propriété, s'incarnaient en des solennelles formes rituelles, que les pontifes conservaient avec un soin jaloux. Aussi formait-il un ensemble de dispositions applicables aux seuls citoyens, le *jus Quiritium*. L'étranger, le barbare, se trouvait par là même inapte à réclamer le bénéfice de tout ou partie de celles-ci ; pour lui, nulle possibilité d'acquérir le *dominium*, de prendre part à une *mancipatio*, de prononcer la formule de la *sponsio*. Quand les événements obligent le citoyen romain à faire participer l'étranger à quelque acte de la vie juridique, quand celui-ci cesse d'être ennemi pour devenir pérégrin, va-t-on lui permettre de se prévaloir des règles du droit romain ? Non, il reste sous l'application du *jus gentium*. Mais, ce *jus gentium*, c'est la loi particulière du pérégrin, c'est la loi étrangère.

De même lorsque furent conclues les premières capitulations, le droit de l'empire ottoman était le droit musulman, droit religieux inclus dans le Koran. Or, l'étranger, le non-musulman, est en dehors de la communauté cultuelle et la loi religieuse qui est en même temps la loi civile ne peut ni ne veut le protéger. Le droit étant un bienfait qui prend sa source dans le dogme n'est-il pas juste que les croyants seuls y participent. Au jour où les intérêts du commerce, combinés avec les exigences de la politique imposèrent la réglementation du statut légal de l'étranger, celle-ci se fit sans difficultés. La loi locale ne saurait

être appliquée à l'étranger, elle ne saurait davantage le couvrir ou le juger ; il faut donc, qu'il soit couvert et jugé par sa propre loi. Les capitulations nous apparaissent ainsi, dans le domaine des faits internationaux, comme la première expression positive du système de la personnalité des lois, garantissant aux étrangers, avec la liberté d'établissement, la liberté de commercer et la liberté religieuse, une soumission absolue à leur loi nationale. « S'il arrive quelque contestation entre les Français, dit l'article 26 de la capitulation de 1740, les ambassadeurs et les consuls en prendront connaissance et en délibéreront, selon leurs us et coutumes, sans que personne puisse s'y opposer. » Et quand nous parlons de l'immunité de juridiction, il faut entendre ce mot dans un sens très extensif et comme désignant le pouvoir de faire la loi, aussi bien que celui de l'appliquer.

Ce serait cependant une grave erreur de croire que le principe de la personnalité des lois ait jamais suffi à résoudre toutes les difficultés auxquelles peut donner naissance la présence de l'étranger dans un pays de capitulations. Il est une catégorie de rapports que ce principe est impuissant à régler : ce sont les rapports mixtes, c'est-à-dire les rapports entre étrangers et indigènes. En ce qui concerne leur règlement, il est nécessairement en défaut, puisque, d'une part, il exigerait l'application simultanée de la loi étrangère et de la loi locale et que,

d'autre part, cette application simultanée de deux législations, qui peuvent se trouver en contradiction, est juridiquement impossible. Comment ce rapport doit être réglé, c'est par ailleurs un point sur lequel nous ne saurions nous étendre. Nous laisserons donc de côté la question de savoir quelles sont, en pareil cas, la juridiction compétente et la loi applicable. Nous agirons de la même façon en ce qui concerne le règlement, à ce double point de vue, des contestations entre étrangers de nationalité différente, pour nous appliquer à dégager, d'après les principales conventions en vigueur jusqu'à ces derniers temps, ce qui eut trait au règlement des différends s'élevant en Corée entre résidents de même nationalité et à l'immunité de juridiction dont ils jouissent.

Un principe incontesté du droit international est que tout État possède le droit d'envoyer des agents diplomatiques ou consulaires sur le territoire des États avec lesquels il se trouve en relations, en vue d'y assurer la protection de ses sujets. Nous avons vu que c'est seulement à partir de 1876 que les puissances accréditèrent des représentants à Séoul et dans les ports ouverts, étant entendu que ceux-ci jouiraient à l'égard de leurs nationaux des attributions reconnues aux consuls dans les pays de capitulations.

Ces attributions sont des plus étendues. En matière extra-judiciaire, nos consuls remplissent les fonctions

d'officiers de l'état civil, tandis que leurs chanceliers exercent celles de notaires. A eux incombe la mission de maintenir le bon ordre parmi leurs nationaux, de faire des règlements de police obligatoires pour ceux-ci (1). L'article 82 de l'édit de 1778 leur octroie également la faculté de renvoyer dans son pays d'origine tout Français qui, par sa mauvaise conduite, pourrait devenir nuisible au bien général (il est vrai que le législateur allemand a refusé d'une manière absolue à ses agents le droit d'expulsion). Enfin, en matière civile, comme en matière pénale, les consuls français jouissent en Orient, à l'égard de leurs résidents, d'attributions juridictionnelles. Etablies, pour les Échelles du Levant, par l'édit de juin 1778, les lois du 23 mai 1836, 8 juillet 1852, 28 avril 1869, elles ont été étendues à la Corée par un décret du 16 décembre 1889 (2). Nous les étudierons en les rapprochant de deux autres systèmes avec lesquels elles accusent des divergences assez marquées, le système anglais du *Foreign jurisdiction act* de 1890, complété par un certain nombre d'*orders in council* et le système américain découlant de la loi du 30 avril 1906.

« Nos consuls, dit l'article 6 de l'édit de 1778, se font assister, pour toutes sentences définitives, en

1. L'inobservation de ces règlements comporte, comme sanction, un emprisonnement de cinq jours au plus et une amende qui ne saurait excéder 15 francs ou l'une de ces deux peines seulement (Loi du 28 mai 1836, art. 75).

2. Sirey, *Lois annotées*, 1891, 1895, p. 84.

matière civile, de deux de nos sujets choisis parmi les plus notables qui se trouveront dans les consulats et auxquels nous attribuons voix délibérative ; à l'effet de quoi, lesdits notables, prêteront au préalable, devant les consuls, le serment en tel cas requis, sans néanmoins qu'il soit nécessaire de réitérer le serment une fois prêté, lorsque les mêmes notables continueront à être adjoints aux consuls, pour rendre la justice. » S'il n'est pas possible de procéder à cette adjonction de deux notables, le consul statuera seul, mais mention de ce fait devra figurer dans la sentence.

Au point de vue de la compétence, l'article 2 de la loi du 8 juillet 1852, dont le décret du 16 décembre 1889, a, comme nous venons de le rappeler, étendu l'application au règlement des contestations civiles et commerciales s'élevant en Corée, entre Français, avait établi des règles précises. Les tribunaux consulaires jugeaient en dernier ressort, en plus des instances au cours desquelles les parties litigantes avaient déclaré vouloir être jugées définitivement, toutes les demandes personnelles ou mobilières dont le principal n'excédait pas 3.000 francs, ainsi que les demandes reconventionnelles ou en compensation, lors même que jointes à la demande principale, elles auraient excédé 3.000 francs. Quant à l'appel dirigé contre les jugements rendus en premier ressort, il devait, aux termes du décret du 8 août 1898, qui a réorga-

nisé l'exercice de la justice dans les possessions françaises d'Extrême-Orient, être porté devant l'une des deux Chambres de la Cour d'appel siégeant à Saïgon. Pour ce qui était de la compétence *ratione personarum*, on devait, de toute évidence, s'en tenir à la lettre des dispositions que renferment les articles 59 et 420 de notre Code de procédure ; il convenait notamment de décider que les juridictions consulaires ne sauraient connaître, même entre nationaux, des actions réelles ou personnelles immobilières ; qu'elles pouvaient, par contre, statuer sur les contestations auxquelles donnent lieu les opérations faites à l'intérieur d'une de leurs circonscriptions par une société commerciale qui a son siège social dans la métropole.

On peut aussi se demander quelles étaient les règles de procédure à suivre devant un tribunal consulaire français. Le préambule de l'édit de 1778 porte, en la matière, les déclarations suivantes : « Nous avons reconnu que d'après les ordonnances rendues jusqu'à ce jour, les affaires doivent être instruites devant nos consuls par les voies les plus simples et les plus sommaires. Voulant ne rien laisser à désirer sur une matière aussi intéressante pour le commerce maritime, nous avons jugé qu'il était à propos d'établir sur la juridiction qu'exercent nos consuls en pays étranger et sur les procédures qu'ils instruisent des règles faciles à observer et d'après lesquelles ils rendront la justice dans les différents consulats

d'une manière uniforme et avec toute la célérité requise. » Par malheur, l'édit de 1778 est incomplet sur bien des points ; on n'y relève aucune disposition relative à l'inscription de faux, au serment, à la police des audiences. Comment suppléer au silence de la loi consulaire ? La plupart des auteurs proposent de recourir en pareil cas au droit commun de la métropole. Plusieurs législateurs ont mentionné ce renvoi : c'est ainsi que la loi consulaire allemande renvoie expressément au *Civilprozessordnung* de 1877 ou à *Konkursordnung*.

Cette opinion nous paraît cependant trop générale pour être satisfaisante. Nous donnons la préférence à un système exposé dans un ouvrage récent. Le Code de procédure civile, déclare M. Pélissié du Rauzas (1), peut voir ses dispositions groupées sous trois chefs principaux, suivant qu'elles ont trait à la procédure normale dégagée d'incidents, ou à la procédure des incidents, ou à la sanction des règles de procédure. D'autre part, il ne contient pas toutes les règles de procédure ; dans un certain nombre d'hypothèses, en matière de divorce par exemple, le législateur a jugé nécessaire d'organiser une procédure spéciale, qu'il a incorporée dans le Code civil (art. 234 à 252 inclus). La question est de savoir

1. Pélissié du Rauzas, *Le régime des capitulations dans l'empire ottoman*, t. II.

dans quelle mesure, ces divers groupes de règles furent applicables devant les juridictions consulaires françaises en Corée. Les prescriptions relatives à la procédure normale et dégagée d'incidents y furent certainement inapplicables. En la matière, l'édit de 1778 se suffisait à lui-même.

Les prescriptions relatives à la procédure des incidents furent, au contraire, en partie applicables. L'édit ne prévoit qu'un nombre restreint d'incidents : l'interrogatoire sur faits et articles, les visites sur les lieux, les expertises et les enquêtes. Il est muet sur les exceptions, les demandes en intervention, le désistement, le serment, l'inscription de faux. Force fut donc sur tous ces points de recourir au Code de procédure civile. L'emprunt était légitime, parce que nécessaire.

Les prescriptions du quatrième groupe furent applicables dans leur intégrité. Constituant autant de dérogations au droit commun, elles s'expliquent par des motifs tirés de la nature même du litige et de la gravité des intérêts qu'il met en jeu. C'est en considération du litige qu'est réglée la procédure. En matière de divorce, par exemple, les juridictions consulaires étaient tenues de se conformer aux dispositions édictées par les lois du 27 juillet 1884 et du 18 avril 1886.

Restent les prescriptions relatives à la sanction, des règles de procédure. Il convient ici de remarquer

que cette sanction, c'est-à-dire, suivant les cas, la nullité, l'amende ou la déchéance, a paru au législateur français à ce point essentielle qu'il a édicté un texte spécial, l'article 1029 du Code de procédure pour en commander l'application rigoureuse ; et, d'autre part, il résulte du préambule de l'édit de 1778 que c'est dans le but d'écarter les formalités prescrites dans la métropole que l'édit a été rendu : Faut-il en déduire que, seules, les déchéances, ou amendes prononcées par l'édit pouvaient être encourues ? Le texte est muet sur un trop grand nombre de points pour qu'une telle conclusion soit admissible. Ainsi, il n'enferme dans aucun délai la faculté d'interjeter appel. Sommes-nous fondés à en conclure que les délais d'appel étaient illimités. Évidemment non. Nous admettons donc, en ce qui concerne ces déchéances, l'applicabilité des dispositions du Code de procédure civile.

Pour ce qui est des nullités, le principe de la solution apparaît plus malaisé à dégager ; car, s'il est vrai, que force était d'emprunter au Code de procédure, un certain nombre de ses règles, il n'est pas moins exact que pour rester fidèle à l'esprit de l'édit, il était nécessaire de chercher à restreindre le plus possible la liste des nullités de procédure. Notons, en passant, que notre question a été expressément solutionnée par le législateur italien : « Aucune nullité pour vice de forme, dit l'article 197 de la loi

du 28 janvier 1866, ne sera admise, à moins qu'il n'y ait incertitude absolue sur les personnes, sur l'objet des demandes, sur le lieu et sur le délai pour comparaître, ou qu'elle ne porte sur l'essence de l'acte. » Bien qu'aucun texte analogue n'existât pour nous, les Cours d'appel saisies de recours contre des décisions rendues par des juridictions consulaires siégeant dans les Échelles du Levant (et nous avons vu que la plupart des dispositions applicables ici ont été étendues aux juridictions consulaires françaises en Corée) avaient abouti à un système très voisin du système italien. Elles mentionnent, tout d'abord, qu'aucune disposition législative n'ayant prescrit l'observance, devant les tribunaux consulaires, des règles renfermées dans le Code de procédure, ces règles ne sauraient y être obligatoires à peine de nullité. Ce principe, disaient-elles, n'a cependant pas une portée telle qu'un acte de procédure doive être déclaré valable en toute hypothèse. La nullité peut en être prononcée dans tous les cas, mais dans ceux-ci seulement où il ne contient pas toutes les énonciations substantielles ; et sont considérées comme substantielles, les énonciations qui ont pour but de déterminer les parties en cause, l'objet de la demande, le lieu et le délai pour comparaître.

Nous ne croyons pas utile de faire rentrer dans le cadre de cette étude un commentaire des articles de l'édit visant la marche d'un procès civil dégagé d'inci-

dents ou la procédure des incidents qu'il prévoit (interrogatoire sur faits et articles, visites sur les lieux, enquêtes, expertises), ou les voies de recours contre les sentences. Nous nous bornons sur ce point à renvoyer à notre texte.

Reste à examiner la question suivante : d'après quelle loi, nos tribunaux consulaires de Corée devaient-ils trancher les contestations portées devant eux ? Il semblerait qu'ici la réponse fût celle-ci : la loi normalement applicable aux différends entre Français n'est autre que leur loi nationale. Mais celle-ci était-elle applicable en toute hypothèse ? « Les lois de l'État seront appliquées par les consuls ou par les tribunaux consulaires, dit l'article 166 de la loi consulaire italienne précitée, dans tous les cas où il n'en sera pas autrement décidé par les traités, les usages ou la présente loi. » Un texte semblable figure dans la loi consulaire anglaise ; car, si l'article 6 de l'*Order in Council* de 1873 fait un devoir aux juridictions consulaires de maintenir aux contestations entre sujets britanniques l'application du *commun law*, voici ce que nous lisons dans l'article 7 : « les juridictions consulaires britanniques appliqueront aussi les coutumes raisonnables existant dans les possessions ottomanes, à la condition qu'elles ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent ordre. » Même remarque en ce qui touche la loi consulaire allemande de 1879, dont

l'article 3 stipule que les tribunaux consulaires germaniques seront tenus d'appliquer, en matière civile, les lois de l'empire, et, au moins, jusqu'à la promulgation d'un Code civil général, le droit coutumier prussien, mais que, en matière commerciale, les usages reçus dans la circonscription consulaire devront être observés.

Nous chercherions, vainement dans l'édit de 1778, quelque chose d'analogue. En revanche, une jurisprudence s'était formée en France, dans le sens des dispositions que nous venons de rappeler. Cette jurisprudence avait décidé, pour mentionner les espèces les plus intéressantes, qu'il faut écarter la loi française et se référer aux coutumes généralement suivies en Orient, pour apprécier, quant à la forme, la validité d'un contrat de mariage passé en la forme sous-seing privé par un Français dans les Échelles du Levant (1), pour résoudre la question de savoir si une stipulation d'intérêt à 12 o/o devait sortir son plein et entier effet (2). Est-ce à dire qu'en cas de conflit entre la loi nationale des parties en cause, des Français dans notre hypothèse et la coutume, nos juridictions consulaires auraient dû toujours et sans distinction donner la préférence aux usages reçus en Corée ? Voici, en premier lieu, deux

1. Cass. Req., 18 avril 1865. D. P. 1865. 1. 342.

2. Cass. Req., 10 juin 1857.

solutions qui ne nous paraissent pas contestables : chaque fois que se pose devant une juridiction consulaire une question d'appréciation de la validité d'un acte quant à sa forme, cette appréciation doit se fonder sur la coutume ou les usages reçus ; l'acte doit, en conséquence, être déclaré entièrement valable, si à une observation des conditions de fonds requises par la loi nationale des parties, se trouve jointe une observation des formes exigées ou autorisées par la coutume ou les usages. De même, lorsqu'il s'agira d'interpréter une convention ou d'en déterminer les effets. La règle *locus regit actum*, comme aussi le principe de l'autonomie de la volonté, ne sauraient ici, quant à leur applicabilité, soulever des difficultés.

Est-il permis d'aller plus loin ? En d'autres termes, nos juridictions consulaires en Corée auraient-elles pu maintenir l'application de la coutume, si cette dernière était allée à l'encontre d'une disposition considérée comme d'ordre public par le législateur français ? Pour des cas de ce genre, qui s'étaient présentés dans les Échelles du Levant, notre jurisprudence avait tenté d'éluder la question. Si, en effet, nous faisons abstraction d'un jugement rendu le 3 juin 1890 par le tribunal consulaire de Smyrne, jugement dont nous extrayons ce passage : « Attendu que les lois actuellement en vigueur subordonnent l'existence civile des congrégations religieuses à

l'approbation de leurs statuts et à une autorisation qu'elles sont tenues d'obtenir des pouvoirs, soit législatif, soit exécutif suivant qu'il s'agit d'une communauté d'hommes ou de femmes (décret du 29 mars 1880, art. 1 et 3); mais attendu que les intérêts dont s'est préoccupé le législateur dans le règlement de cette question sont d'ordre public et du domaine de la politique intérieure; qu'en raison de son caractère spécial et d'exception, ce régime doit, à défaut de stipulations contraires nettement exprimées, être considéré comme applicable exclusivement aux associations religieuses établies ou qui désireraient s'établir en France...; qu'en Turquie, grâce aux libérales concessions du sultan, les communautés religieuses, tant indigènes qu'étrangères, jouissent de l'existence légale et des avantages y attachés, lesquels comprennent indépendamment du libre exercice du culte, la faculté de posséder, d'acquérir et généralement de faire tous les actes de la vie civile », nous constatons que les arrêts de cassation précités prétendent résoudre le problème par les deux règles *locus regit actum* et de l'autonomie de la volonté. A la vérité, le problème se trouverait en effet résolu, si la jurisprudence avait entendu faire de ces deux règles la limite d'application de la coutume. Mais c'est ce qu'elle n'a pas fait. Nous ferons, quant à nous, avec M. Pelissié du Rouzas, reposer cette limite d'application sur une distinction. Toutes les dispo-

sitions que, dans un pays, le législateur a cru devoir édicter ne sont pas fondées sur des motifs de puissance égale. Parmi ceux-ci, les uns ont un caractère d'universalité ou de nécessité que les autres n'ont pas. Les premiers, tels ceux qui ont poussé à prohiber la polygamie, sont d'ordre moral ou social. On comprend que les textes qui les sanctionnent aient une portée non limitée au territoire. Les seconds, tels ceux qui ont conduit à fixer dans certains cas le taux de l'intérêt conventionnel, sont d'ordre économique. Les dispositions qui y correspondent sont forcément contingentes, limitées au sol du pays où elles ont été édictées. Les tribunaux consulaires se refuseront par suite à sanctionner toute coutume en opposition avec une loi d'ordre public, inspirée de motifs d'ordre moral ou d'intérêt social ; dans le cas contraire, ils appliqueront la coutume ou les usages. Et ce que nous dirons de la coutume ou des usages, nous le dirons aussi de la loi écrite.

Nous avons fait connaître, au cours de ces développements, que différents législateurs avaient conféré à leurs consuls des pouvoirs de police. Mais, cet ensemble de mesures préventives aurait été insuffisant, si ces mêmes États n'avaient confié à leurs représentants le droit de présider à la répression des infractions commises par leurs résidents. Par ailleurs, l'organisation d'une justice répressive est une tâche complexe ; elle doit com-

prendre, à la fois, la détermination des faits punissables, des pénalités applicables à ces faits, des juridictions compétentes pour les rechercher, les instruire, les juger, enfin de la procédure à suivre devant ces juridictions. Voyons, aussi brièvement que possible, quelle application fut faite de ces principes à l'établissement d'une juridiction répressive française en Corée.

Quelles étaient, tout d'abord, les infractions punissables? Sur ce point, il semblerait que la réponse fût des plus aisées. L'article premier de la loi du 28 mai 1836, dont les dispositions ont été confirmées et étendues par l'article 6 de la loi du 8 juillet 1852, loi devenue, à la suite du décret du 16 décembre 1889, le texte applicable en Corée porte qu'il appartient aux consuls d'informer sur les contraventions, délits et crimes commis par des Français, dans les limites de leurs circonscriptions. Mais ce renvoi au droit commun n'était pas absolu ; il existe des actes incriminables en France qui cessaient de l'être en Corée, par exemple, ces infractions que la loi pénale française, par une disposition tantôt expresse, tantôt implicite, suppose pour les déclarer punissables, commises en France, contraventions aux règlements administratifs, délits forestiers, délits de chasse ou de pêche, inobservation des articles 56 et 58 du Code civil.

La question des pénalités applicables se trouvait résolue par l'article 75 de la même loi du 28 mai 1836. Ces peines n'étaient autres que celles que portent les lois françaises, avec, cependant l'atténuation suivante : « Toutefois, en matière correctionnelle et de simple police, après que les juges auront prononcé la peine de l'emprisonnement, ils pourront, par une disposition qui sera insérée dans l'arrêt au jugement de condamnation, convertir cette peine en une amende spéciale, calculée à raison de 10 francs au plus par chacun des jours de l'emprisonnement prononcé. »

« Cette amende spéciale sera infligée indépendamment de celle qui aurait été encourue par le délinquant, aux termes des lois pénales ordinaires. » La plupart des législations ont, du reste, adopté cette règle. Mais tandis que le législateur belge a cru devoir étendre à la répression des crimes la substitution de l'amende à l'emprisonnement, le législateur italien a restreint cette faculté. A l'égard d'un sujet italien, majeur, la substitution n'est possible que si la peine prononcée est inférieure à trois mois d'incarcération.

C'est au consul, déclare l'article premier de la loi du 28 mai 1836, qu'appartient l'instruction des crimes, délits ou contravention commis par des Français, dans les limites de sa circonscription. Les agents consulaires français établis dans les ports ouverts

de Corée remplirent donc à l'égard de leurs nationaux, jusqu'à la dernière convention nippon-coréenne, les fonctions de magistrats instructeurs. Par eux une information pouvait être ouverte, soit d'office, le ministère public n'existant pas là-bas, soit sur une plainte de la partie lésée. Toute latitude leur appartenait également pour se transporter sur les lieux, entendre des témoins, saisir des pièces à conviction. « Lorsqu'il s'agira de voies de fait ou de meurtre, ajoutait l'article 5, le consul se fera assister d'un officier de santé qui, après avoir prêté le serment en tel cas requis, visitera le blessé ou le cadavre, constatera la gravité des blessures ou le genre de mort et fera, sur le tout, sa déclaration au consul. Cette déclaration sera insérée au procès-verbal, lequel sera signé du consul, du greffier et de l'officier de santé. »

La période d'instruction close, qu'advenait-il du prévenu ? Si, dit notre loi, le fait imputé est qualifié crime, une arrestation pourra être ordonnée et elle s'effectuera à la suite d'une ordonnance de prise de corps. Le fait n'est-il qualifié que délit, pas d'arrestation s'il n'emporte une peine d'emprisonnement ; pas d'arrestation non plus, même dans ce dernier cas, si le coupable est immatriculé comme chef ou gérant d'un établissement commercial.

Ici s'arrêtait le rôle de nos consuls agissant comme juges d'instruction et commençait l'intervention des

tribunaux consulaires. Appelés qu'ils étaient à statuer comme juridictions d'instruction ou comme juridictions de jugement, ceux-ci possédaient une double compétence. En tant que juridiction d'instruction, le tribunal consulaire, composé comme en matière civile, avait le choix, lorsqu'il se trouvait saisi par une ordonnance de renvoi entre les solutions suivantes : relaxer le prévenu, motif tiré de l'absence à son encontre de preuves suffisantes, le renvoyer à l'audience du consul ou à celle du tribunal, statuant comme juridiction de jugement, en cas de contravention ou de délit paraissant établi, confirmer enfin l'ordonnance de prise de corps, en cas d'indices suffisants de crime.

Quant à la procédure de jugement, voici comment elle se déroulait. En matière de contravention, nos consuls statuaient seuls et sans appel, mais toute décision rendue par défaut pouvait être attaquée par voie d'opposition. En matière correctionnelle, la compétence appartenait au tribunal consulaire sauf appel devant l'une des deux Chambres de la Cour d'appel d'Indochine siégeant à Saïgon. Les deux Chambres réunies de cette même Cour assumaient la tâche de la répression des crimes. Il y avait, de toute évidence, dans cette dernière disposition, une grave dérogation au droit commun ; car s'il est une garantie que la loi française n'a cessé de considérer comme intangible, c'est l'institution du

jury. Ici, cette garantie se trouvait écartée ; et l'accusé, traduit non devant une Cour d'assises, mais devant une Cour d'appel, voyait son sort dépendre de magistrats et non de jurés. Aussi, s'était-on appliqué, au moment du vote de la loi de 1836, à donner des raisons plausibles d'une semblable dérogation. Les conditions dans lesquelles sont instruits les crimes commis par les Français en Orient, sont, avait-on dit alors, des conditions exceptionnelles. L'éloignement du lieu où l'accusé doit passer en jugement de celui où il a commis son forfait est, d'autre part, beaucoup trop considérable pour que l'on puisse songer à faire venir des témoins, et y songerait-on que l'absence à leur égard de moyens efficaces de coercition rendrait leur venue plus que problématique. Comment, dans ces conditions, instituer un débat oral devant la juridiction de jugement. Or, sans ce débat oral, l'institution du jury ne peut fonctionner ; car, le plus souvent, les jurés ne sont pas assez familiarisés avec les difficultés juridiques pour se former une conviction au seul vu d'une procédure écrite. Pour apprécier la valeur d'une prévention sur ce seul fondement de procès-verbaux d'instruction qui ne sont même pas l'œuvre d'un magistrat de carrière, il faut la clairvoyance et l'expérience de juristes.

Aussi bien, pour suppléer à ces avantages dont les accusés se trouvaient frustrés, le législateur

français avait-il établi des règles spéciales tant au point de vue de la composition de la juridiction de jugement qu'au point de vue de l'application de la peine. Les crimes commis par des Français en Corée devaient, avons-nous dit, être portés devant les Chambres réunies de la Cour de Saïgon. En aucun cas, avait-il ajouté, le nombre des juges ne saurait être inférieur à douze, en aucun cas non plus, les décisions défavorables à l'accusé ne sauraient être prises à une majorité inférieure aux deux tiers des voix. Est-il besoin de dire que ces débats ne pouvaient se dérouler qu'après une procédure de mise en accusation confiée par le décret de 1898 à une des deux Chambres de la Cour de Saïgon ?

De cet ensemble d'explications, il ressort qu'en matière pénale, les principes directeurs de notre législation consulaire pouvaient se ramener à trois, que nous formulerons ainsi : attribution à l'autorité consulaire, consul et tribunal du droit de poursuivre et d'instruire les infractions commises par des Français en Corée ; attribution à la même autorité du droit de juger les infractions de moindre importance ; réserve pour une juridiction spéciale du pouvoir de réprimer les infractions graves.

Mentionnons, avant d'en terminer avec cette partie de notre étude, que nos consuls établis dans les ports ouverts de l'ancien empire du *Matin calme* se

trouvaient chargés de prononcer les amendes prévues au traité franco-coréen, en cas d'inobservation des règlements régissant les concessions étrangères.

Quelques mots, pour en finir, de l'organisation des juridictions consulaires britanniques et américaines en Extrême-Orient.

En ce qui touche la Grande-Bretagne, il convient de noter que si c'est à la couronne seule qu'appartient la faculté de conclure des traités destinés à doter ses nationaux de l'immunité de juridiction locale, l'exercice doit en être sanctionné par un *Foreign jurisdiction act*. Le Parlement anglais voit, d'ailleurs, ses attributions en la matière réduites à cette autorisation générale ; il ne possède aucune action directe sur les sujets anglais résidant en dehors de la métropole. L'étendue de leurs droits, la manière dont ils devront être exercés, tout cela est déterminé par le souverain, sous forme d'*orders in council*. Les Chambres anglaises, nous insistons sur ce point, ne font que poser les règles générales découlant du traité pour la mise en application duquel on sollicite leur intervention ; leur rôle se synthétise dans cette déclaration que renferme l'article 3 de l'act de 1890 : « Tous les actes qui seront faits en exécution des droits de juridiction de Sa Majesté dans les pays étrangers seront aussi valables que s'ils avaient été accomplis conformément à la loi locale alors en

vigueur dans ce pays » (1); tant que le monarque n'agit pas par voie d'*order in council*, ces règles restent lettre morte.

A l'instar de ce qui existait pour nous, l'organisation de la justice consulaire répressive anglaise était calquée sur l'organisation de la justice consulaire civile. Les tribunaux pourvus d'une certaine compétence civile possédaient une compétence pénale correspondante.

Au degré inférieur, se rencontraient les Cours provinciales siégeant au chef-lien de la circonscription consulaire. Dans leur composition figuraient les deux organes essentiels de toute juridiction britannique : le juge et les jurés. Les fonctions de juge étaient remplies par le consul ou son suppléant. Choisis parmi les notables de la colonie, les jurés devaient, dans chaque affaire siéger au nombre de cinq et prendre leur décision à l'unanimité. Indépendamment des jurés et du juge, seuls appelés à participer à la solution du litige, les cours comprenaient aussi un greffier et, dans les cas déterminés par les *orders in councils*, des assesseurs ayant voix consultative. Ces Cours possédaient, avons-nous dit, une compétence civile et une compétence répressive. La première était extrêmement étendue. Elle se doublait,

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1890, p. 68 et sq.

en matière testamentaire, ainsi qu'en matière de faillite d'un pouvoir à peu près illimité de conciliation et d'arbitrage, comme aussi d'une juridiction gracieuse comprenant toutes les facilités propres à assurer la garde des aliénés ou l'administration des biens des citoyens anglais décédés dans le ressort de la circonscription.

En matière pénale, elles avaient qualité pour prononcer l'emprisonnement de un à douze mois, l'amende jusqu'à concurrence de 50 livres sterling ou les deux peines à la fois.

La Coursuprême ou Haute-Cour de Chang-Haï jouait le rôle de tribunal d'appel des décisions rendues par les Cours provinciales établies dans les ports ouverts de Corée. Sa composition englobait, en plus de un ou deux assesseurs, cinq jurés et deux juges, dont un juge assistant nommé par l'autorité royale. L'appel y était toujours recevable lorsque la valeur de la contestation tranchée en premier ressort excédait 25 livres. En matière pénale les décisions des premiers juges ne pouvaient être portées devant elle que dans certains cas. Mais lorsque la peine applicable dépassait douze mois d'emprisonnement, la Haute-Cour avait seule compétence pour statuer. De même, lorsqu'il s'agissait de crimes ou de délits empreints d'une gravité exceptionnelle, elle pouvait en renvoyer la connaissance devant une Cour provinciale déterminée par ordonnance.

Les arrêts rendus, en matière civile, par la Haute-Cour de Chang-Haï étaient susceptibles de pourvoi devant le Conseil privé, toutes les fois que la valeur de l'objet du litige excédait 500 livres.

Pour être recevable, le pourvoi devait, en matière criminelle, faire l'objet d'une autorisation accordée par le Conseil privé. C'est dire qu'il ne cessa de demeurer exceptionnel.

La juridiction consulaire des États-Unis en Extrême-Orient avait été réorganisée par la loi du 30 juin 1906. Au degré inférieur, les cours consulaires, où le consul statuait seul, tenaient leurs assises dans les villes coréennes où se trouvaient accrédités des représentants du gouvernement de Washington. Elles connaissaient, au civil, des procès où la demande ne dépassait pas 500 dollars, au criminel des poursuites pour lesquelles la pénalité applicable n'excédait pas 100 dollars d'amende, soixante jours d'emprisonnement ou l'une de ces deux peines.

Une Cour de justice spécialement établie pour la Chine siégeait alternativement à Chang-Haï, Canton, Tien-Tsin, Han-Kéou à date fixe et au moins une fois par an dans chacune de ces villes, toute latitude lui appartenant, par ailleurs, de siéger pour des affaires spéciales dans d'autres localités pourvues d'un consulat américain. Cette Cour connaissait des

affaires excédant la compétence des cours locales, sauf appel devant la *United States Circuit Court of appel*. En dernier ressort, elle était appelée à statuer sur l'appel des décisions rendues par les Cours consulaires du premier degré.

CHAPITRE VI

LES CONCESSIONS ÉTRANGÈRES EN CORÉE

Nous avons eu l'occasion d'indiquer déjà qu'en Corée, comme du reste en Chine, les étrangers avaient, pendant ces dernières années, pris l'habitude d'occuper dans les ports ouverts des quartiers spéciaux, appelés concessions ou *settlements*, pour y vivre sous la juridiction de leurs consuls. Dès 1876, en accordant aux sujets du mikado l'ouverture à leur commerce de deux ports coréens, en plus de celui de Fousan, le traité de Kang-Hoa avait, en effet, prévu et autorisé la résidence, dans ces trois localités, de fonctionnaires nippons chargés de veiller aux intérêts de leurs nationaux, d'aplanir, en tant que de besoin, les difficultés susceptibles de surgir entre ceux-ci et les autorités locales. Il leur avait, en outre, attribué des terrains sur lesquels il leur avait permis d'élever des constructions (art. 4 et 8). (1)

Cette clause d'attribution ne tarda pas à devenir

1. Voir au sujet de l'établissement des Japonais à Fousan, l'article de M. F. Rey, *La Condition juridique des étrangers en Corée* (*Revue d'Arras*, 1908, p. 120), et aussi l'étude de M. Maurice Courant, *Un Établissement japonais en Corée* (*Annales coloniales*, 1904, p. 353 et s., 372 et s., 395 et s., 491 et s.)

de style. Nous la rencontrons dans l'article 4 du traité franco-coréen du 4 juin 1886 : « Dans les localités sus-nommées (Tchemoulpo, Fousan, Wonsan), dit notre texte, les Français auront le droit de louer et d'acheter des terrains et des maisons, d'élever des constructions. Ils auront la liberté de pratiquer. Tous les arrangements relatifs au choix, à la délimitation, à l'aménagement des concessions étrangères, ainsi qu'à la vente des terrains dans les différents ports ou villes ouvertes au commerce étranger seront concertés entre les autorités coréennes et les autorités étrangères compétentes. Les emplacements affectés aux concessions seront achetés aux propriétaires et aménagés pour leur nouvelle destination par les soins du gouvernement coréen ; le remboursement des frais d'expropriation et d'aménagement sera prélevé par privilège sur le produit de la vente des terrains. Une redevance annuelle dont le montant sera fixé d'un commun accord par l'administration coréenne et les autorités étrangères sera payée à l'autorité locale qui en retiendra une part, à titre de compensation pour la taxe foncière ; le reste de cette redevance, ainsi que le reliquat provenant de la vente des terrains constitueront un fonds municipal administré par un conseil, dont la constitution sera ultérieurement réglée par une entente entre les autorités coréennes et les autorités étrangères. »

L'article ajoutait que les Français pourraient louer

ou acheter des terrains ou des maisons en dehors des limites des concessions et dans une zone de dix lis de Corée, autour de ces limites ; mais que ces emplacements seraient soumis aux règlements locaux comme aussi aux taxes foncières, dans les conditions que les autorités coréennes croiraient devoir fixer. Il mentionnait également que dans chacune des localités ouvertes au commerce étranger les autorités coréennes affecteraient, à titre gratuit, à la sépulture des Français, un terrain convenable, exonéré de toute redevance, taxe ou impôt. En résumé, fixation de l'emplacement des concessions, délimitation de leur étendue, effectuée, à la suite d'un commun accord, par les consuls et les fonctionnaires locaux ; puis, expropriation par le gouvernement coréen, achat et aménagement des terrains, transfert de leur propriété, agrémenté de certaines obligations, enfin, administration de l'organisation nouvelle par une sorte de conseil municipal, telles étaient les grandes lignes du système dont la mise en pratique s'introduisit, à la fin du siècle dernier, dans les conventions signées par le pays du Matin calme avec les puissances européennes.

Il ne faudrait pas conclure de ces explications que les attributions du souverain territorial se fussent arrêtés au seuil de ces concessions. S'il y eut une délégation d'autorité consentie par le pouvoir local aux représentants des États dont les nationaux

occupaient les concessions, celle-ci n'était, en aucune façon, absolue et complète. Nos résidents, comme ceux des autres États, ne cessèrent de rester, en vertu du texte même, soumis aux règlements établis de concert par les autorités coréennes et les consuls. Dans les conseils d'administration des concessions, une place était faite au représentant de l'autorité territoriale. De plus, nous rencontrons dans la convention coréo-américaine la disposition suivante : « Il est expressément convenu que les terrains ainsi acquis dans les ports ouverts restent toujours partie intégrante du royaume et que tous les droits de juridiction sur les personnes et les propriétés, dans ce rayon, restent confiés aux autorités de Corée, sauf dans la mesure qui a été expressément abandonnée par ce traité. » Bref, en accordant une certaine autonomie aux concessions étrangères, on n'avait nullement entendu à Séoul renoncer à tout droit de souveraineté sur les territoires qu'elles occupaient, faire d'elles, en un mot, de petites républiques entièrement libres ; on s'était borné, l'immunité de juridiction mise à part, à faire participer à l'exercice du pouvoir réglementaire, les représentants des puissances dont des nationaux habitaient le territoire coréen.

Le régime des concessions qui a pris, en Chine, une extension telle que les colonies étrangères de Tien-Tsin et de Chang-Haï forment de véritables villes,

n'avait pas atteint, en Corée, au début de ce siècle un développement analogue. Maint port ouvert ne posséda jamais de concession, et l'on pouvait même, à cet égard, scinder en quatre catégories les localités accessibles aux étrangers. Certaines d'entre elles, c'était le cas pour Séoul et Hpyeng-Yang ne renfermaient aucune concession. D'autres n'en abritaient qu'une seule, telles Fousan et Gensan, où se rencontrait seulement une colonie japonaise, Kieung-Heung où n'avait été créée qu'une colonie russe. Plusieurs autres étaient pourvues d'une concession internationale ; dans le nombre figuraient Koun-San, Mokpo, Syeng-Tchin. D'autres enfin possédaient, à la fois, une concession internationale et plusieurs concessions nationales. Ainsi en était-il à Tchemoulpo et à Masampho : chacun de ces ports renfermait trois concessions étrangères : d'abord, une concession internationale, puis, à Tchemoulpo, une concession japonaise et une concession chinoise, et à Masampho, une concession japonaise et une concession russe.

Les concessions accordées à une seule puissance ne présentaient rien de très notable. Elles consistaient en un groupement de nationaux sur un territoire soumis à l'administration de l'agent consulaire assisté d'un conseil municipal où une place était réservée au représentant de l'autorité coréenne. Nous nous contenterons donc, en ce qui touche les détails d'administration et les obligations imposées

aux résidents (les mêmes dans tous les cas), de renvoyer à l'arrangement coréo-japonais du 17 mai 1902, concernant la concession nipponne de Masampho ; nous noterons aussi que les dernières tendances manifestées en la matière étaient favorables au système des concessions nationales, accordées séparément aux puissances (1).

Plus intéressante nous apparaît l'étude de ce qu'était une concession englobant des individus de nationalités diverses. Ce ne fut, en pareil cas, qu'au prix d'accords entre les consuls des puissances à traités et les autorités coréennes que purent s'établir des règles applicables à tous ces étrangers. Ces accords se produisirent d'assez bonne heure. Le règlement de la concession internationale de Tchemoulpo est du 3 octobre 1884 (2). Il eut à subir quelques modifications en 1902 (3). Celui de la concession de Mokpo est du 16 octobre 1897 (4). C'est le premier que nous prendrons pour exemple, en ce qu'il a trait aux règles qui présidaient à l'établissement d'une concession internationale et à son administration intérieure.

1. Voir le texte de l'arrangement dans : de Martens, *Nouveau Recueil de Traités*, 2^e série, t. XXXI, p. 345.

2. Herstlet, *A Complete Collection of the treaties and conventions between Great Britain and foreign powers*, t. XVIII, p. 300.

3. *Foreign Relations of the United States*, 1902, p. 733.

4. *Ib.*, 1898, p. 478.

Après avoir mentionné la délimitation de l'emplacement réservé à la concession, délimitation effectuée d'un commun accord par le gouvernement coréen et les consuls, le règlement du 3 octobre 1884 reproduisait l'engagement pris par le souverain local de construire et d'entretenir à ses frais des quais, d'établir des voies publiques. A un conseil municipal, composé comme nous aurons l'occasion de le voir plus loin, incombait, ajoutait-il, la charge d'entretenir rues et canaux, de pourvoir à l'éclairage et à la propreté des rues, d'organiser une police suffisante pour maintenir le bon ordre, de faire face aux dépenses communes au moyen d'un certain nombre de ressources. Seuls évidemment étaient autorisés à posséder ou à acquérir des terrains à l'intérieur de la concession les nationaux des puissances à traités qui accepteraient le règlement. Leur nombre assez restreint au début s'élargit par la suite. Quant au gouvernement coréen, s'il avait le droit de devenir propriétaire à l'intérieur de la concession, d'y édifier même des bâtiments pour ses services publics, il devait contribuer aux dépenses communes proportionnellement à la valeur de ses immeubles.

Les terrains, nous dit le règlement, furent en effet, dès le début, répartis en quatre classes et imposés différemment suivant leur classe d'affectation. Ceux qui se trouvaient dépourvus de toute destination publique furent mis en ventes et les titres de pro-

priété, une fois enregistrés par les autorités locales qui en conservaient un duplicata, remis aux acquéreurs. Toute cession nouvelle devait, par contre, être passée devant le consul du cédant et l'acte de vente soumis par le cessionnaire à son consul, lequel informait de l'opération le gouvernement coréen. Un propriétaire quittait-il la concession sans avoir pris ses dispositions pour exécuter les obligations lui incombant, notamment le paiement des impôts, une disposition du règlement permettait aux autorités coréennes de rentrer en possession des immeubles délaissés et de les mettre aux enchères. Sur le prix de vente, elles rembouraient le Trésor national et la municipalité de l'arriéré de la rente foncière et des taxes, se couvraient des frais et versaient l'excédent au consul de l'ex-propriétaire.

Aux termes des traités passés avec les puissances occidentales, les concessions devaient être administrées par un conseil municipal à composition déterminée après entente entre le pouvoir coréen et les consuls. Voici comment le règlement de la concession de Tchemoulpo avait fixé la composition de ce conseil : un fonctionnaire coréen, les consuls des puissances à traités dont les sujets ou citoyens étaient propriétaires dans la concession, et trois notables élus par leurs collègues. En 1902, le ministre de Russie à Séoul, M. Pawlow, ayant fait remarquer qu'il était insolite d'enlever toute participation à

l'administration des affaires communes aux représentants de certaines puissances dont quelques-unes possédaient pour leur propre compte des terrains dans la concession, on remplaça l'ancienne formule par la suivante : les consuls des puissances à traités dont les gouvernements ou les sujets sont propriétaires dans la concession.

Ce conseil municipal possédait de nombreuses attributions. L'article 6 du règlement en contenait la liste. Nous ne saurions mieux faire que de la reproduire. Le conseil municipal, lisons-nous dans ce texte, possède le droit de faire des règlements sur les matières suivantes : police des cabarets, délivrance des autorisations, imposition et perception de taxe sur ceux-ci ; police et au besoin suppression des maisons de jeux, des maisons d'opium et des maisons mal famées ; réglementation de la circulation ; réglementation et autorisation des barques, porte-faix et véhicules de louage à l'intérieur de la concession ; mesures destinées à prévenir les dangers résultant de l'érection de constructions dangereuses ou inflammables ou de l'exercice de professions nuisibles ou préjudiciables à la salubrité publique ; mesures destinées à éviter l'encombrement des voies publiques ; à préserver la santé ou la décence publique. Nous avons vu qu'une disposition reproduite dans la plupart des conventions signées par l'empire du *Matin* calme avec les puissances occi-

dentales stipulait que l'inobservation par les résidents étrangers des règlements municipaux établis à l'intérieur des concessions par les autorités consulaire et locale aurait comme sanction pour des peines prononcées par les consuls. Le règlement de la concession internationale de Tchemoulpo portait que la violation des arrêtés municipaux serait punie d'une amende de 25 dollars au maximum prononcée par le représentant de la nation à laquelle ressortissait le contrevenant.

Pour faire face aux dépenses que nécessitait l'accomplissement de ses attributions le corps municipal de Tchemoulpo possédait un budget de recettes régulières. Celles-ci étaient assez nombreuses. Elles comprenaient, aux termes du règlement, en plus du produit des amendes dont nous venons de parler comme aussi du reliquat de la vente des terrains situés à l'intérieur de la concession, une partie de la redevance annuelle imposée aux propriétaires et quelques taxes spéciales dont une taxe additionnelle grevant les immeubles proportionnellement à leur valeur. Il convient cependant de faire observer que cette dernière taxe ne pouvait être votée et perçue qu'en cas d'insuffisance des ressources ordinaires.

Cette organisation, est-il besoin de le dire, n'a survécu que partiellement à l'indépendance de la Corée (1).

1. V. à ce sujet la conclusion, p. 199.

CONCLUSION

L'ANNEXION. — LA CONVENTION DU 29 AOÛT 1910 SES CONSÉQUENCES

A maintes reprises, au cours de cet ouvrage, il nous est arrivé d'insister sur la précarité que connut l'indépendance de la Corée à partir du jour où « le Royaume ermite » dut se départir de son rigoureux isolement. Ardemment convoité, en raison de ses richesses, par des voisins sans scrupules, incapable par ailleurs de s'organiser en vue d'assurer la défense de son sol, l'empire du Matin calme devait, dès 1876, devenir l'enjeu de combinaisons diplomatiques, voire de rencontres hostiles dont on ne se soucia parfois qu'assez peu d'établir la légitimité.

L'éviction du Céleste-Empire une fois réalisée, une compétition de tous les instants ne tarda pas à surgir entre le nouveau vainqueur et la Russie. A la faveur de troubles que chacun des deux adversaires regardait avec complaisance, quand il ne les fomentait pas pour les besoins de sa cause, ce fut une course effrénée à l'obtention de privilèges de

toute sorte. En langue diplomatique cela s'appelait : travailler à acquérir une situation matérielle prépondérante. Un jour vint cependant où le vaudeville tourna au drame et si le Japon parut vouloir retarder ou circonscrire le conflit, il n'eut d'autre souci, les relations diplomatiques rompues, que d'écraser, par tous les moyens, son antagoniste. Il y réussit si bien qu'après le traité de Portsmouth l'œuvre d'expansion moscovite dut marquer un temps d'arrêt qui dure encore et la Corée se résigner à un protectorat oppressif. C'était décidément un retour en faveur de cette manière forte dont un aperçu avait déjà été donné à Séoul, en 1894. Un de ses résultats les plus décisifs fut, en attendant mieux, la disparition d'environ 40.000 Coréens tués, entre 1905 et 1909, au cours de rencontres avec les troupes japonaises ou passés par les armes. Par la suite les circonstances ont voulu qu'en Extrême-Orient le mieux ne fût pas l'ennemi du bien ; par rescrit impérial du 29 août 1910, la Corée a été proclamée partie intégrante de l'empire du Soleil-Levant. Voici en quels termes le mikado a pris soin d'exposer à ses sujets, anciens et nouveaux, les raisons déterminantes de l'annexion : « Attachant la plus haute importance au maintien de la paix permanente en Orient et à la consolidation de la sécurité durable dans notre empire et trouvant en Corée de constantes et fécondes sources de complication, nous fîmes con-

clure par notre gouvernement avec le gouvernement coréen, en 1905, un accord par lequel la Corée était placée sous la protection du Japon, espérant que tous les éléments perturbateurs auraient pu ainsi être écartés et que la paix serait assurée pour toujours.

» Pendant plus de quatre ans qui se sont depuis écoulés, notre gouvernement s'est efforcé avec une attention inlassable de faire progresser les réformes de l'administration de Corée et ses effets ont été, à un certain degré, couronnés de succès ; mais, en même temps, le régime de gouvernement existant dans ce pays-là s'est montré peu efficace pour conserver la paix et la stabilité ; et, de plus, un esprit de soupçon et de doute domine partout dans la presqu'île.

» Pour maintenir l'ordre public et la sécurité et pour accroître le bonheur et le bien-être du peuple, il est devenu manifeste que des changements fondamentaux dans le système de gouvernement actuel sont inévitables.

» De concert avec Sa Majesté l'empereur de Corée, ayant en vue cet état de choses et convaincus de même de la nécessité d'annexer la totalité de la Corée à l'empire du Japon pour répondre aux besoins actuels de la situation, nous sommes maintenant arrivés à un accord au sujet de cette annexion permanente.

» Sa Majesté l'empereur de Corée et les membres de sa maison impériale se verront accorder, malgré l'annexion, un traitement dû et approprié. Tous les Coréens, passant sous notre pouvoir direct, jouiront d'une prospérité et d'un bien-être croissants ; et, avec le repos et la sécurité assurés, une expansion notable se réalisera dans l'industrie et dans le commerce.

» Nous croyons fermement que le nouvel ordre de choses qui vient d'être inauguré sera une nouvelle garantie de la paix durable en Orient.

» Nous ordonnons l'institution de l'office de gouverneur général de Corée. Le gouverneur général exercera, sous notre direction, le commandement de l'armée et de la marine et un contrôle général sur toutes les fonctions administratives en Corée. Nous invitons tous nos fonctionnaires et autorités à l'accomplissement de leurs devoirs respectifs, en se pénétrant de notre volonté, et à l'exercice des diverses branches de l'administration en harmonie avec les demandes de l'occasion à cet effet.

» Que nos sujets jouissent pour longtemps du bonheur, de la paix et du repos ! » (1).

Cette annexion qui n'a surpris personne n'a donné naissance à aucune difficulté. Les puissances européennes préalablement pressenties n'ont soulevé

1. *Questions diplomatiques et coloniales*, 1910, p. 380.

aucune objection. En veine de générosité, le Japon a d'ailleurs consenti aux nations cosignataires de traités avec la Corée une prorogation des tarifs douaniers qu'elle s'était fait octroyer. C'est sans doute tout ce à quoi elles tenaient, car c'est au milieu d'une indifférence générale qu'a disparu l'empire du Matin calme.

On a coutume, lorsque l'on essaie à classifier les conséquences d'un traité d'annexion, d'en envisager les effets soit à l'égard des États contractants eux-mêmes, soit à l'égard des populations annexées, soit à l'égard des États tiers. Nombreux apparaissent, à ce triple point de vue, les problèmes que suscite la mise en application de conventions sanctionnant des remaniements territoriaux ; nous ne saurions en dresser ici une nomenclature ; et, d'ailleurs, dans la plupart de ces conventions, figurent des clauses relatives tant au droit de l'annexant sur les biens du domaine public de l'annexé, à la répartition de la dette publique entre les deux États ou à la subrogation de l'annexant aux droits et aux charges résultant des contrats passés par l'ancien gouvernement, qu'aux effets de l'annexion sur la nationalité des habitants du territoire cédé, l'exercice des droits privés antérieurement acquis, la compétence judiciaire ou

1. Voir aux annexes le texte de la convention.

l'application des lois pénales (1). En ces matières, la convention du 29 août 1910 renferme, dans son article 6, la déclaration suivante : « Par suite de l'annexion ci-dessus mentionnée, le gouvernement du Japon prend le gouvernement et l'administration de la Corée et s'engage à accorder l'entière protection aux personnes et propriétés des Coréens qui obéissent aux lois en vigueur en Corée et à accroître le bien-être de tous ces Coréens. »

Les termes de l'engagement peuvent paraître assez imprécis. Quant au premier membre de phrase, il ne fait que rendre officielle une situation à laquelle les puissances européennes s'étaient si peu trompées que, dès la fin de 1905, elles avaient rappelé leurs agents diplomatiques accrédités à Séoul. D'autre part, à partir de 1906, le marquis Ito, résident général en Corée, s'était efforcé de provoquer une réorganisation complète des services publics, de favoriser l'installation de lignes télégraphiques et téléphoniques, de mener à bien la construction d'un vaste réseau de voies ferrées, de rendre obligatoire l'instruction élémentaire, bref, de rénover la péninsule. C'est dire que le Japon aura toutes facilités pour continuer l'œuvre entreprise au lendemain du traité de Portsmouth. La progressivité de l'ingérence nipponne, dont témoignent

1. Voir à ce sujet l'article premier de la convention franco-sarde du 23 août 1860, les articles 1, 3, 7, 10 et 13 de la convention additionnelle du 11 décembre 1871 (D. P. 1872-49).

les accords de 1907 et de 1909, avait permis au mikado d'être, avant l'heure, le maître exécré, mais absolu des destinées de l'empire du Matin calme et de son existence intérieure. Pour parachever l'incorporation de la péninsule dans l'unité politique de l'empire japonais, il a suffi, la convention une fois promulguée, de quelques ordonnances d'importance secondaire.

L'une touche à l'organisation du gouvernement général de la Corée, poste destiné à remplacer la résidence générale établie jadis à Séoul. Une autre fixe un nouveau tarif douanier applicable aux produits coréens importés au Japon.

Deux autres règlent la navigation entre l'empire du Soleil-Levant, Formose, Sakhaline et la Corée. D'autres, au nombre de cinq, ont trait à la mise en vigueur, dans la péninsule, de la législation nipponne relative aux brevets d'invention, aux dessins ou modèles industriels, aux marques de fabrique, ainsi qu'à la propriété littéraire et artistique ; la dernière de ce groupe prévoit la création à Séoul d'un bureau des brevets. D'autres enfin annoncent l'émission d'un emprunt de 30 millions de yens (78 millions de francs environ).

Encore que très minutieusement établi, tout cela est évidemment d'assez minime importance, et la raison en est aisée à apercevoir : sous couleur d'accomplissement de la mission civilisatrice, qui constitue la base avouée de la plupart des conventions

de protectorat, le Japon avait si bien réussi, vers le milieu de 1910, à briser entre les mains de l'empereur de Corée les ultimes vestiges d'une autorité réduite à un état voisin de l'inexistence, à faire de lui un simple exécuteur des volontés de Tokio, qu'il ne restait plus qu'à le reléguer dans le clan des souverains détrônés et à faire de ses sujets des sujets du mikado et de ses lois.

Nous avons vu que satisfaites (faute de pouvoir obtenir plus) de la prorogation décennaire des anciens tarifs douaniers, les puissances européennes n'avaient pas élevé de protestation contre le coup de force du 22 août. Un certain nombre d'entre elles sont, du reste, cosignataires de traités de commerce ou d'établissement avec le Japon (1). Aussi ne sommes-nous point surpris de lire, dans la déclaration impériale qui accompagne le traité, la phrase suivante : « Les traités conclus jusqu'à ce jour par la Corée avec des puissances étrangères cessant d'être en vigueur, les traités conclus avec elles par le Japon seront, en tant que praticables, appliqués en Corée. » Cette substitution des traités conclus par l'annexant aux traités conclus par l'annexé est conforme à la doctrine acceptée en la matière par la plupart des juristes du droit des gens. « Mais au contraire, écrit M. Bonfis,

1. C'est le cas pour la Belgique (convention du 22 juin 1896), la Suisse (25 avril 1898), l'Allemagne (4 avril 1896), la Russie (27 mars 1895), la France (4 août 1896), l'Italie (1^{er} décembre 1894).

« quand un État disparaît ou qu'une partie en est démembrée et rattachée à un autre État, les traités, même réels, peuvent être annihilés ou résolus. Divers cas doivent être précisés... 2^o un État est annexé, incorporé à un autre. La règle est que les traités passés par l'État annexé avec d'autres nations expirent fatalement et que les conventions antérieurement conclues par l'État annexant s'appliquent *ipso facto* aux portions annexées (1) ». C'est aussi la solution admise dans la pratique. Lorsqu'il a voulu se débarrasser des juridictions étrangères établies à Madagascar, le gouvernement français ne s'est-il pas contenté de transformer son protectorat en une annexion et de notifier celle-ci aux États intéressés.

Le Japon n'a pas encore, à notre connaissance, procédé à cette notification. Mais n'est-il pas admis qu'une connaissance tacite équivaut à une adhésion? Et n'est-il pas avéré que plusieurs puissances européennes ou américaines ont été pressenties et même instruites, avant sa promulgation, de la teneur du traité?

Soucieuse de se conformer à cette règle du droit des gens qui veut que l'annexion ne porte pas atteinte à des droits acquis d'ordre privé, la déclaration impériale renferme également ces mots : « Les étrangers résidant en Corée, en tant que les circonstances le permettront, jouiront des mêmes droits et immunités qu'au Japon et de la protection de leurs droits

1. Bonfils, *Manuel de droit international public*, nos 217 et 218.

légalement acquis, pourvu qu'ils soient assujettis dans tous les cas à la juridiction du Japon. »

« Assujettis dans tous les cas à la juridiction du Japon » ces mots visent, on ne peut plus nettement, la disparition des juridictions consulaires. La déclaration insiste sur ce point, en accordant cependant aux puissances évincées cette fiche de consolation : « Le gouvernement impérial du Japon est prêt à consentir à ce que la juridiction, en ce qui concerne les affaires actuellement pendantes devant un tribunal consulaire étranger en Corée, au moment où le traité d'annexion produit son effet reste audit tribunal jusqu'à la décision finale. »

Lorsqu'il notifia aux États intéressés la convention d'annexion de Madagascar, le gouvernement français ne manqua pas de leur rappeler qu'au cours des dernières années il s'était employé à organiser, sur le territoire de l'île, un ensemble de juridictions présentant toutes les garanties désirables de compétence professionnelle et d'impartialité. En prévision de l'annexion, et pour pouvoir offrir aux résidents étrangers, le jour où celle-ci serait un fait acquis, des juridictions qui ne leur feraient pas regretter outre mesure les tribunaux consulaires, le marquis Ito, à ce moment résident général, avait, le 27 décembre 1907, fait promulguer par l'empereur de Corée une loi portant réorganisation de l'organisme judiciaire national. Aux termes de cette loi, devaient

être créées une Cour de cassation, trois Cours d'appel, huit Cours locales et cent douze Cours de district. Tous les présidents de ces Cours et une grande partie des juges furent, sous l'inspiration du résident général et avec l'agrément de Tokio choisis parmi les magistrats nippons. On poursuivait l'œuvre de refonte des lois et codes coréens quand survint l'accord que nous avons eu l'occasion d'analyser, du 12 juillet 1909. Contraint et forcé, ainsi qu'à l'ordinaire, le souverain de l'empire du *Matin calme* abandonnait au mikado toutes ses prérogatives touchant le fonctionnement de la justice (tribunaux et prisons). Pour ne pas s'arrêter en aussi bon chemin, le résident général prit, quelques semaines après, une ordonnance spécifiant que les dispositions de la loi japonaise seraient désormais appliquées, en matière civile et commerciale, dans toutes les affaires mettant aux prises des Coréens avec des non-Coréens. Ce texte allait à l'encontre de la disposition de l'article 3 § 3 du traité du 4 juin 1886. Le gouvernement français, auquel l'ordonnance avait été communiquée, n'éleva aucune protestation, estimant sans doute la loi japonaise plus conforme que la loi coréenne aux tendances morales ou aux aspirations sociales contemporaines.

« Il s'en faut d'ailleurs, a-t-on écrit récemment, que cette réorganisation soit complètement sortie du domaine théorique ; les renseignements qui nous

parviennent à ce sujet de Séoul représentent la situation comme un léger progrès seulement. Sur 112 Cours de district à peine 80 ont pu être organisées jusqu'à présent et rien n'a été fait, pour ainsi dire, en matière d'administration pénitentiaire. On peut dire que, sauf à Séoul même, le régime judiciaire n'est pas encore de nature à inspirer aux étrangers toute la confiance nécessaire. Aussi, estimons-nous qu'il y a lieu de protester contre l'abolition immédiate des juridictions françaises de Corée. Nous devons prendre acte des intentions du Japon, accepter en principe l'abolition de nos privilèges pour un avenir relativement proche, reconnaître que la puissance annexante fait tous les efforts nécessaires pour qu'on puisse bientôt lui faire confiance tout à fait, mais demander un délai, mettons d'un an ou deux, pour la satisfaction de son désir. Notons enfin, pour la forme seulement, que le maintien de la compétence des tribunaux consulaires pour les affaires en cours, jusqu'à décision finale, maintien admisspontanément, est d'usage et qu'aucune puissance n'eut admis qu'il en fût autrement (1). » Une dernière remarque en regard de ces développements : aux termes de l'article 23 du traité franco-japonais du 4 août 1896, la France a renoncé à l'immunité juridictionnelle

1. *L'Annexion et le régime international de la Corée*, par M. Kataphronite, (*Bulletin du comité de l'Asie française*, 1910, p. 419).

dont jouissaient là-bas nos résidents (1); depuis cette époque, il ne s'est pas, à notre connaissance, élevé de réclamations contre l'attitude des tribunaux nippons vis-à-vis de nos nationaux.

Pour ce qui est de la résidence des étrangers en Corée, nous savons qu'en application d'une clause reproduite dans la généralité des conventions signées par le souverain de l'empire du *Matin calme* avec les puissances étrangères, il était loisible à ceux-ci, une fois munis d'un passeport, de circuler sur toute l'étendue de la péninsule et d'y vendre des marchandises, sans en acheter; de se livrer au trafic, sans passeport, dans un rayon de 50 kilomètres autour des ports ouverts; de devenir propriétaires immobiliers à l'intérieur des concessions.

De la déclaration impériale, à laquelle nous avons eu maintes fois à nous référer, au cours de ce chapitre, il paraît résulter que le territoire coréen sera placé sous le même régime que le territoire nippon :

1. Voici le texte de cet article : « A dater de la mise en vigueur du présent traité, seront abrogés le traité du 9 octobre 1858, la convention du 25 juin 1866 et en général tous les arrangements conclus entre les hautes parties contractantes existant antérieurement à cette date. En conséquence la juridiction française au Japon et les privilèges, exemptions ou immunités dont les Français jouissent en matière juridictionnelle seront supprimés de plein droit et sans qu'il soit besoin de notification, du jour de la mise en vigueur du présent traité; et les Français seront dès lors soumis à la juridiction des tribunaux japonais. » (*Archives diplomatiques*, 1897, t. LXII, p. 111).

les étrangers, déclare-t-elle, y jouiront des mêmes droits et immunités qu'au Japon. Or, quelques ports exceptés, celui-ci est ouvert au libre trafic des non-nationaux. On se demande dès lors à quoi rime cette phrase : « Les ports existant en Corée, à l'exception de Masampho, continueront d'être des ports ouverts et de plus celui de Sin-Wiju sera nouvellement ouvert, de sorte que les navires étrangers aussi bien que les navires japonais y seront admis et les marchandises pourront être importées dans ces ports et en être exportées. » Toute la Corée sera-t-elle ouverte au commerce international ? Une phrase de la déclaration semble l'indiquer ; une autre le nier. Lacune ? Inadvertance volontaire ? L'avenir seul nous apprendra si, sous prétexte d'ouverture plus complète, la plus grande partie de la péninsule coréenne ne sera en réalité accessible qu'aux commerçants nippons.

On pourrait croire qu'au lendemain de l'annexion les concessions étrangères installées dans quelques ports ouverts de Corée ont disparu. Partiellement, au moins, il n'en a pas été ainsi : un décret pris le 29 août 1910 par le nouveau gouverneur général de Corée contient la déclaration ci-après : « L'administration des concessions étrangères continuera, pour le temps présent, à être régie par les règlements actuellement en vigueur, à l'exception de ce qui concerne la police. » Ce dernier membre de phrase

mérite, il est vrai, de retenir notre attention. L'organisation d'un service de police (et il faut entendre ces mots dans un sens très large) constituait, nous l'avons vu, pour les corps municipaux des concessions internationales la prérogative la plus importante. En leur permettant d'être, dans une certaine mesure, maîtres des destinées de la concession, cette attribution les incitait à travailler efficacement à la prospérité commune; car la liberté dont ils jouissaient de régenter l'organisation intérieure de la cité avait comme corollaire la faculté d'en écarter par une décision sans appel les éléments perturbateurs ou nocifs. Responsables de l'ordre, de la tranquillité, de l'hygiène publiques, les administrateurs de la concession pouvaient, sans avoir à redouter de représailles, prendre et faire exécuter les mesures les plus appropriées à la mission à eux conférée. Or, si nous en croyons le *Times*, le conseil municipal de Tchémoulpo a été invité, dès les premiers jours de septembre, à dissoudre immédiatement son corps de police. Quels seront les résultats de cette innovation ? Les agents de l'autorité japonaise consentiront-ils, dans tous les cas, à se faire les exécuteurs des décisions prises par les corps municipaux ? La question paraît pouvoir être résolue d'autant plus facilement que, si le décret n'a pas fixé de terme à la situation nouvelle, il a évité de se prononcer sur la durée de l'état de choses qu'il instaure. Il n'est pas

invraisemblable de supposer qu'avant peu les concessions étrangères auront vécu.

Elles n'avaient, du reste, en aucune façon, pris un grand développement. D'un compte rendu financier publié par le corps municipal de Tchémoulpo, en 1902, il résulte que les recettes atteignaient alors 17.000 francs environ et les dépenses 18.000. Or depuis la guerre russo-japonaise le nombre des étrangers qu'abritait cette ville n'a fait qu'aller en diminuant (1).

Signalons, pour en finir, en même temps qu'une particularité assez curieuse, une question présentant quelque intérêt au point de vue financier. La déclaration mikadonale du 22 août 1910 garantit aux ressortissants des nations étrangères résidant en Corée la protection de leurs droits légalement acquis; d'autre part, elle déclare applicables dans l'ancien empire du *Matin calme* les traités conclus par le Japon avec les puissances occidentales.

De ces deux propositions on est amené à conclure que les résidents auront la faculté de réclamer, dans la péninsule coréenne, le bénéfice des dispositions qui les protégeraient au Japon.

Or, il existe des différences notables entre le droit de propriété; tel qu'il était reconnu aux étrangers dans les villes ouvertes de Corée et ce

1. Kataphronite, *op. précité*.

même droit, tel qu'il leur est reconnu dans l'empire du Soleil-Levant. Au Japon, aux termes d'une loi d'avril 1910, le droit pour les non-nationaux de devenir propriétaires immobiliers est intimement lié à une obligation de résidence personnelle. Toute latitude leur est laissée pour acquérir des immeubles sur toute l'étendue de l'empire ; mais dès qu'ils quittent son sol, force leur est de vendre dans le délai de cinq ans.

En Corée, au contraire, si les étrangers ne pouvaient acquérir des immeubles qu'à l'intérieur des concessions, rien ne les empêchait, à la condition de payer les taxes foncières, de louer leurs biens et d'aller résider en dehors de la péninsule. La combinaison des deux textes impose de déclarer que dans les anciens ports ouverts les étrangers pourront être propriétaires immobiliers sans condition, mais que dans le reste de la Corée ils seront assujettis à l'obligation de résidence (1).

Nous avons vu aussi que le règlement de la con-

1. Voici en effet ce que nous relevons dans l'article 4 du traité franco-japonais de 1896: « Ils (les ressortissants de chacune des hautes parties contractantes) pourront y posséder, louer, même par bail emphytéotique, et occuper les maisons et boutiques qui leur seront nécessaires, louer des terres, les prendre à bail emphytéotique, à l'effet d'y résider et d'y exercer leur profession ; le tout en se conformant, comme les nationaux eux-mêmes et les ressortissants de la nation la plus favorisée, aux lois et règlements des pays respectifs. » (*Archives diplomatiques*, 1897, t. LXIII, p. 112).

cession internationale de Tchemoulpo (la même particularité se retrouve dans les chartes des autres concessions) avait déterminé de façon très précise les taxes frappant les propriétaires d'immeubles. Le Japon maintiendra-t-il l'application de cette stipulation ? Cette observance d'une décision librement débattue serait conforme à l'esprit de la déclaration du 22 août et notamment à son principe du respect des droits acquis. Pourquoi faut-il qu'un précédent assez fâcheux ne nous permette pas à cet égard une confiance absolue ?

Tous ceux qu'intéressent l'étude du droit international se rappellent l'affaire des baux japonais (1).

En dépit de la disposition de l'article 21, § 4, du traité franco-nippon du 4 août 1896, le gouvernement de Tokio n'a-t-il pas, à une date assez rapprochée, imposé aux titulaires des locations emphytéotiques des anciens ports ouverts japonais des taxes dont ils devaient être affranchis ; et, le différend ayant été, d'un commun accord, soumis à une commission arbitrale, la sentence n'est-elle pas restée lettre morte ? Rien ne nous autorise à mettre en doute la loyauté des déclarations nipponnes ; mais

1. Voir en ce qui touche le protocole de Tokio, constitutif du Tribunal d'arbitrage (28 août 1902), les conclusions posées par l'Allemagne, la France, l'Angleterre, le Japon, les nouvelles conclusions déposées par les trois premières puissances en réponse au Japon, la sentence, les *Archives diplomatiques*, 1905, t. XCIV, p. 666 et sq.

la conclusion, actuellement en cours, d'un nouveau traité de commerce est une excellente occasion pour la France d'amener son cocontractant à déclarer que la situation de nos résidents ne souffrira là-bas aucune atteinte (1).

1. Le gouvernement japonais a profité de la latitude que lui conférait l'article 24 du traité franco-nippon du 4 août 1896, promulgué le 2 août 1898, pour le dénoncer à l'expiration de la période de douze années prévue à cet article. Il a, de plus, fait voter par le Parlement, au printemps dernier, un nouveau tarif douanier relevant les droits établis par l'ancien tarif général. Les négociations doivent donc avoir surtout pour but d'obtenir de Tokio des réductions de droits sur un certain nombre d'articles. Il est probable que les représentants du mikado seront d'autant plus portés à faire preuve, à notre égard, de bonnes dispositions sur ce point que les importations du Japon en France sont trois fois plus élevées que les exportations de la France au Japon et que, comme le faisait tout dernièrement observer M. Paul Deschanel, « nous lui avons rendu récemment un important service, en l'autorisant à émettre un emprunt de 450 millions de francs sur le marché de Paris et en admettant à la cote 300 millions de francs d'un emprunt antérieur émis à Londres en 1905 ». (Paul Deschanel, Rapport fait au nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1911. Ministère des Affaires étrangères.)

DOCUMENTS

ANNEXE I

CORÉE-FRANCE

Traité d'amitié, de commerce et de navigation

(4 juin 1886)

Le Président de la République française et Sa Majesté, le roi de Corée, animés du désir d'établir entre la France et la Corée des relations d'amitié et de commerce, ont résolu de conclure dans ce but un traité et ont à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

.
lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER, § 1. — Il y aura paix et amitié perpétuelles entre le Président de la République française, d'une part, et Sa Majesté le roi de Corée, d'autre part, ainsi qu'entre les ressortissants des deux États, sans exception de personnes ni de lieux. Les Français et les Coréens jouiront, dans les territoires relevant respectivement des hautes parties

contractantes, d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

§ 2. — S'il s'élevait des différends entre une des hautes parties contractantes et une puissance tierce, l'autre haute partie contractante pourrait être requise par la première de lui prêter ses bons offices, afin d'amener un arrangement amiable.

ART. 2, § 1. — Chacune des hautes parties contractantes pourra nommer un représentant diplomatique qui aura la faculté de résider d'une façon permanente ou temporaire dans la capitale de l'autre, et aussi désigner un consul général, des consuls ou vice-consuls qui résideront dans les villes ou ports de l'autre État ouverts au commerce étranger.

Les agents diplomatiques et consulaires des deux États jouiront, dans le pays de leur résidence, de tous les avantages et immunités dont jouissent les agents diplomatiques et consulaires des autres États.

§ 2. — Les agents diplomatiques et consulaires, ainsi que les personnes attachées à leurs missions, pourront librement voyager sur tout le territoire du pays de leur résidence. Les autorités coréennes fourniront aux agents français voyageant en Corée des passeports et une escorte suffisante pour les protéger en cas de nécessité.

§ 3. — Les agents consulaires des deux pays exerceront leurs fonctions après avoir été dûment autorisés par le souverain ou le gouvernement de leur pays de résidence. Il leur sera interdit de se livrer au commerce.

ART. 3, § 1. — En ce qui concerne leurs personnes et leurs

biens, les Français en Corée relèveront exclusivement de la juridiction française. Les procès qu'un Français ou un étranger intenteraient en Corée contre un Français seront jugés par l'autorité consulaire française, sans que l'autorité coréenne puisse aucunement intervenir.

§ 2. — Tout Français mis en cause par les autorités coréennes ou par un sujet coréen sera de même, en Corée, jugé par l'autorité consulaire française.

§ 3. — Tout Coréen mis en cause par les autorités françaises ou par un Français sera jugé par l'autorité coréenne.

§ 4. — Les Français qui commettraient en Corée des délits ou des crimes seront punis par l'autorité française compétente et conformément à la loi française.

§ 5. — Les crimes ou les délits dont un Coréen se rendrait coupable en Corée, au préjudice d'un Français, seront jugés et punis par les autorités coréennes et conformément à la loi coréenne.

§ 6. — Toute plainte dirigée contre un Français et susceptible d'entraîner une peine pécuniaire ou la confiscation, pour violation soit du présent traité, soit des règlements y annexés ou des règlements futurs à intervenir, devra être portée devant l'autorité consulaire française ; les amendes et confiscations prononcées demeureront au profit du gouvernement coréen.

§ 7. — Les marchandises françaises saisies par les autorités coréennes dans un port ouvert seront mises sous scellés conjointement par les autorités des deux pays. Les autorités coréennes en auront la garde jusqu'à ce que l'au-

torité consulaire française ait rendu sa décision. Si cette décision est en faveur du propriétaire des marchandises, celles-ci seront immédiatement mises à la disposition du consul. En tout état de cause, le propriétaire pourra toujours rentrer en possession de ses marchandises, à la condition d'en déposer la valeur entre les mains des autorités coréennes en attendant la décision de l'autorité consulaire française.

§ 8. — Dans toutes les causes, soit civiles, soit pénales, portées devant un tribunal coréen ou un tribunal consulaire français en Corée, un fonctionnaire appartenant à la nationalité du demandeur ou plaignant et dûment autorisé à cet effet, pourra toujours assister à l'audience et sera traité avec les égards convenables. Il pourra, quand il le jugera nécessaire, citer, interroger contradictoirement les témoins et protester contre la procédure et la sentence.

§ 9. — Si un Coréen, prévenu d'une infraction aux lois de son pays se réfugie dans une maison occupée par un Français à bord d'un navire de commerce français, les autorités coréennes s'adresseront au consul de France. Celui-ci prendra les mesures nécessaires pour le faire arrêter et pour le remettre entre les mains des autorités coréennes à qui il appartient de le juger. Aucun fonctionnaire ni agent coréen ne pourra, sans la permission du consul de France, pénétrer dans les magasins ou la demeure d'un Français, ni à bord d'un bâtiment français, à moins que le résident français ou le commandant du navire n'y donne son consentement.

§ 10. — Les autorités coréennes arrêteront et remettront

à l'autorité consulaire française compétente, sur sa requête, tout Français prévenu de crime ou délit et tout déserteur d'un navire français de guerre ou de commerce.

ART. 4, § 1. — Les ports de Tchemoulpo (In-Tchyen), de Wonsan et de Fousan ou dans le cas où ce dernier ne serait pas agréé, tel autre port voisin qui serait choisi, ainsi que les villes de Hanyang (Séoul) et de Yang-houa-Tjin ou telle autre ville voisine qui serait jugée plus convenable seront, du jour de la mise en vigueur du présent traité, ouverts au commerce français.

§ 2. — Dans les localités susnommées, les Français auront le droit de louer ou d'acheter des terrains et des maisons, d'élever des constructions et d'établir des magasins et des manufactures. Ils auront la liberté de pratiquer leur religion. Tous les arrangements relatifs au choix, à la délimitation, à l'aménagement des concessions étrangères, ainsi qu'à la vente des terrains dans les différents ports ou villes ouverts au commerce étranger, seront concertés entre les autorités coréennes et les autorités étrangères compétentes.

§ 3. — Les emplacements affectés aux commissions seront achetés aux propriétaires et aménagés pour leur nouvelle destination par les soins du gouvernement coréen ; le remboursement des frais d'expropriation et d'aménagement sera prélevé, par privilège, sur le produit de la vente des terrains.

Une redevance annuelle, dont le montant sera fixé d'un commun accord, par l'administration coréenne et les autorités étrangères, sera payée à l'autorité locale qui en retien-

dra une part à titre de compensation pour la taxe foncière ; le reste de cette redevance, ainsi que le reliquat provenant de la vente des terrains constituant un fonds municipal administré par un conseil dont la constitution sera ultérieurement réglée par une entente entre les autorités coréennes et les autorités étrangères.

§ 4. — Les Français pourront louer ou acheter des terrains et des maisons au delà des limites des concessions étrangères et dans une zone de dix lis de Corée autour de ces limites. Mais les terrains ainsi occupés seront soumis aux règlements locaux et aux taxes foncières, dans les conditions que les autorités coréennes croiront devoir fixer.

§ 5. — Dans chacune des localités ouvertes au commerce, les autorités coréennes affecteront gratuitement à la sépulture des Français un terrain convenable sur lequel aucune redevance, taxe, ni impôt ne sera établi, et dont l'administration sera confiée au conseil municipal susmentionné.

§ 6. — Les Français pourront circuler librement dans une zone de cent lis autour des ports et des villes ouverts au commerce ou dans telles limites que les autorités compétentes des deux pays auront déterminées d'un commun accord.

Les Français pourront également, à la seule condition d'être munis de passeports, se rendre dans toutes les parties du territoire coréen et y voyager, sans pouvoir, toutefois, ouvrir des magasins ou créer des établissements commerciaux permanents dans l'intérieur. Les commerçants français pourront y transporter et vendre des marchandises de

toute espèce, sauf les livres et publications interdits par le gouvernement coréen et acheter les produits indigènes.

.

§ 7. — Les Français en Corée seront soumis aux règlements municipaux, de police ou autres qui seront établis, de concert, par les autorités compétentes des deux pays dans l'intérêt du bon ordre et de la paix publique.

.

ART. 10. — A dater du jour de l'entrée en vigueur du présent traité, le gouvernement français, ses agents et ses ressortissants jouiront de tous les privilèges, immunités et avantages que Sa Majesté le roi de Corée a concédés ou concéderait ultérieurement au gouvernement, aux agents ou aux ressortissants de toute autre puissance.

ART. 11. — Dix ans après l'entrée en vigueur du présent traité, chacune des Hautes-Parties contractantes pourra, à charge de prévenir l'autre partie un an à l'avance, demander une revision du traité et des tarifs y annexés, en vue d'y introduire, d'un commun accord, telles modifications dont l'expérience aurait démontré l'utilité.

.

ART. 13. — Le présent traité sera ratifié par le président de la République française et par Sa Majesté le roi de Corée et revêtu de leurs signatures et de leurs sceaux respectifs ; les ratifications seront échangées à Séoul dans le délai d'un an au plus tôt, si faire se peut. Il sera promulgué par les soins des deux gouvernements et entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Séoul, en trois expéditions, le 4 juin 1886, correspondant au troisième jour de la cinquième lune de la 495^e année de l'ère coréenne ou de la 12^e année du règne chinois Koang-Sin (1).

G. COGORDAN

KIM-MAN-SIK

O. N. DENNY

1. *Archives diplomatiques*, 1887, t. XXIII, p. 5.

ANNEXE II (1)

Traité d'alliance entre la Corée et le Japon du 26 août 1894

Depuis que le gouvernement de la Corée a donné un mandat à l'effet de faire évacuer les troupes chinoises, en date du 25 juillet de la 27^e année du Meiji (le 23 juin de la 503^e année de la fondation du royaume de Corée), à l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Japon à Séoul du royaume de Corée, les deux gouvernements japonais et coréens se sont trouvés dans la situation de se prêter mutuellement aide offensive et défensive. Pour mettre en évidence ce fait et pour atteindre le but commun aux deux pays d'agir de concert, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements, sont convenus des clauses suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Le but du traité d'alliance est de consolider l'indépendance de la Corée et de favoriser le développement des intérêts du Japon et de la Corée, en chassant du territoire coréen les troupes chinoises.

ART. 2. — Le Japon se chargera de toutes les opérations de guerre offensives et défensives contre la Chine et la Corée,

1. Nagao-Ariga, *La Guerre sino-japonaise*, p. 277 et sq.

donnera aux troupes japonaises toutes les facilités nécessaires pour les opérations militaires et le ravitaillement des troupes.

ART. 3. — Le traité prendra fin à la conclusion d'un traité de paix avec la Chine.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux pays signent et opposent leurs cachets.

Le 26 août, 27^e année de Meiji du Japon.

Le 26 juillet, 503^e année de la fondation du royaume de Corée.

Signé: OTORI KEISUKÉ

Envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire
de S. M. l'empereur du Japon.

Signé: KIM IN SHOKU

Ministre des Affaires étrangères
de S. M. le roi de Corée.

ANNEXE III (1)

CHINE-JAPON

Traité de paix de Shimonoski

Sa Majesté l'empereur du Japon et Sa Majesté l'empereur de Chine, désirant assurer de nouveau les bénédictions de la paix à leurs pays et sujets, et éviter toutes causes de complications futures, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, dans le but de conclure un traité de paix, savoir : etc.

.
lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont agréé les articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — La Chine reconnaît définitivement la pleine et complète indépendance et autonomie de la Corée, et, en conséquence, le paiement d'un tribut et l'accomplissement de cérémonies et formalités par la Corée envers la Chine, contraires à une telle indépendance et autonomie, cesseront complètement pour l'avenir.

.
Fait à Shimonoski le 17 avril (28^e année du Mégi) le 23 mars (21^e année de Kwo-Cho).

(Suivent les signatures.)

1. Nagao-Anga, *La Guerre sino-japonaise*, p. 289 et sq.

ANNEXE IV (1)

JAPON-RUSSIE

Protocole des 28 mai-9 juin 1896

Le secrétaire d'État, prince Lobanoff-Rostovski, ministre des Affaires étrangères de Russie, et le maréchal Marquis Yamagata, ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté l'empereur du Japon, ayant échangé leurs vues sur la situation de la Corée sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les gouvernements russe et japonais, dans le but de remédier aux embarras financiers de la Corée, conseilleront au gouvernement coréen de supprimer toute dépense inutile et d'établir un équilibre entre ses dépenses et ses revenus. Si, à la suite de quelques réformes reconnues indispensables, il devenait nécessaire de recourir à des emprunts étrangers, les deux gouvernements prêteraient, d'un commun accord, leur appui à la Corée.

ART. 2. — Les gouvernements russe et japonais essaieront d'abandonner à la Corée, autant que le permettra la situation financière et économique de ce pays, la création et

1. F. Rey, *La Guerre russo-japonaise au point de vue du droit international*, p. 118.

l'entretien d'une force armée et d'une police indigènes, dans des proportions suffisantes pour maintenir l'ordre intérieur sans secours étranger.

ART. 3. — En vue de faciliter les communications avec la Corée, le gouvernement japonais continuera à administrer les lignes télégraphiques qui s'y trouvent actuellement entre ses mains. Il est réservé à la Russie d'établir une ligne télégraphique de Séoul à ses frontières. Ces différentes lignes pourront être rachetées par le gouvernement coréen, aussitôt qu'il en aura les moyens.

Art. 4. — Dans le cas où les principes ci-dessus exposés exigeraient une définition plus précise et plus détaillée, ou bien si, par la suite, il surgissait d'autres points sur lesquels il serait nécessaire de se concerter, les représentants des deux gouvernements seraient chargés de s'entendre là-dessus à l'amiable.

Fait à Moscou le 28 mai-9 juin 1896.

LOBANOFF

YAMAGATA

ANNEXE V (I)

JAPON-RUSSIE

Protocole des 13-25 avril 1898

Le conseiller d'État et chambellan, baron de Rosen, envoyé extraordinaire, et le ministre des Affaires étrangères de l'empereur du Japon, afin de donner suite à l'article 4 du protocole signé à Moscou le 28 mai-9 juin 1896, entre le prince Lobanoff et le marquis Yamagata, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les gouvernements impériaux de Russie et du Japon reconnaissent définitivement la souveraineté et l'entière indépendance de la Corée et s'engagent mutuellement à s'abstenir de toute ingérence directe dans les affaires intérieures de ce pays.

ART. 2. -- Désirent écarter toute cause possible de malentendu dans l'avenir, les gouvernements impériaux de la Russie et du Japon s'engagent mutuellement, dans le cas où la Corée aurait recours au conseil et à l'assistance, soit de la Russie, soit du Japon, à ne prendre aucune mesure pour la nomination d'instructeurs militaires et de conseillers finan-

1. *Archives diplomatiques*, 1898, t. LXVI, p. 376.

ciers, sans arriver préalablement à un accord mutuel à ce sujet.

ART. 3. — Vu le large développement pris par les entreprises commerciales et industrielles du Japon en Corée, ainsi que le nombre considérable des sujets japonais résidant dans ce pays, le gouvernement russe n'entravera point le développement des relations commerciales et industrielles entre le Japon et la Corée.

Fait à Tokio en double le 13-25 avril 1898.

Signé: ROSEN

NISHI

ANNEXE VI

Protocole signé à Séoul, le 23 février 1904, entre le Japon et la Corée

M. Hayashi, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'empereur du Japon et le général-major Yé-Tchi-Yong, ministre des Affaires étrangères, *ad intérim*, de Sa Majesté l'empereur de Corée, dûment autorisés respectivement à cet égard, ont arrêté les articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Dans le but de maintenir une amitié permanente et solide entre le Japon et la Corée et d'établir fermement la paix en Extrême-Orient, le gouvernement impérial de Corée mettra dans le gouvernement impérial du Japon une confiance absolue et adoptera les conseils de ce dernier, concernant l'amélioration de son administration.

ART. 2. — Le gouvernement impérial du Japon assurera, dans un esprit de solide amitié, la tranquillité et le salut de la maison impériale de Corée.

ART. 3. — Le gouvernement impérial du Japon garantira, d'une manière définitive, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire de Corée.

ART. 4. — Dans le cas où le salut de la maison impériale de Corée ou l'intégrité territoriale de la Corée seraient en

danger, soit par l'aggression d'une tierce puissance, soit par des désordres intérieurs, le gouvernement impérial du Japon prendra immédiatement telles mesures nécessaires qu'exigeront les circonstances, et, dans un pareil cas, le gouvernement impérial de Corée donnera toutes les facilités pour aider l'action du gouvernement impérial du Japon.

Le gouvernement impérial du Japon pourra, pour l'accomplissement du but susmentionné, occuper telles places qui pourraient être nécessaires, au point de vue stratégique, quand les circonstances l'exigeront.

ART. 5. — Les gouvernements des deux pays ne concluront, dans l'avenir, sans un consentement mutuel, aucun arrangement avec une tierce puissance, qui pourrait être contraire aux principes du présent protocole.

ART. 6. — Les détails concernant le présent protocole seront déterminés suivant les circonstances, entre le représentant du Japon et le ministre des Affaires étrangères de Corée (1).

1. *Archives Diplomatiques*, 1904, t. LXXXIX, p. 369.

ANNEXE VII

Arrangement signé à Séoul, le 22 août 1904, entre les plénipotentiaires japonais et coréen, au nom de leurs gouvernements respectifs

ARTICLE PREMIER. — Le gouvernement coréen engagera comme conseiller des finances un sujet japonais, recommandé par le gouvernement japonais et toutes les questions importantes concernant les finances devront être résolues selon ses propositions et avis.

ART. 2. — Le gouvernement coréen engagera, comme conseiller diplomatique auprès du département des Affaires étrangères, un étranger, recommandé par le gouvernement japonais, et toutes les questions importantes concernant les relations extérieures devront être résolues selon ses propositions et avis.

ART. 3. — Le gouvernement coréen devra consulter au préalable le gouvernement japonais, s'il veut conclure des traités ou conventions avec des puissances étrangères, et, dans le règlement des questions diplomatiques importantes, telles que les demandes de concession et les contrats à passer avec les étrangers (1).

1. *Bulletin du Comité de l'Asie Française*, 1904, p. 569.

ANNEXE VII bis (1)

Arrangement coréo-japonais (avril 1905) concernant les postes

Les gouvernements impériaux du Japon et de la Corée, estimant utile pour l'amélioration de l'administration et des finances coréennes, de réorganiser le système de communications dans ce pays et en le rattachant à celui du Japon, de fondre les deux systèmes en un seul commun aux deux pays, et se trouvant convaincus de la nécessité, pour réaliser ce but, de placer le service des postes, télégraphes et téléphones de Corée sous le contrôle du gouvernement japonais, Hayashi Gonsuke, ambassadeur extraordinaire, ministre plénipotentiaire du Japon et J. Hayeng, ministre des Affaires étrangères de Corée, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Le gouvernement impérial de Corée transférera et conférera le contrôle et l'administration du service des postes, télégraphes et téléphones de Corée (à l'exception des lignes téléphoniques appartenant exclusivement au Département de la Maison Impériale) au gouvernement impérial japonais.

1. *Revue mensuelle de droit international* (publiée à Tokio), 1906, n° 8.

ART. 2. — Les terrains, bâtiments, installations, instruments, machines et tous autres procédés faisant partie du système de communications déjà établi par le gouvernement impérial de Corée, seront, en vertu du présent arrangement placés sous le contrôle du gouvernement impérial japonais.

Les autorités des deux pays dresseront d'un commun accord un inventaire des terrains, bâtiments et de toutes les autres choses nécessaires mentionnées au paragraphe précédent. Celui-ci servira de pièce pour l'avenir.

ART. 3. — Si le gouvernement japonais estime nécessaire de développer le système de communication existant en Corée, il pourra prendre des terrains et des bâtiments appartenant à l'État ou à des particuliers ; les premiers sans compensation, les autres moyennant une juste indemnité.

ART. 4. — En ce qui concerne le contrôle du service des communications et la garde du matériel s'y rattachant, le gouvernement du Japon assume la responsabilité d'une bonne administration.

Les dépenses nécessitées par l'extension des services de communication seront supportées par le gouvernement impérial du Japon.

Le gouvernement du Japon fera connaître officiellement au gouvernement impérial de la Corée la situation financière du service de communication placé sous son contrôle.

ART. 5. — Tout ce qui sera jugé nécessaire par le gouvernement impérial du Japon pour le contrôle ou l'extension

du service de communication sera exempté de tous droits et impôts.

ART. 6. — Le gouvernement impérial de Corée aura la liberté de maintenir le présent traité autant qu'il n'en résultera aucune atteinte pour le droit de contrôle et d'extension des services appartenant au gouvernement japonais.

Sous le contrôle et l'extension de ces services, le gouvernement japonais emploiera autant de fonctionnaires et d'employés coréens que possible.

ART. 7. — Pour ce qui est des arrangements conclus antérieurement par le gouvernement coréen avec les gouvernements des puissances étrangères et concernant le service des postes, télégraphes et téléphones, le gouvernement japonais se substituera à la Corée pour exercer les droits et remplir les obligations y afférentes.

Si, dans l'avenir, la nécessité se faisait sentir d'un nouvel accord entre le gouvernement coréen et les gouvernements des puissances étrangères relativement au service des communications, le gouvernement japonais assumera la responsabilité de conclure cet accord à la place de la Corée.

ART. 8. — Les divers accords et arrangements concernant le service des communications existant à ce jour entre les gouvernements de la Corée et du Japon sont abolis ou modifiés par le présent arrangement.

ART. 9. — Quand, dans l'avenir, par suite du développement général du service des communications en Corée, il y aura un profit supérieur aux dépenses fait par le gouvernement du Japon pour le contrôle et le maintien des

vieux services ou pour leur extension, le gouvernement japonais abandonnera au gouvernement coréen un tant pour cent raisonnable de ce profit.

ART. 10. — Quand, dans l'avenir, un excédent de recettes se manifestera dans les finances coréennes, le contrôle des communications pourra être rendu au gouvernement coréen à la suite de pourparlers entre les deux gouvernements.

Signé :

HAYASHI GONDSUKE

J. HAYENG

Le 1^{er} jour du 4^e mois de la 38^e année du Meiji.

ANNEXE VIII (1)

RUSSIE-JAPON

Traité de paix signé à Porthsmouth le
23 août-5 septembre 1905

Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, d'une part, et Sa Majesté l'empereur du Japon, d'autre part, étant animés du désir de rétablir les bienfaits de la paix pour Leurs pays et pour Leurs peuples, ont décidé de conclure un traité de paix et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir : etc.

.
lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu les articles suivants :

.
ART. 2. — Le gouvernement impérial de Russie, reconnaissant que le Japon possède en Corée des intérêts prédominants politiques, militaires et économiques, s'engage à ne point intervenir ni mettre d'obstacles aux mesures de direction, de protection et de contrôle que le gouvernement impérial du Japon pourrait considérer nécessaire de prendre en Corée.

1. *Archives diplomatiques*, 1905, t. XXV, p. 243 et s.

Il est entendu que les sujets russes en Corée seront traités exactement de la même manière que les ressortissants des autres pays étrangers, à savoir qu'ils seront placés sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Il est de même convenu que, pour éviter toute cause de malentendu, les deux hautes parties contractantes s'abstiendront, sur la frontière russo-coréenne, de prendre toute mesure militaire qui pourrait menacer la sécurité du territoire russe ou coréen.

.

ANNEXE IX (1)

CORÉE. — JAPON

Arrangement du 17 novembre 1907

Les gouvernements du Japon et de la Corée, désireux de consolider le principe de solidarité, qui unit les deux empires, ont, dans cette vue, accepté et conclu les stipulations suivantes, qui resteront en vigueur jusqu'au moment où il sera reconnu que la Corée a reconstitué ses forces nationales.

ARTICLE PREMIER.— Le gouvernement du Japon assumera dorénavant, par l'intermédiaire du Département des Affaires étrangères à Tokio, le contrôle et la direction des affaires extérieures de la Corée ; les agents diplomatiques et consulaires du Japon seront chargés de la protection des sujets et intérêts de la Corée à l'étranger.

ART. 2.— Le gouvernement du Japon s'engage à veiller à la mise à exécution des traités actuellement existant entre la Corée et d'autres puissances, et le gouvernement de la Corée s'engage à ne conclure dorénavant aucun acte ni engagement, ayant un caractère international, sauf par l'entremise du gouvernement japonais.

1. *Archives diplomatiques*, 1906, t. XCVII, p. 5 et s.

ART. 3. — Le gouvernement du Japon sera représenté à la Cour de Sa Majesté l'Empereur de Corée par un résident général, qui aura son siège à Séoul, principalement en vue de prendre la direction des affaires ayant trait aux questions diplomatiques. Il aura le droit d'audience particulière et personnelle auprès de Sa Majesté l'empereur de Corée.

Le gouvernement japonais aura également le droit de placer des résidents dans différents ports ouverts et dans tels autres endroits de la Corée qu'il jugera nécessaire. Ces résidents exerceront, sous la direction du résident général, les pouvoirs et fonctions ayant appartenu jusqu'ici aux consuls japonais en Corée, ainsi que les attributions nécessaires pour mettre à entière exécution les clauses du présent arrangement.

ART. 4. — Les clauses de tous les traités et arrangements existant entre le Japon et la Corée, en ce qu'elles n'ont pas de contraire aux articles du présent arrangement, demeureront en vigueur.

ART. 5. — Le gouvernement du Japon assumera le maintien de la prospérité et de la dignité de la maison impériale de Corée.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Séoul, le 17 novembre 1905.

HAYASHI GONDSUKE

PAK-CHA-SOPJ

ANNEXE X (1)

Convention nippon-coréenne du 25 juillet 1907

ARTICLE PREMIER. — L'administration de la Corée est soumise à la direction du résident général japonais.

ART. 2. — Toute loi et tout décret, ainsi que les mesures intéressant les affaires d'État importantes, seront soumis à l'approbation du Résident général.

ART. 3. — La nomination de tout haut fonctionnaire responsable doit être également soumise à l'approbation du résident général.

ART. 4. — Seuls, les candidats recommandés par le résident général pourront être nommés fonctionnaires du gouvernement coréen.

ART. 5. — Une ligne de démarcation précise doit séparer les affaires administratives et judiciaires.

ART. 6. — L'emploi d'étrangers dépend de l'autorisation du résident général.

ART. 7. — La première clause de la convention du 22 août 1904, comportant l'emploi d'un conseiller financier est annulée.

ANNEXE XI (1)

Convention nippo-coréenne du 12 juillet 1909

Les gouvernements du Japon et de la Corée, en vue d'améliorer l'administration judiciaire et pénitentiaire en Corée, assurant par là, la protection de la personne et des biens des sujets coréens, aussi bien que des sujets et citoyens des puissances étrangères en Corée et en vue aussi de consolider la base des finances coréennes, sont convenus des stipulations dont le détail suit :

ARTICLE PREMIER — Jusqu'à ce que le système judiciaire et pénitentiaire en Corée ait été reconnu complet, le gouvernement de la Corée délègue au gouvernement du Japon l'administration judiciaire et pénitentiaire.

ART. 2. — Le gouvernement du Japon prendra les fonctionnaires des cours et prisons japonaises en Corée parmi les sujets japonais et coréens présentant les titres nécessaires pour ces fonctions.

ART. 3 — Les cours japonaises en Corée appliqueront les lois coréennes aux sujets coréens, sauf dans les cas spécialement prévus dans les accords ou dans les lois et ordonances.

1. *Bulletin du comité de l'Asie française*, 1909, p. 458.

ART. 4. — Les autorités locales et les fonctionnaires publics de Corée, conformément à leurs fonctions respectives, se soumettront au contrôle et à la direction des autorités compétentes japonaises en Corée et prêteront leurs concours à ces autorités, en ce qui concerne l'administration judiciaire et pénitentiaire.

ART. 5. — Le gouvernement du Japon supportera toutes les dépenses se rapportant à l'administration judiciaire et pénitentiaire en Corée.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé, scellé et échangé le présent mémorandum, fait en double en langue japonaise et coréenne.

ANNEXE XII (1)

Traité signé à Séoul le 22 août 1910 et
promulgué le 29 août 1910

Sa Majesté l'empereur du Japon et Sa Majesté l'empereur de Corée, en vue des relations spéciales et étroites entre leurs pays respectifs, désirant augmenter le bien-être commun des deux nations et assurer la paix permanente en Extrême-Orient, et étant convaincues que ces buts pourront être le mieux atteints par l'annexion de la Corée à l'Empire du Japon, ont résolu de conclure un traité de cette annexion et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'empereur du Japon :

Le vicomte Masakata Térauche, son résident général,
et

Sa Majesté l'empereur de Corée :

Ye Wan Yong, son ministre président d'État,
lesquels, par suite des conférences et délibérations mutuelles, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Sa Majesté l'empereur de Corée fait la cession complète et permanente à Sa Majesté l'empereur

1. *Bulletin du Comité de l'Asie française*, 1910, p. 366.

du Japon de tous les droits de la souveraineté sur la totalité de la Corée.

ART. 2. — Sa Majesté l'empereur du Japon accepte la cession mentionnée dans l'article précédent et consent à l'annexion complète de la Corée à l'empire du Japon.

ART. 3. — Sa Majesté l'empereur du Japon accordera à Leurs Majestés l'empereur et l'ex-empereur et à Son Altesse Impériale le prince héritier de Corée et à leurs épouses et héritiers, des titres, dignités et honneurs qui sont appropriés à leurs rangs respectifs, et des dons annuels suffisants seront faits pour maintenir ces titres, dignités et honneurs.

ART. 4. — Sa Majesté l'empereur du Japon accordera aussi des honneurs et traitements appropriés aux membres de la maison impériale de Corée et à leurs héritiers autres que ceux mentionnés dans l'article précédent; et des fonds nécessaires pour maintenir ces honneurs et traitements leur seront octoyés.

ART. 5. — Sa Majesté l'empereur du Japon conférera la pairie et des dons pécuniaires à ceux des Coréens qui, à cause de services méritoires, sont considérés dignes de ces reconnaissances spéciales.

ART. 6. — Par suite de l'annexion ci-dessus mentionnée, le gouvernement du Japon prend le gouvernement et l'administration de la Corée et s'engage à accorder l'entière protection aux personnes et propriétés des Coréens qui obéissent aux lois en vigueur en Corée et accroître le bien-être de tous ces Coréens.

ART. 7. — Le gouvernement du Japon, en tant que les cir-

constances le permettent, emploiera dans les services publics du Japon en Corée ceux des Coréens qui acceptent le nouveau régime loyalement et de bonne foi et qui y sont dûment qualifiés.

ART. 8. — Le présent traité ayant été approuvé par Sa Majesté l'empereur du Japon et Sa Majesté l'empereur de Corée, produira son effet à partir du jour de la promulgation.

ANNEXE XIII (1)

Déclaration du gouvernement impérial du Japon

Malgré les travaux laborieux de la réforme de l'administration de la Corée, lesquels se sont diligemment engagés pendant plus de quatre ans depuis la conclusion de l'accord de 1905, le système de gouvernement actuel du pays ne s'est pas montré entièrement à la hauteur de la nécessité de conserver l'ordre public et la tranquillité. De plus un esprit de soupçon et de doute domine partout dans la presqu'île.

Pour maintenir la paix et la stabilité en Corée, pour augmenter la prospérité et le bonheur des Coréens, et pour assurer en même temps la sécurité et le repos des habitants étrangers, il a été prouvé abondamment clair qu'un changement fondamental du régime de gouvernement actuel est absolument essentiel.

Les gouvernements du Japon et de Corée, convaincus de la nécessité urgente d'introduire une réforme répondant aux besoins de la situation et de fournir une garantie suffisante pour l'avenir, ont, avec l'approbation de Sa Majesté l'empereur du Japon et de Sa Majesté l'empereur de Corée, conclu

1. *Questions diplomatiques et coloniales*, 1910, p. 38a.

par l'intermédiaire de leurs plénipotentiaires respectifs un traité stipulant l'annexion complète de la Corée à l'empire du Japon.

En vertu de cet important acte qui produira son effet et sur sa promulgation le 29 août 1910, le gouvernement impérial du Japon prend le gouvernement et l'administration de la Corée et déclare par ces présentes que les matières relatives aux étrangers et au commerce extérieur en Corée seront traitées suivant les règles suivantes :

I. — Les traités conclus jusqu'ici par les puissances étrangères avec la Corée cessant d'être en vigueur, les traités existant avec le Japon seront en tant que praticables, appliqués en Corée. Les étrangers résidant en Corée, en tant que les circonstances le permettent, jouiront des mêmes droits et immunités qu'au Japon même et de la protection de leurs droits légalement acquis, pourvu qu'ils soient assujettis dans tous les cas à la juridiction du Japon.

Le gouvernement impérial du Japon est prêt à consentir à ce que la juridiction, en ce qui concerne les affaires actuellement pendantes devant un tribunal consulaire étranger au moment où le traité d'annexion produit son effet, reste audit tribunal jusqu'à la décision finale.

II. — Indépendamment des engagements conventionnels qui existent antérieurement au sujet dont il s'agit, le gouvernement impérial du Japon lèvera pendant une période de dix ans, sur les marchandises importées en Corée des pays étrangers ou exportées de la Corée aux pays étrangers, ainsi que sur les navires entrant dans un des ports ouverts de

Corée, les mêmes droits d'importation ou d'exportation et le même droit de tonnage que ceux des tarifs existants.

Les mêmes droits d'importation ou d'exportation et le même droit de tonnage que ceux devant être levés sur les marchandises et navires ci-dessus mentionnés seront aussi, pendant une période de dix ans, appliqués en ce qui concerne les marchandises importées du Japon en Corée ou exportées de la Corée au Japon, ainsi que les navires japonais entrant dans un des ports ouverts de la Corée.

III. — Le gouvernement impérial du Japon permettra aussi, pendant une période de dix ans, aux navires sous le pavillon des puissances ayant des traités avec le Japon, d'entreprendre le cabotage entre les ports ouverts de la Corée et entre ces ports et les ports ouverts du Japon.

IV. — Les ports ouverts existant de la Corée, sauf Masampho, continueront d'être ports ouverts, et de plus, Shenwiju sera nouvellement ouvert de sorte que les navires étrangers aussi bien que les navires japonais y seront admis et les marchandises pourront être importées dans ces ports et en être exportées.

Le 29 août 1910.

ANNEXE XIV

Règlement de la concession étrangère internationale
(general foreign settlement) de Tchemoulpo, 3 octobre 1884 (1).

1° La situation et les limites de la concession étrangère internationale de Tchemoulpo, avec l'emplacement des rues et des routes et avec les lignes de démarcation des lots sont indiquées au plan annexé, sur lequel la concession étrangère internationale est teinte en rouge.

Le gouvernement coréen fera les démarches nécessaires pour que tous les immeubles coréens situés à l'intérieur de ces limites disparaissent dans le délai de deux mois à dater du présent arrangement et il empêchera l'érection d'autres immeubles à l'intérieur desdites limites.

2° La concession comprend quatre classes de lots :

A. — Lots situés sur le côté sud de la concession chinoise, préparés et aménagés (*filled in*), par le gouvernement coréen. Toutes les constructions élevées sur ces lots devront être solidement édifiées, en brique, pierre ou fer avec des toitures de fer ou de tuiles.

On ne tolérera sur ces lots ni bâtiments en bois ni maisons couvertes en chaume.

1. E. Catellani, *I « settlements » europei e i privilegi degli stanieri nell' Estremo Oriente*, p. 158.

B. — Lots situés au nord de la concession chinoise. Tous bâtiments y édifiés devront être couverts en tuiles et les murs construits en brique, pierre ou gros plâtre.

C. — Lots situés à l'est de la concession japonaise.

D. — Lots tranquilles (*Still Lots*).

Les lots des deuxième, troisième et quatrième classes devront être préparés par l'acquéreur, à ses propres frais.

3° La digue et la jetée seront construites et entretenues aux frais du gouvernement coréen; les routes et les chemins de la concession seront tracées et construites aux frais du gouvernement coréen.

Le gouvernement coréen signalera également les emplacements des lots au moyen de bornes ou par tout autre moyen, avant qu'ils ne soient mis en vente.

4° Les routes et les canaux seront entretenus, les rues éclairées et nettoyées, une force de police sera organisée, et les autres dépenses municipales supportées par le conseil municipal sur ses propres ressources.

Si celles-ci sont reconnues insuffisantes le conseil municipal pourra établir des centimes additionnels sur tous les lots et immeubles situés dans la concession, proportionnellement à leur valeur.

5° Toutes ventes de terrains à l'intérieur de la concession auront lieu à la requête des autorités compétentes qui donneront avis de ces ventes au moins une semaine à l'avance.

Le prix des lots de la première classe (A) sera de 96 dollars les 100 mètres carrés; celui des lots faisant partie des seconde et troisième classes (B et C) sera de 6 dollars les

100 mètres carrés, et celui des lots faisant partie de la quatrième classe (D) sera de 3 dollars les 100 mètres carrés.

La redevance annuelle des lots de la première catégorie sera de 20 dollars par 100 mètres carrés, celle des lots de la seconde et de la troisième catégories de 6 dollars, celle des lots de la quatrième catégorie de 2 dollars par 100 mètres carrés; sur cette redevance, 30 cents (centième partie du dollar) seront retenus par les autorités coréennes et le reste, joint au reliquat du produit des ventes de terrains sera versé dans la caisse municipale.

Seuls les sujets ou les citoyens des puissances à traités, dont les autorités ont déclaré accepter cet arrangement, pourront acquérir ou bâtir à l'intérieur de la concession; seuls ils pourront obtenir l'octroi de titres de vente à l'intérieur desdites limites.

Le gouvernement coréen pourra cependant occuper des lots en son propre nom et y élever soit des édifices publics, soit des habitations pour fonctionnaires coréens; ces lots seront soumis aux règlements municipaux de la même manière que les autres; ils contribueront aux dépenses municipales dans la même proportion que les autres lots de leur classe.

Les titres de vente seront délivrés et enregistrés par le gouvernement coréen; ils seront transmis aux acquéreurs par l'entremise de leurs autorités et des duplicata en seront conservés par les autorités coréennes.

La vente devra avoir lieu devant les autorités du vendeur

et le contrat produit par l'acquéreur à ses autorités qui informeront les autorités coréennes du transfert.

Tous les acquéreurs et bénéficiaires de transfert devront signer la déclaration jointe au titre de vente annexé ci-après.

6° Le conseil municipal comprendra un fonctionnaire coréen de rang convenable, les consuls des puissances à traités dont les sujets ou citoyens sont propriétaires dans la concession, et les propriétaires fonciers inscrits qui seront élus par les autres suivant le mode que détermineront par la suite les autorités étrangères.

Le conseil municipal aura compétence pour régler sa manière d'agir ainsi que les devoirs de ses fonctionnaires; il aura également compétence pour faire des règlements sur les matières suivantes : police des cabarets, délivrance des licences, établissement des impositions ;

Suppression des tripots, des fumeries d'opium et des maisons mal famées; police du trafic ;

Police et taxation des bateaux, des portefaix et des véhicules de louage à l'intérieur de la concession ;

Mesures préventives contre l'établissement de constructions dangereuses ou inflammables et les conséquences de commerces dangereux pour la santé publique à l'intérieur de la concession ;

Mesures destinées à prévenir l'obstruction des voies publiques ;

Mesures destinées à sauvegarder la santé et la décence publiques.

L'inobservation d'un règlement fait par le conseil muni-

cipal a comme sanction une pénalité qui ne saurait excéder 25 dollars. Les pénalités seront prononcées par les autorités du contrevenant et le produit en sera versé dans la caisse municipale.

7° Les lots situés en dehors de ceux de la première catégorie sur le plan de la concession qui sont maintenant recouverts d'eau à marée haute, aussi bien que ceux qui seront formés par le nivellement de *Long Island* seront appelés *Water Lots*. Le prix de ces lots sera le même que celui de la troisième catégorie ; ces lots seront aménagés et nivelés aux frais des acquéreurs et suivant un mode qui sera ultérieurement arrêté.

8° Les titres de vente seront octroyés en la forme annexée au présent arrangement.

9° Cet arrangement pourra être révisé et modifié par les autorités coréennes et les autorités compétentes étrangères d'un commun accord et suivant la façon dont l'expérience aura démontré la nécessité.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- BLUNTSCHLI. — Le Droit international codifié.
- BONFILS-FAUCHEVILLE. — Manuel de droit international public.
- CALVO. — Droit international.
- DESPAGNET. — Cours de droit international public.
- DE MARTENS. — Traité de droit international.
- MÉRIGNHAC. — Traité de droit public international.
- PIC. — Influence de l'existence d'un protectorat sur les traités antérieurement conclus par l'État protégé.
- PILLET. — Recherches sur les droits fondamentaux des États dans l'ordre des rapports internationaux et sur la solution des conflits qu'ils font naître.
- Des Droits de la puissance protectrice sur l'administration intérieure de l'État protégé.
- SIRMAGIEFF. — De la Situation des États mi-souverains.
- WILHEM. — Théorie juridique des protectorats (*Journal de droit international privé*, 1890, p. 204 et sq.).
- ENGELHARDT. — Les Protectorats anciens et modernes.
- DESPAGNET. — Essai sur les protectorats.
- Le Régime des capitulations, par un ancien diplomate.
- Bibliothèque coloniale internationale. Le Régime des protectorats, 4^e série.
- PÉLISSÉ DU RAUZAS. — Régime des capitulations dans l'empire ottoman.

- ROUARD DE CARD. — Les Traités de protectorat conclus par la France en Afrique, 1870-1895. Paris, 1897.
- CABOUAT. — Des Annexions de territoires et de leurs principales conséquences. Thèse de Paris, 1881.
- GIDEL. — Des Effets de l'annexion sur les concessions. Thèse de Paris, 1904.
- CORDIER. — Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales.
- PIOLLET (abbé). — Les Missions catholiques au XIX^e siècle.
- LAUNEY (A.). — Les Missions françaises en Corée.
- HAMILTON (Ch.). — Korea.
- COURANT (Maurice). — Notes sur les études coréennes et japonaises.
- DUROCQ. — Pauvre et douce Corée. Paris, 1904.
- HALOT (Alexandre). — L'Extrême-Orient.
- COURANT (Maurice). — La Corée, jusqu'au IX^e siècle, ses rapports avec le Japon et son influence sur les origines de la civilisation japonaise.
- MÉTIN (Albert). — L'Extrême-Orient, Chine, Japon, Russie
- HULBERT. — History of Korea. Séoul, 1905.
- GRIFFIS. — Korea, the hermit nation.
- BISTROP. — Korea and her neighbours.
- WIGHAM. — Mandchouria and Korea.
- WOADVILL ROCKHILL. — China's intercourse with Korea. Londres, 1905.
- SINICÆRIS. — La Guerre du Japon contre la Chine et ses conséquences éventuelles. Paris, 1895.
- WLADIMIR. — The China-Japan war. Londres, 1896.
- NAGAO ARIGA. — La Guerre sino-japonaise.
- VILLETARD DE LAGUÉRIC. — La Corée indépendante russe ou japonaise.
- TARDIEU (Adrien). — Questions diplomatiques de l'année 1904.
- LYNCH (Georges). — Corée, Chine et Mandchourie. Les convoitises russes et japonaises.

- VILLETARD DE LANGUÉRIC. — La Corée et la guerre russo-japonaise. Paris, 1904.
- ASAKAWA. — Russo-japanese conflict.
- NAGAO ARIGA. — La Guerre russo-japonaise.
- REY (F.). — La Guerre russo-japonaise, au point de vue du droit international.
- NAGAOKA. — Étude sur la guerre russo-japonaise au point de vue du droit international.
- CHANOINE (Général). — Le Japon et les suites de la guerre russo-japonaise.
- DUMOLARD. — Le Japon politique, économique et social. Paris, 1903.
- KAWAKAMI. — The political ideas of modern Japan. Tokio, 1903.
- HASCH (Ernest). — Far eastern impressions, Korea. Londres, 1904.
- NORMAN. — The people and politic of the Far-East. Travels and Studies in Korea. Londres, 1895.
- CURZON. — Problems of the Far-East. Londres, 1894.
- SMITH. — European settlements in the Far-East. Londres, 1900.
- ENRICO CATELLANE. — I settlements europei e i privilegi degli stranieri nell' Estremo Oriente.
- HINCKLEY. — American consular jurisdiction in the Orient.
- DE MARTENS. — Nouveau recueil de traités.
- HERSTELT. — A complete Collection of the treaties and conventions between Great Britain and foreign powers. Treaties and conventions between the empire of Japan and other powers, compiled by the Foreign office. Tokio, 1899.
- Revue générale de droit international public, 1895, 1896, 1905, 1906.
- Revue de droit international privé et de droit pénal comparé, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910.
- Annuaire de législation étrangère, 1890, p. 68 et sq.

Annales des sciences politiques, 1904, 1909, 1910.

Questions diplomatiques et coloniales, 1904, 1907, 1909, 1910.

Bulletin du comité de l'Asie française, 1904, 1907, 1909, 1910.

Revue politique et parlementaire, 1894.

Le Correspondant, 15 février, 25 mai, 25 septembre 1904.

Contemporary review, janvier 1908.

Foreign Relations of the United States, 1885, 1888, 1898, 1904, 1905.

Collection du « Journal des Débats ».

Les Archives diplomatiques, 1887, 1898, 1904, 1905, 1906

SIREY. — Lois annotées.

DESCHANEL (Paul). — Rapport fait au nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant fixation de budget général de l'exercice 1911. Ministère des Affaires étrangères.

